

Chambre des Représentants

SESSION 1966-1967

16 JUIN 1967

PROJET DE LOI

- 1° corrigeant les termes périmés de la version française du Code d'instruction criminelle et y abrogeant certaines dispositions devenues sans objet et modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive;
- 2° établissant la version néerlandaise du même Code et de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive.

PROJET TRANSMIS PAR LE SENAT (1)

Article 1^{er}. Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, au Code d'instruction criminelle, et à la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive :

- 1° dans l'article 18 de la loi du 17 avril 1878, les mots « à l'inculpé » sont remplacés par les mots « au prévenu »;
- 2° dans l'article 24 de la même loi, modifiée par la loi du 30 mai 1961, les mots « l'article 447, § 3 » sont remplacés par les mots « l'article 447, alinéa 3 »;

(1) Voir :

Documents du Sénat :

37 (1966-1967) : Projet de loi.
275 (1966-1967) : Rapport.

Annales du Sénat :

15 juin 1967.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1966-1967

16 JUNI 1967

WETSONTWERP

- 1° tot verbetering van de verouderde termen in de Franse tekst van het Wetboek van Strafvordering en tot opheffing van een aantal daarin nodeloos geworden bepalingen en tot wijziging van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis;
- 2° tot invoering van de Nederlandse tekst van hetzelfde Wetboek en van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis.

ONTWERP DOOR DE SENAAT OVERGEZONDEN (1)

Artikel 1. De volgende wijzigingen worden aangebracht in de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, in het Wetboek van Strafvordering en in de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis :

- 1° in artikel 18 van de wet van 17 april 1878, worden de woorden « à l'inculpé » vervangen door « au prévenu »;
- 2° in artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 mei 1961, worden de woorden « l'article 447, § 3 » vervangen door « l'article 447, alinéa 3 »;

(1) Zie :

Stukken van de Senaat :

37 (1966-1967) : Wetsontwerp.
275 (1966-1967) : Verslag.

Handelingen van de Senaat :

15 juni 1967.

3° dans l'article 9 du Code d'instruction criminelle :

- a) les mots « cours impériaux » sont remplacés par les mots « cours d'appel »;
- b) les mots « par les maires et les adjoints de maire » sont remplacés par les mots « par les bourgmestres et les échevins »;
- c) les mots « procureurs impériaux » sont remplacés par les mots « procureurs du Roi »;
- d) les mots « par les commissaires généraux de police » sont supprimés;

4° l'article 10 est abrogé;

5° l'intitulé du chapitre II du livre I^{er} est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre II. — Des bourgmestres, échevins et des commissaires de police »;

6° dans l'article 11, les mots « les maires, au défaut de ceux-ci les adjoints de maire » sont remplacés par les mots « les bourgmestres, ou à défaut de ceux-ci, les échevins »;

7° dans l'article 12 :

- a) les mots « Dans les communes divisées en plusieurs arrondissements » sont remplacés par les mots « Dans les communes qui comportent plusieurs divisions de police »;
- b) les mots « hors de l'arrondissement particulier auquel ils sont préposés » sont remplacés par les mots « hors de la division de police pour laquelle ils sont désignés »;
- c) les mots « ces arrondissements » sont remplacés par les mots « ces divisions de police »;

8° dans l'article 13, les mots « celui de l'arrondissement voisin » sont remplacés par les mots « celui de la division de police voisine »;

9° dans l'article 14, les mots « le maire, ou, au défaut de celui-ci, l'adjoint de maire » sont remplacés par les mots « le bourgmestre ou, à défaut de celui-ci, un échevin »;

10° dans l'article 15, les mots « les maires ou adjoints de maire » sont remplacés par les mots « les bourgmestres ou échevins »;

11° dans l'article 16 :

- a) le mot « maire » est remplacé par le mot « bourgmestre »;
- b) les mots « de son adjoint » sont remplacés par les mots « d'un échevin »;
- c) les mots « l'adjoint de maire » sont remplacés par les mots « un échevin »;

12° dans l'article 17, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;

13° dans l'article 20 :

- a) le mot « maire » est remplacé par le mot « bourgmestre »;
- b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;

14° l'intitulé du chapitre IV du livre I^{er} est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre IV. — Des procureurs du Roi et de leurs substituts »;

15° l'intitulé de la section première du même chapitre est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section première. — De la compétence des procureurs du Roi, relativement à la police judiciaire »;

16° dans l'article 22 :

- a) les mots « procureurs impériaux » sont remplacés par les mots « procureurs du Roi »;

3° in artikel 9 van het Wetboek van Strafvordering :

- a) worden de woorden « cours impériaux » vervangen door « cours d'appel »;
- b) worden de woorden « par les maires et les adjoints de maire » vervangen door « par les bourgmestres et les échevins »;
- c) worden de woorden « procureurs impériaux » vervangen door « procureurs du Roi »;
- d) worden de woorden « par les commissaires généraux de police » geschrapt;

4° artikel 10 wordt opgeheven;

5° het opschrift van hoofdstuk II van boek 1 wordt door het volgend opschrift vervangen :

« Chapitre II. — Des bourgmestres, échevins et des commissaires de police »;

6° in artikel 11 worden de woorden « les maires, au défaut de ceux-ci les adjoints de maire » vervangen door « les bourgmestres, ou à défaut de ceux-ci, les échevins »;

7° in artikel 12 :

- a) worden de woorden « Dans les communes divisées en plusieurs arrondissements » vervangen door « Dans les communes qui comportent plusieurs divisions de police »;
- b) worden de woorden « hors de l'arrondissement particulier auquel ils sont préposés » vervangen door « hors de la division de police pour laquelle ils sont désignés »;
- c) worden de woorden « ces arrondissements » vervangen door « ces divisions de police »;

8° in artikel 13 worden de woorden « celui de l'arrondissement voisin » vervangen door « celui de la division de police voisine »;

9° in artikel 14 worden de woorden « le maire, ou, au défaut de celui-ci, l'adjoint de maire » vervangen door « le bourgmestre ou, à défaut de celui-ci, un échevin »;

10° in artikel 15 worden de woorden « les maires ou adjoints de maire » vervangen door « les bourgmestres ou échevins »;

11° in artikel 16 :

- a) wordt het woord « maire » vervangen door « bourgmestre »;
- b) worden de woorden « de son adjoint » vervangen door « d'un échevin »;
- c) worden de woorden « l'adjoint de maire » vervangen door « un échevin »;

12° in artikel 17 worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

13° in artikel 20 :

- a) wordt het woord « maire » vervangen door « bourgmestre »;
- b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

14° het opschrift van hoofdstuk IV van boek 1 wordt door het volgend opschrift vervangen :

« Chapitre IV. — Des procureurs du Roi et de leurs substituts »;

15° het opschrift van afdeling 1, van hetzelfde hoofdstuk, wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Section première. De la compétence des procureurs du Roi, relativement à la police judiciaire »;

16° in artikel 22 :

- a) worden de woorden « procureurs impériaux » vervangen door « procureurs du Roi »;

- b) les mots « aux tribunaux de police correctionnelle ou aux cours spéciales » sont remplacés par les mots « aux tribunaux correctionnels »;
- 17° dans l'article 23, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- 18° dans l'article 24 :
- a) le mot « français » est remplacé par le mot « belge »;
 - b) les mots « dans les cas énoncés aux articles 5, 6 et 7 » sont remplacés par les mots « dans les cas prévus par la loi »;
 - c) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - d) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 19° dans l'article 25, les mots « procureurs impériaux » sont remplacés par les mots « procureurs du Roi »;
- 20° l'article 26 est abrogé;
- 21° dans l'article 27 :
- a) les mots « procureurs impériaux » sont remplacés par les mots « procureurs du Roi »;
 - b) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
- 22° l'intitulé de la section II du chapitre IV est remplacé par l'intitulé suivant :
« Section II. — Mode de procéder des procureurs du Roi dans l'exercice de leurs fonctions ».
- 23° dans les articles 29 et 30 :
- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - b) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 24° dans les articles 31, 33 et 34, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- 25° dans l'article 32 :
- a) les mots « peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « peine criminelle »;
 - b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- 26° dans l'article 35 :
- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - b) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 27° dans les articles 36 et 37 :
- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - b) les mots « du prévenu » sont remplacés par les mots « de l'inculpé »;
- 28° dans l'article 38, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- 29° dans l'article 39, les mots « du prévenu » sont remplacés par les mots « de l'inculpé »;
- 30° dans l'article 40 :
- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - b) les mots « entraîner peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « entraîner une peine criminelle »;
 - c) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 31° dans l'article 41, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 32° dans l'article 42 :
- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - b) les mots « ou du maire, ou de l'adjoint du maire » sont remplacés par les mots « ou du bourgmestre ou d'un échevin »;
- 33° dans les articles 43 et 46, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- b) worden de woorden « aux tribunaux de police correctionnelle ou aux cours spéciales » vervangen door « aux tribunaux correctionnels »;
- 17° in artikel 23 worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- 18° in artikel 24 :
- a) wordt het woord « français » vervangen door « belge »;
 - b) worden de woorden « dans les cas énoncés aux articles 5, 6 et 7 » vervangen door « dans les cas prévus par la loi »;
 - c) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - d) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 19° in artikel 25 worden de woorden « procureurs impériaux » vervangen door « procureurs du Roi »;
- 20° artikel 26 wordt opgeheven;
- 21° in artikel 27 :
- a) worden de woorden « procureurs impériaux » vervangen door « procureurs du Roi »;
 - b) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
- 22° het opschrift van afdeling II van hoofdstuk IV wordt door het volgende opschrift vervangen :
« Section II. — Mode de procéder des procureurs du Roi dans l'exercice de leurs fonctions ».
- 23° in de artikelen 29 en 30 :
- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - b) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 24° in de artikelen 31, 33 en 34, worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- 25° in artikel 32 :
- a) worden de woorden « peine afflictive ou infamante » vervangen door « peine criminelle »;
 - b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- 26° in artikel 35 :
- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - b) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 27° in de artikelen 36 en 37 :
- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - b) worden de woorden « du prévenu » vervangen door « de l'inculpé »;
- 28° in artikel 38 worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- 29° in artikel 39 worden de woorden « du prévenu » vervangen door « de l'inculpé »;
- 30° in artikel 40 :
- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - b) worden de woorden « entraîner peine afflictive ou infamante » vervangen door « entraîner une peine criminelle »;
 - c) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 31° in artikel 41 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 32° in artikel 42 :
- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - b) worden de woorden « ou du maire, ou de l'adjoint du maire » vervangen door « ou du bourgmestre ou d'un échevin »;
- 33° in de artikelen 43 en 46 worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

34° dans l'article 44 :

- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- b) les mots « officiers de santé » sont remplacés par le mot « médecins »;

35° dans l'article 45 :

- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- b) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;

36° dans l'article 47 :

- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- b) les mots « qui en est prévenue » sont remplacés par les mots « qui est inculpée d'un crime ou d'un délit »;

37° l'intitulé du chapitre V du livre I^{er} est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Des officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi »;

38° dans l'article 48, les mots « les commissaires généraux de police » sont supprimés;

39° dans les articles 49 et 51, les mots « procureurs impériaux » sont remplacés par les mots « procureurs du Roi »;

40° dans l'article 50, les mots « les maires, adjoints de maire » sont remplacés par les mots « les bourgmestres, les échevins »;

41° dans les articles 51, 52, 53 et 54, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;

42° les articles 55, 56, 57 et 58 sont abrogés;

43° dans l'article 59 :

- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- b) les mots « procureurs impériaux » sont remplacés par les mots « procureurs du Roi »;

44° dans les articles 60, 62 et 64, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;

45° dans l'article 61, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;

46° dans l'article 63, les mots « du prévenu » sont remplacés par les mots « de l'inculpé »;

47° dans l'article 68, les mots « l'arrondissement communal » sont remplacés par les mots « l'arrondissement judiciaire »;

48° dans l'article 69, les mots « du prévenu » sont remplacés par les mots « de l'inculpé »;

49° dans les articles 70, 71, 72, 80, 81 et 89, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;

50° dans l'article 83, les mots « un officier de santé » sont remplacés par les mots « un médecin »;

51° dans l'article 86 :

- a) les mots « l'officier de santé » sont remplacés par les mots « le médecin »;
- b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;

52° dans l'article 87, les mots « du prévenu » sont remplacés par les mots « de l'inculpé »;

53° dans l'article 91, les mots « inculpés d'un délit emportant peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « inculpés d'une infraction punissable d'une peine criminelle »;

54° dans l'article 94 :

- a) les mots « les prévenus » sont remplacés par les mots « les inculpés »;
- b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- c) les mots « peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « peine criminelle »;

55° dans l'article 95, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;

56° dans l'article 97, les mots « au prévenu » sont remplacés par les mots « à l'inculpé »;

34° in artikel 44 :

- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- b) worden de woorden « officiers de santé » vervangen door « médecins »;

35° in artikel 45 :

- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- b) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;

36° in artikel 47 :

- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- b) worden de woorden « qui en est prévenue » vervangen door « qui est inculpée d'un crime ou d'un délit »;

37° het opschrift van hoofdstuk V van boek I wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Chapitre V. — Des officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi »;

38° in artikel 48 worden de woorden « les commissaires généraux de police » geschrapt »;

39° in de artikelen 49 en 51 worden de woorden « procureurs impériaux » vervangen door « procureurs du Roi »;

40° in artikel 50 worden de woorden « les maires, adjoints de maire » vervangen door « les bourgmestres, les échevins »;

41° in de artikelen 51, 52, 53 en 54, worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

42° de artikelen 55, 56, 57 en 58 worden opgeheven;

43° in artikel 59 :

- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- b) worden de woorden « procureurs impériaux » vervangen door « procureurs du Roi »;

44° in de artikelen 60, 62 en 64, worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

45° in artikel 61 worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

46° in artikel 63 worden de woorden « du prévenu » vervangen door « de l'inculpé »;

47° in artikel 68 worden de woorden « l'arrondissement communal » vervangen door « l'arrondissement judiciaire »;

48° in artikel 69 worden de woorden « du prévenu » vervangen door « de l'inculpé »;

49° in de artikelen 70, 71, 72, 80, 81 en 89, worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

50° in artikel 83 worden de woorden « un officier de santé » vervangen door « un médecin »;

51° in artikel 86 :

- a) worden de woorden « l'officier de santé » vervangen door « le médecin »;
- b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

52° in artikel 87 worden de woorden « du prévenu » vervangen door « de l'inculpé »;

53° in artikel 91 worden de woorden « inculpés d'un délit emportant peine afflictive ou infamante » vervangen door « inculpés d'une infraction punissable d'une peine criminelle »;

54° in artikel 94 :

- a) worden de woorden « les prévenus » vervangen door « les inculpés »;
- b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- c) worden de woorden « peine afflictive ou infamante » vervangen door « peine criminelle »;

55° in artikel 95 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;

56° in artikel 97 worden de woorden « au prévenu » vervangen door « à l'inculpé »;

57° dans l'article 98 :

- a) les mots « de l'Empire » sont remplacés par les mots « du Royaume » ;
- b) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;
- c) les mots « le maire ou l'adjoint de maire » sont remplacés par les mots « le bourgmestre ou un échevin » ;

58° dans les articles 100 et 101, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi » ;

59° dans l'article 105 :

- a) les mots « le prévenu » et « du prévenu » sont remplacés respectivement par les mots « l'inculpé » et « de l'inculpé » ;
- b) les mots « au maire, ou à l'adjoint » sont remplacés par les mots « au bourgmestre ou à un échevin » ;
- c) les mots « le maire, l'adjoint » sont remplacés par les mots « le bourgmestre, un échevin » ;

60° dans l'article 106 :

- a) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;
- b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi » ;
- c) les mots « si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « si l'infraction est punissable d'une peine criminelle » ;

61° dans l'article 108, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;

62° dans l'article 109 :

- a) les mots « le prévenu » et « du prévenu » sont remplacés respectivement par les mots « l'inculpé » et « de l'inculpé » ;
- b) les mots « le maire, l'adjoint » sont remplacés par les mots « le bourgmestre, un échevin » ;

63° dans l'article 110, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;

64° dans l'article 112, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi » ;

65° dans l'article 113 :

- a) les mots « au prévenu » sont remplacés par les mots « à l'inculpé » ;
- b) les mots « peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « peine criminelle » ;

66° dans l'article 114 :

- a) les mots « si le fait n'emporte pas une peine afflictive ou infamante mais seulement une peine correctionnelle » sont remplacés par les mots « si l'infraction est punissable d'une peine correctionnelle » ;
- b) les mots « du prévenu » et « le prévenu » sont remplacés respectivement par « de l'inculpé » et « l'inculpé » ;

c) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi » ;

67° dans l'article 117 :

- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi » ;
- b) les mots « caisse de l'enregistrement et des domaines » sont remplacés par les mots « Caisse des dépôts et consignations » ;

68° dans l'article 118, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;

69° à l'article 120 :

- a) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;
- b) les mots « cette soumission entraînera la contrainte par corps contre la caution » sont supprimés ;

70° dans les articles 121, 122 et 127, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi » ;

71° l'article 123 est abrogé ;

72° dans l'article 130 :

- a) les mots « tribunal de police correctionnelle » sont remplacés par les mots « tribunal correctionnel » ;
- b) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;

73° dans l'article 131, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;

57° in artikel 98 :

- a) worden de woorden « de l'Empire » vervangen door « du Royaume » ;
- b) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;
- c) worden de woorden « le maire ou l'adjoint de maire » vervangen door « le bourgmestre ou un échevin » ;

58° in de artikelen 100 en 101, worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi » ;

59° in artikel 105 :

- a) worden de woorden « le prévenu » en « du prévenu », respectievelijk door « l'inculpé » en « de l'inculpé » vervangen ;
- b) worden de woorden « au maire, ou à l'adjoint » vervangen door « au bourgmestre ou à un échevin » ;
- c) worden de woorden « le maire, l'adjoint » vervangen door « le bourgmestre, un échevin » ;

60° in artikel 106 :

- a) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;
- b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi » ;
- c) worden de woorden « si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante » vervangen door « si l'infraction est punissable d'une peine criminelle » ;

61° in artikel 108 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;

62° in artikel 109 :

- a) worden de woorden « le prévenu » en « du prévenu » respectievelijk door « l'inculpé » en « de l'inculpé » vervangen ;
- b) worden de woorden « le maire, l'adjoint » vervangen door « le bourgmestre, un échevin » ;

63° in artikel 101 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;

64° in artikel 112 worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi » ;

65° in artikel 113 :

- a) worden de woorden « au prévenu » vervangen door « à l'inculpé » ;
- b) worden de woorden « peine afflictive ou infamante » vervangen door « peine criminelle » ;

66° in artikel 114 :

- a) worden de woorden « si le fait n'emporte pas une peine afflictive ou infamante mais seulement une peine correctionnelle » vervangen door « si l'infraction est punissable d'une peine correctionnelle » ;
- b) worden de woorden « du prévenu » en « le prévenu » respectievelijk vervangen door « de l'inculpé » en « l'inculpé » ;

c) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi » ;

67° in artikel 117 :

- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi » ;
- b) worden de woorden « caisse de l'enregistrement et des domaines » vervangen door « Caisse des dépôts et consignations » ;

68° in artikel 118 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;

69° in artikel 120 :

- a) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;
- b) worden de woorden « cette soumission entraînera la contrainte par corps contre la caution » geschrapt ;

70° in de artikelen 121, 122 en 127, worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi » ;

71° artikel 123 wordt opgeheven ;

72° in artikel 130 :

- a) worden de woorden « tribunal de police correctionnelle » vervangen door « tribunal correctionnel » ;
- b) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;

73° in artikel 131 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;

- 74° dans l'article 132, les mots « dans tous les cas de renvoi soit à la police municipale, soit à la police correctionnelle, le procureur impérial » sont remplacés par les mots « dans tous les cas de renvoi soit au tribunal de police, soit au tribunal correctionnel, le procureur du Roi »;
- 75° dans l'article 133 :
- les mots « afflictives ou infamantes » sont remplacés par le mot « criminelles »;
 - les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - les mots « procureur général de la cour impériale » sont remplacés par les mots « procureur général près la cour d'appel »;
- 76° dans l'article 134 :
- le mot « décernera » est remplacé par les mots « pourra décerner »;
 - les mots « le prévenu » et « du prévenu » sont remplacés respectivement par les mots « l'inculpé » et « de l'inculpé »;
- 77° dans l'article 135 :
- les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - les mots « des prévenus » et « le prévenu » sont remplacés respectivement par les mots « des inculpés » et « l'inculpé »;
- 78° l'intitulé du titre premier du livre II est remplacé par l'intitulé suivant : « Titre premier. Des tribunaux de police et des tribunaux correctionnels »;
- 79° l'intitulé du chapitre premier du même titre est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre premier. Des tribunaux de police »;
- 80° l'intitulé du paragraphe premier du même chapitre est remplacé par l'intitulé suivant : « § 1°. De la compétence des tribunaux de police »;
- 81° dans l'article 138 :
- le 1° est remplacé par la disposition suivante :
« 1° Des infractions prévues par le Code rural »;
 - le 9° est abrogé;
 - le 13° est remplacé par la disposition suivante :
« 13° Des infractions punies par les articles 77 à 79 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés »;
 - le 14° est remplacé par la disposition suivante :
« 14° Des infractions punies par les articles 155 et 158 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939 »;
- 82° dans l'article 139, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 83° dans l'article 140, les mots « en vertu de l'article 138, 1° à 9°, ou en vertu d'une disposition spéciale » sont remplacés par les mots « en vertu de l'article 138 »;
- 84° dans l'article 141, les mots « et les huissiers » sont supprimés;
- 85° les articles 142, 143 et 144 et le dernier alinéa de l'article 153 sont abrogés;
- 86° dans l'article 145, les mots « ou à la personne civilement responsable » sont remplacés par les mots « et, le cas échéant, à la personne civilement responsable »;
- 87° dans l'article 160 :
- les mots « un délit » sont remplacés par les mots « une infraction »;
 - les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- 88° l'article 164 est abrogé;
- 89° l'article 5 de la loi du 1^{er} mai 1849, modifié par la loi du 31 mai 1955, forme l'article 172 du Code d'instruction criminelle; dans cet article, les mots « tribunaux de simple police » sont remplacés par les mots « tribunaux de police »;
- 90° dans l'article 175, les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- 91° dans l'article 177, les mots « contre les jugements rendus en dernier ressort par le tribunal de police ou » sont supprimés;

- 74° in artikel 132 worden de woorden « dans tous les cas de renvoi soit à la police municipale, soit à la police correctionnelle, le procureur impérial » vervangen door « dans tous les cas de renvoi soit au tribunal de police, soit au tribunal correctionnel, le procureur du Roi »;
- 75° in artikel 133 :
- worden de woorden « afflictives ou infamantes » vervangen door « criminelles »;
 - worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - worden de woorden « procureur général de la cour impériale » vervangen door « procureur général près la cour d'appel »;
- 76° in artikel 134 :
- wordt het woord « décernera » vervangen door « pourra décerner »;
 - worden de woorden « le prévenu » en « du prévenu » respectievelijk vervangen door « l'inculpé » en « de l'inculpé »;
- 77° in artikel 135 :
- worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - worden de woorden « des prévenus » en « le prévenu » respectievelijk vervangen door « des inculpés » en « l'inculpé »;
- 78° het opschrift van titel I van boek II wordt door het volgende opschrift vervangen : « Titre premier. Des tribunaux de police et des tribunaux correctionnels »;
- 79° het opschrift van hoofdstuk I, zelfde titel, wordt door het volgende opschrift vervangen : « Chapitre premier. Des tribunaux de police »;
- 80° het opschrift van § 1, zelfde hoofdstuk, wordt door het volgende opschrift vervangen :
« § 1°. De la compétence des tribunaux de police »;
- 81° in artikel 138 :
- wordt de tekst onder 1° door de volgende bepaling vervangen :
« 1° Des infractions prévues par le Code rural »;
 - wordt de tekst onder 9° opgeheven;
 - wordt de tekst onder 13° door de volgende bepaling vervangen :
« 13° Des infractions punies par les articles 77 à 79 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés »;
 - wordt de tekst onder 14° door de volgende bepaling vervangen :
« 14° Des infractions punies par les articles 155 et 158 des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939 »;
- 82° in artikel 139 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 83° in artikel 140 worden de woorden « en vertu de l'article 138, 1° à 9°, ou en vertu d'une disposition spéciale » vervangen door « en vertu de l'article 138 »;
- 84° in artikel 141 worden de woorden « et les huissiers » geschrapt;
- 85° de artikelen 142, 143 en 144, en het laatste lid van artikel 153, worden opgeheven;
- 86° in artikel 145 worden de woorden « ou à la personne civilement responsable » vervangen door « et, le cas échéant, à la personne civilement responsable »;
- 87° in artikel 160 :
- worden de woorden « un délit » vervangen door « une infraction »;
 - worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- 88° artikel 164 wordt opgeheven;
- 89° artikel 5 van de wet van 1 mei 1849, gewijzigd bij de wet van 31 mei 1955, vormt artikel 172 van het Wetboek van Strafvordering; in dit artikel worden de woorden « tribunaux de simple police » vervangen door « tribunaux de police »;
- 90° in artikel 175 worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- 91° in artikel 177 worden de woorden « contre les jugements rendus en dernier ressort par le tribunal de police ou » geschrapt;

92° dans l'article 178 :

- a) les mots « et les maires » sont supprimés;
- b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- c) les mots « procureur général près la cour impériale » sont remplacés par les mots « procureur général près la cour d'appel »;

93° l'intitulé du chapitre II du titre premier du livre II est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre II. Des tribunaux correctionnels »;

94° l'article 179 est remplacé par la disposition suivante :
« Article 179. Sans préjudice de la compétence attribuée à d'autres juridictions, les tribunaux de première instance connaissent, sous le titre de tribunaux correctionnels, de tous les délits dont la peine excède sept jours d'emprisonnement et vingt-cinq francs d'amende »;

95° dans l'article 182 :

- a) les mots « au prévenu » sont remplacés par les mots « à l'inculpé »;
- b) les mots « et, à l'égard des délits forestiers, par le conservateur, inspecteur ou sous-inspecteur forestier ou par les gardes généraux » sont supprimés;
- c) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;

96° dans l'article 184, les mots « le prévenu ou l'un des prévenus » sont remplacés par les mots « l'inculpé ou l'un des inculpés »;

97° dans l'article 187 :

- a) les mots « outre un jour par trois myriamètres » sont supprimés;
- b) les mots « au paragraphe premier » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} »;

98° dans l'article 189, les mots « tribunaux en matière correctionnelle » sont remplacés par les mots « tribunaux correctionnels »;

99° dans l'article 190 :

- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- b) les mots « et à l'égard des délits forestiers, le conservateur, inspecteur ou sous-inspecteur forestier, ou à leur défaut le garde général » sont supprimés;
- c) les mots « l'audience qui suivra celle où l'instruction aura été terminée » sont remplacés par les mots « l'audience qui suivra celle où les débats ont été clos »;

100° dans l'article 192, les mots « par l'article 138 du présent Code, n^{os} 1^o à 9^o, ou par une disposition spéciale » sont remplacés par les mots « par l'article 138 »;

101° dans l'article 193, les mots « peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « peine criminelle »;

102° l'article 198, alinéas 1^{er} et 3, est abrogé;

103° dans l'article 197 :

- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- b) les mots « directeur de la régie des droits d'enregistrement et domaines » sont remplacés par les mots « directeur de l'enregistrement et des domaines »;

104° dans l'article 198 :

- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- b) les mots « procureur général impérial » sont remplacés par les mots « procureur général »;

105° l'article 6 de la loi du 1^{er} mai 1849 forme l'article 200 du Code d'instruction criminelle; dans cet article, les mots « tribunaux de police correctionnelle » sont remplacés par les mots « tribunaux correctionnels »;

106° l'article 201 est abrogé;

107° l'article 7 de la loi du 1^{er} mai 1849 forme l'article 202 du Code d'instruction criminelle; dans cet article, les mots « les tribunaux de simple police et de police correctionnelle » sont remplacés par les mots « les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels »;

108° l'article 8 de la loi du 1^{er} mai 1849, modifié par la loi du 27 février 1956, forme l'article 205 du Code d'instruction criminelle;

109° l'article 206 est abrogé;

92° in artikel 178 :

- a) worden de woorden « et les maires » geschrapt;
- b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- c) worden de woorden « procureur général près la Cour impériale » vervangen door « procureur général près la cour d'appel »;

93° het opschrift van hoofdstuk II van titel I van boek II, wordt vervangen door het volgende opschrift : « Chapitre II. Des tribunaux correctionnels »;

94° artikel 179 wordt door de volgende bepaling vervangen :
« Article 179. Sans préjudice de la compétence attribuée à d'autres juridictions, les tribunaux de première instance connaissent, sous le titre de tribunaux correctionnels, de tous les délits dont la peine excède sept jours d'emprisonnement et vingt-cinq francs d'amende »;

95° in artikel 182 :

- a) worden de woorden « au prévenu » vervangen door « à l'inculpé »;
- b) worden de woorden « et, à l'égard des délits forestiers, par le conservateur, inspecteur ou sous-inspecteur forestier ou par les gardes généraux » geschrapt;
- c) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;

96° in artikel 184 worden de woorden « le prévenu ou l'un des prévenus » vervangen door « l'inculpé ou l'un des inculpés »;

97° in artikel 187 :

- a) worden de woorden « outre un jour par trois myriamètres » geschrapt;
- b) worden de woorden « au paragraphe premier » vervangen door « à l'alinéa 1^{er} »;

98° in artikel 189 worden de woorden « tribunaux en matière correctionnelle » vervangen door « tribunaux correctionnels »;

99° in artikel 190 :

- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- b) worden de woorden « et à l'égard des délits forestiers, le conservateur, inspecteur ou sous-inspecteur forestier, ou à leur défaut le garde général », geschrapt;
- c) worden de woorden « l'audience qui suivra celle où l'instruction aura été terminée », vervangen door « l'audience qui suivra celle où les débats ont été clos »;

100° in artikel 192 worden de woorden « par l'article 138 du présent Code, n^{os} 1^o à 9^o, ou par une disposition spéciale » vervangen door « par l'article 138 »;

101° in artikel 193 worden de woorden « peine afflictive ou infamante » vervangen door « peine criminelle »;

102° artikel 198, eerste en derde lid, wordt opgeheven;

103° in artikel 197 :

- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- b) worden de woorden « directeur de la régie des droits d'enregistrement et domaines » vervangen door « directeur de l'enregistrement et des domaines »;

104° in artikel 198 :

- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- b) worden de woorden « procureur général impérial » vervangen door « procureur général »;

105° artikel 6 van de wet van 1 mei 1849 vormt artikel 200 van het Wetboek van Strafvordering; in dit artikel worden de woorden « tribunaux de police correctionnelle » vervangen door « tribunaux correctionnels »;

106° artikel 201 wordt opgeheven;

107° artikel 7 van de wet van 1 mei 1849 vormt artikel 202 van het Wetboek van Strafvordering; in dit artikel worden de woorden « les tribunaux de simple police et de police correctionnelle » vervangen door « les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels »;

108° artikel 8 van de wet van 1 mei 1849, gewijzigd bij de wet van 27 februari 1956, vormt artikel 205 van het Wetboek van Strafvordering;

109° artikel 206 wordt opgeheven;

- 110° dans l'article 207 :
 a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 b) les mots « ou du tribunal » et « ou le tribunal » sont supprimés;
- 111° dans l'article 210 :
 a) les mots « la partie publique et la partie civile » sont remplacés par les mots « procureur général »;
 b) les mots « l'inculpé, s'il le demande » sont remplacés par les mots « le prévenu, s'il le demande »;
- 112° dans les articles 212 et 215, les mots « ou le tribunal » sont supprimés;
- 113° dans l'article 213 :
 a) les mots « la partie publique et la partie civile » sont remplacés par les mots « la partie publique ou la partie civile »;
 b) les mots « ou le tribunal » sont supprimés;
- 114° dans l'article 214 :
 a) les mots « peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « peine criminelle »;
 b) les mots « ou le tribunal » sont supprimés;
- 115° dans l'article 217 :
 a) les mots « le procureur général de la cour impériale » sont remplacés par les mots « le procureur général près la cour d'appel »;
 b) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 116° dans l'article 218, les mots « une section de la cour impériale » sont remplacés par les mots « une chambre de la cour d'appel »;
- 117° dans l'article 219, le mot « section » est remplacé par le mot « chambre »;
- 118° dans l'article 220 :
 a) les mots « à la haute-cour impériale ou » sont supprimés;
 b) le mot « section » est remplacé par le mot « chambre »;
- 119° dans les articles 221, 222 et 223, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 120° dans l'article 229 :
 a) les mots « du prévenu » sont remplacés par les mots « de l'inculpé »;
 b) les mots « au précédent paragraphe » sont remplacés par les mots « à l'alinéa précédent »;
- 121° dans l'article 230 :
 a) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
 b) les mots « tribunal de simple police » sont remplacés par les mots « tribunal de police »;
 c) les mots « tribunal de police correctionnelle » sont remplacés par les mots « tribunal correctionnel »;
- 122° dans l'article 231, le membre de phrase « elle ordonnera le renvoi du prévenu soit aux assises, soit à la cour spéciale, dans le cas où cette cour serait compétente, d'après les règles établies au titre VI du présent livre » est remplacé par « elle ordonnera le renvoi de l'inculpé aux assises »;
- 123° dans l'article 232, les mots « au second paragraphe » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 2 »;
- 124° dans l'article 235, les mots « cours impériales » sont remplacés par les mots « cours d'appel »;
- 125° dans l'article 237, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 126° dans l'article 239, les mots « renvoyer le prévenu à la cour d'assises, ou à la cour spéciale, ou au tribunal de police correctionnelle » sont remplacés par les mots « renvoyer l'inculpé à la cour d'assises ou au tribunal correctionnel »;
- 127° dans l'article 241 :
 a) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
 b) les mots « ou à la cour spéciale » sont supprimés;
- 128° dans l'article 245, les mots « à la cour d'assises ou à la cour spéciale, tant au maire » sont remplacés par les mots « à la cour d'assises, tant au bourgmestre »;
- 110° in artikel 207 :
 a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 b) worden de woorden « ou du tribunal » en « ou le tribunal » geschrapt;
- 111° in artikel 210 :
 a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur général »;
 b) worden de woorden « l'inculpé, s'il le demande » vervangen door « le prévenu, s'il le demande »;
- 112° in de artikelen 212 en 215 worden de woorden « ou le tribunal » geschrapt;
- 113° in artikel 213 :
 a) worden de woorden « la partie publique et la partie civile » vervangen door « la partie publique ou la partie civile »;
 b) worden de woorden « ou le tribunal » geschrapt;
- 114° in artikel 214 :
 a) worden de woorden « peine afflictive ou infamante » vervangen door « peine criminelle »;
 b) worden de woorden « ou le tribunal » geschrapt;
- 115° in artikel 217 :
 a) worden de woorden « le procureur général de la cour impériale » vervangen door « le procureur général près la cour d'appel »;
 b) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 116° in artikel 218 worden de woorden « une section de la cour impériale » vervangen door « une chambre de la cour d'appel »;
- 117° in artikel 219 wordt het woord « section » vervangen door « chambre »;
- 118° in artikel 220 :
 a) worden de woorden « à la haute-cour impériale ou » geschrapt;
 b) wordt het woord « section » vervangen door « chambre »;
- 119° in de artikelen 221, 222 en 223 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 120° in artikel 229 :
 a) worden de woorden « du prévenu » vervangen door « de l'inculpé »;
 b) worden de woorden « au précédent paragraphe » vervangen door « à l'alinéa précédent »;
- 121° in artikel 230 :
 a) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
 b) worden de woorden « tribunal de simple police » vervangen door « tribunal de police »;
 c) worden de woorden « tribunal de police correctionnelle » vervangen door « tribunal correctionnel »;
- 122° in artikel 231, wordt het zinsdeel « elle ordonnera le renvoi du prévenu soit aux assises, soit à la cour spéciale, dans le cas où cette cour serait compétente, d'après les règles établies au titre VI du présent livre » vervangen door « elle ordonnera le renvoi de l'inculpé aux assises »;
- 123° in artikel 232 worden de woorden « au second paragraphe » vervangen door « à l'alinéa 2 »;
- 124° in artikel 235 worden de woorden « cours impériales » vervangen door « cours d'appel »;
- 125° in artikel 237 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 126° in artikel 239 worden de woorden « renvoyer le prévenu à la cour d'assises, ou à la cour spéciale, ou au tribunal de police correctionnelle » vervangen door « renvoyer l'inculpé à la cour d'assises ou au tribunal correctionnel »;
- 127° in artikel 241 :
 a) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
 b) worden de woorden « ou à la cour spéciale » geschrapt;
- 128° in artikel 245 worden de woorden « à la cour d'assises ou à la cour spéciale, tant au maire » vervangen door « à la cour d'assises, tant au bourgmestre »;

- 129° dans l'article 246, les mots « le prévenu à l'égard duquel la cour impériale » sont remplacés par les mots « l'inculpé à l'égard duquel la cour d'appel »;
- 130° dans l'article 248 :
- a) les mots « procureur général de la cour impériale » sont remplacés par les mots « procureur général près la cour d'appel »;
 - b) les mots « le président de la section criminelle » sont remplacés par les mots « le président de la chambre des mises en accusation »;
- 131° dans l'article 249 :
- a) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - b) les mots « de police correctionnelle ou de simple police » sont remplacés par les mots « correctionnelles ou de police »;
- 132° dans l'article 250, les mots « de police correctionnelle ou de simple police » sont remplacés par les mots « correctionnelles ou de police »;
- 133° les articles 251 à 260, 263 et 264 sont abrogés;
- 134° dans l'article 265, les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
- 135° l'intitulé du paragraphe 2 du chapitre II du titre II du livre II est remplacé par l'intitulé suivant : « § 2. Fonctions du procureur général près la cour d'appel »;
- 136° dans l'article 271, les mots « procureur général impérial » sont remplacés par les mots « procureur général »;
- 137° dans l'article 274 :
- a) les mots « grand-juge » sont supprimés;
 - b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- 138° dans l'article 275 :
- a) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
 - b) les mots « procureurs impériaux » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- 139° dans l'article 283 :
- a) les mots « procureurs impériaux » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - c) les mots « arrondissement communal » sont remplacés par les mots « arrondissement judiciaire »;
- 140° le paragraphe 3 du chapitre II du titre II du livre II, comprenant les articles 284 à 290, est abrogé;
- 141° dans l'article 291 :
- a) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
 - b) les mots « du département » sont remplacés par les mots « de la province »;
- 142° dans les articles 295 et 300, les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
- 143° dans l'article 313, les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
- 144° dans l'article 321, les mots « procureur général impérial » sont remplacés par les mots « procureur général »;
- 145° dans l'article 336, les mots « Il leur rappellera » sont remplacés par les mots « Le président rappellera aux jurés »;
- 146° dans l'article 337, les mots « avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation » sont supprimés.
- 147° les articles 345, 346 et 351 sont abrogés;
- 148° dans l'article 352, les mots « par le précédent article » sont remplacés par les mots « par l'article 118 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire »;
- 149° dans l'article 356, les mots « outre un jour par cinq myriamètres » sont supprimés;
- 150° dans l'article 364, alinéa 5, les mots « l'inculpé » sont remplacés par les mots « l'accusé »;
- 151° dans l'article 380 :
- a) les mots « du département » sont remplacés par les mots « de la province »;
 - b) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
- 152° les articles 381, 383, 387 et 388 sont abrogés;
- 129° in artikel 246 worden de woorden « le prévenu à l'égard duquel la cour impériale » vervangen door « l'inculpé à l'égard duquel la cour d'appel »;
- 130° in artikel 248 :
- a) worden de woorden « procureur général de la cour impériale » vervangen door « procureur général près la cour d'appel »;
 - b) worden de woorden « le président de la section criminelle » vervangen door « le président de la chambre des mises en accusation »;
- 131° in artikel 249 :
- a) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - b) worden de woorden « de police correctionnelle ou de simple police » vervangen door « correctionnelles ou de police »;
- 132° in artikel 250 worden de woorden « de police correctionnelle ou de simple police » vervangen door « correctionnelles ou de police »;
- 133° de artikelen 251 tot 260, 263 en 264 worden opgeheven;
- 134° in artikel 265 worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
- 135° het opschrift van paragraaf 2 van hoofdstuk II van titel II van boek II wordt door het volgende opschrift vervangen : « § 2. Fonctions du procureur général près la cour d'appel »;
- 136° in artikel 271 worden de woorden « procureur général impérial » vervangen door « procureur général »;
- 137° in artikel 274 :
- a) worden de woorden « grand-juge » geschrapt;
 - b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
- 138° in artikel 275 :
- a) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
 - b) worden de woorden « procureurs impériaux » vervangen door « procureur du Roi »;
- 139° in artikel 283 :
- a) worden de woorden « procureurs impériaux » vervangen door « procureur du Roi »;
 - b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - c) worden de woorden « arrondissement communal » vervangen door « arrondissement judiciaire »;
- 140° paragraaf 3 van hoofdstuk II van titel II van boek II, die de artikelen 284 tot 290 bevat, wordt opgeheven;
- 141° in artikel 291 :
- a) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
 - b) worden de woorden « du département » vervangen door « de la province »;
- 142° in de artikelen 295 en 300 worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
- 143° in artikel 313 worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
- 144° in artikel 321 worden de woorden « procureur général impérial » vervangen door « procureur général »;
- 145° in artikel 336 worden de woorden « Il leur rappellera » vervangen door « Le président rappellera aux jurés »;
- 146° in artikel 337 worden de woorden « avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation » geschrapt;
- 147° de artikelen 345, 346 en 351 worden opgeheven;
- 148° in artikel 352 worden de woorden « par le précédent article » vervangen door « par l'article 118 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire »;
- 149° in artikel 356 worden de woorden « outre un jour par cinq myriamètres » geschrapt;
- 150° in artikel 364, vijfde lid, worden de woorden « l'inculpé » vervangen door « l'accusé »;
- 151° in artikel 380 :
- a) worden de woorden « du département » vervangen door « de la province »;
 - b) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
- 152° de artikelen 381, 383, 387 en 388 worden opgeheven;

153° dans l'article 389 :

a) le mot « préfet » est remplacé par le mot « gouverneur »;

b) les mots « du maire ou de l'adjoint du lieu » sont remplacés par les mots « du bourgmestre ou d'un échevin »;

154° les articles 391 et 395 et le dernier alinéa de l'article 396 sont abrogés;

155° dans l'article 408, les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;

156° dans l'article 413, les mots « outre un jour par trois myriamètres » sont supprimés;

157° dans l'article 415 :

a) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;

b) les mots « et à l'égard seulement des nullités qui seront commises deux ans après la mise en activité du présent Code » sont supprimés;

158° dans l'article 418, les mots « le délai sera, en ce cas, augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres » sont supprimés;

159° l'article 420 est abrogé;

160° dans l'article 426, les mots « sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission » sont supprimés;

161° dans l'article 429 :

a) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;

b) les mots « dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation » sont supprimés;

162° dans les articles 432, 433 et 435, les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;

163° dans l'article 434, les mots « du Code d'instruction criminelle modifiés par la présente loi » sont supprimés;

164° l'article 437 est abrogé;

165° dans l'article 439, les mots « grand-juge » sont supprimés;

166° dans l'article 440, les mots « la loi du 16 septembre 1807 » sont remplacés par les mots « la loi du 7 juillet 1865 »;

167° dans l'article 441 :

a) les mots « grand-juge » sont supprimés;

b) les mots « la section criminelle » sont remplacés par les mots « la chambre qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police »;

168° dans l'article 442, les mots « une cour impériale ou d'assises » sont remplacés par les mots « une cour d'appel ou une cour d'assises »;

169° le dernier membre de phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article 443 est abrogé;

170° l'article 447bis, inséré dans le Code par la loi du 9 avril 1930, y est maintenu; cette disposition produit ses effets à la date du 1er septembre 1964, date d'entrée en vigueur de la loi du 1er juillet 1964;

171° dans l'article 450, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;

172° dans l'article 452, les mots « sous peine d'y être contraint par corps » sont supprimés;

173° dans l'article 454, les mots « même par corps » sont supprimés;

174° dans l'article 456, les mots « par corps » sont supprimés;

175° dans l'article 462, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;

176° dans l'article 464 :

a) les mots « ou spéciales » sont supprimés;

b) les mots « de faux billets de la Banque de France ou des banques de département » sont remplacés par les mots « de faux billets au porteur émis par le Trésor public ou de faux billets de banque au porteur dont l'émission est autorisée par une loi ou en vertu d'une loi »;

177° dans l'article 465, les mots « le président de la cour d'assises ou celui de la cour spéciale, chacun dans les affaires de leur compétence respective, ou, en leur absence » sont remplacés par les mots « le président de la cour d'assises ou, en son absence »;

178° dans l'article 466 :

a) les mots « publiée à son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, et » sont supprimés;

b) les mots « à celle du maire, et à celle de l'auditoire de la cour d'assises ou de la cour spéciale » sont remplacés par les mots « à celle du bourgmestre et à celle de l'auditoire de la cour d'assises »;

153° in artikel 389 :

a) wordt het woord « préfet » vervangen door « gouverneur »;

b) worden de woorden « du maire ou de l'adjoint du lieu » vervangen door « du bourgmestre ou d'un échevin »;

154° de artikelen 391 en 395 en het laatste lid van artikel 396 worden opgeheven;

155° in artikel 408 worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;

156° in artikel 413 worden de woorden « outre un jour par trois myriamètres » geschrapt;

157° in artikel 415 :

a) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;

b) worden de woorden « et à l'égard seulement des nullités qui seront commises deux ans après la mise en activité du présent Code » geschrapt;

158° in artikel 418 worden de woorden « le délai sera, en ce cas, augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres » geschrapt;

159° artikel 420 wordt opgeheven;

160° in artikel 426 worden de woorden « sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission » geschrapt;

161° in artikel 429 :

a) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;

b) worden de woorden « dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation » geschrapt;

162° in de artikelen 432, 433 en 435 worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;

163° in artikel 434 worden de woorden « du Code d'instruction criminelle modifiés par la présente loi » geschrapt;

164° artikel 437 wordt opgeheven;

165° in artikel 439 worden de woorden « grand-juge » geschrapt;

166° in artikel 440 worden de woorden « la loi du 16 septembre 1807 » vervangen door « la loi du 7 juillet 1865 »;

167° in artikel 441 :

a) worden de woorden « grand-juge » geschrapt;

b) worden de woorden « la section criminelle » vervangen door « la chambre qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police »;

168° in artikel 442 worden de woorden « une cour impériale ou d'assises » vervangen door « une cour d'appel ou une cour d'assises »;

169° het laatste zinsdeel van het voorlaatste lid van artikel 443 wordt opgeheven;

170° artikel 447bis, in het Wetboek door de wet van 9 april 1930 ingevoegd, blijft erin behouden; deze bepaling heeft uitwerking met ingang van 1 september 1964, datum van inwerkingtreding van de wet van 1 juli 1964;

171° in artikel 450 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;

172° in artikel 452 worden de woorden « sous peine d'y être contraint par corps » geschrapt;

173° in artikel 454 worden de woorden « même par corps » geschrapt;

174° in artikel 456 worden de woorden « par corps » geschrapt;

175° in artikel 462 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;

176° in artikel 464 :

a) worden de woorden « ou spéciales » geschrapt;

b) worden de woorden « de faux billets de la Banque de France ou des banques de département » vervangen door « de faux billets au porteur émis par le Trésor public ou de faux billets de banque au porteur dont l'émission est autorisée par une loi ou en vertu d'une loi »;

177° in artikel 465 worden de woorden « le président de la cour d'assises ou celui de la cour spéciale, chacun dans les affaires de leur compétence respective, ou, en leur absence » vervangen door « le président de la cour d'assises ou, en son absence »;

178° in artikel 466;

a) worden de woorden « publiée à son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, et » geschrapt;

b) worden de woorden « à celle du maire, et à celle de l'auditoire de la cour d'assises ou de la cour spéciale » vervangen door « à celle du bourgmestre et à celle de l'auditoire de la cour d'assises »;

- c) les mots « directeur des domaines et droits d'enregistrement » sont remplacés par les mots « directeur de l'enregistrement et des domaines »;
- 179° dans l'article 468, les mots « de l'Empire » sont remplacés par les mots « du Royaume »;
- 180° dans l'article 470 :
- a) les mots « ou à la cour spéciale » sont supprimés;
 - b) les mots « procureur général impérial » sont remplacés par les mots « procureur général »;
- 181° dans l'article 472 :
- a) les mots « procureur général impérial » sont remplacés par les mots « procureur général »;
 - b) les mots « directeur des domaines et droits d'enregistrement » sont remplacés par les mots « directeur de l'enregistrement et des domaines »;
- 182° dans l'article 473, les mots « procureur général impérial » sont remplacés par les mots « procureur général »;
- 183° l'article 476, alinéa 2, est abrogé;
- 184° dans l'article 479, les mots « procureur général près la cour impériale » sont remplacés par les mots « procureur général près la cour d'appel »;
- 185° dans l'article 480 :
- a) les mots « s'il s'agit d'un crime emportant peine afflictive ou infamante » sont remplacés par les mots « s'il s'agit d'une infraction punissable d'une peine criminelle »;
 - b) les mots « procureur général près la cour impériale » sont remplacés par les mots « procureur général près la cour d'appel »;
- 186° dans l'article 481 :
- a) les mots « membre de cour impériale » sont remplacés par les mots « membre d'une cour d'appel »;
 - b) les mots « grand-juge ministre de la justice » et « grand-juge » sont remplacés par les mots « Ministre de la Justice »;
- 187° dans l'article 482 :
- a) les mots « grand-juge » sont remplacés par les mots « Ministre de la Justice »;
 - b) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
- 188° l'intitulé de la section II du chapitre III du titre IV du livre II est remplacé par l'intitulé suivant : « Section II. De la poursuite et de l'instruction contre certains juges et tribunaux pour crimes et délits relatifs à leurs fonctions »;
- 189° dans l'article 484 :
- a) les mots « emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave » sont supprimés;
 - b) les mots « procureur impérial » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
 - c) les mots « procureur général près la cour impériale » sont remplacés par les mots « procureur général près la cour d'appel »;
- 190° dans l'article 485 :
- a) les mots « et emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave » sont supprimés;
 - b) les mots « membres des cours impériales » sont remplacés par les mots « membres des cours d'appel »;
- 191° dans l'article 486, les mots « grand-juge » et « impérial » sont supprimés.
- 192° dans l'article 487, les mots « grand-juge » sont remplacés par les mots « Ministre de la Justice »;
- 193° dans l'article 488, les mots « même d'un département ou d'un arrondissement autres que ceux du tribunal ou du juge prévenu » sont remplacés par les mots « même d'un arrondissement autre que celui du tribunal ou du juge inculpé »;
- 194° dans l'article 490 :
- a) les mots « grand-juge » sont remplacés par les mots « Ministre de la Justice »;
 - b) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé »;
- 195° dans l'article 491, les mots « adressera à la section des requêtes son réquisitoire contenant la dénonciation du prévenu » sont remplacés par les mots « adressera son réquisitoire contenant la dénonciation de l'inculpé à la chambre qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police »;
- 196° dans l'article 492 :
- a) les mots « la section des requêtes » sont remplacés par les mots « la chambre désignée à l'article 491 »;
 - b) le mot « section » est remplacé par le mot « chambre »;
- c) worden de woorden « directeur des domaines et droits d'enregistrement » vervangen door « directeur de l'enregistrement et des domaines »;
- 179° in artikel 468 worden de woorden « de l'Empire » vervangen door « du Royaume »;
- 180° in artikel 470 :
- a) worden de woorden « ou à la cour spéciale » geschrapt;
 - b) worden de woorden « procureur général impérial » vervangen door « procureur général »;
- 181° in artikel 472 :
- a) worden de woorden « procureur général impérial » vervangen door « procureur général »;
 - b) worden de woorden « directeur des domaines et droits d'enregistrement » vervangen door « directeur de l'enregistrement et des domaines »;
- 182° in artikel 473 worden de woorden « procureur général impérial » vervangen door « procureur général »;
- 183° artikel 476, tweede lid, wordt opgeheven;
- 184° in artikel 479 worden de woorden « procureur général près la cour impériale » vervangen door « procureur général près la cour d'appel »;
- 185° in artikel 480 :
- a) worden de woorden « s'il s'agit d'un crime emportant peine afflictive ou infamante » vervangen door « s'il s'agit d'une infraction punissable d'une peine criminelle »;
 - b) worden de woorden « procureur général près la cour impériale » vervangen door « procureur général près la cour d'appel »;
- 186° in artikel 481 :
- a) worden de woorden « membre de cour impériale » vervangen door « membre d'une cour d'appel »;
 - b) worden de woorden « grand-juge ministre de la justice » en « grand-juge » vervangen door « Ministre de la Justice »;
- 187° in artikel 482 :
- a) worden de woorden « grand-juge » vervangen door « Ministre de la Justice »;
 - b) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
- 188° het opschrift van afdeling II van hoofdstuk III van titel IV van het boek II wordt vervangen door het volgende opschrift : « Section II. De la poursuite et de l'instruction contre certains juges et tribunaux pour crimes et délits relatifs à leurs fonctions »;
- 189° in artikel 484 :
- a) worden de woorden « emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave » geschrapt;
 - b) worden de woorden « procureur impérial » vervangen door « procureur du Roi »;
 - c) worden de woorden « procureur général près la cour impériale » vervangen door « procureur général près la cour d'appel »;
- 190° in artikel 485 :
- a) worden de woorden « et emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave » geschrapt;
 - b) worden de woorden « membres des cours impériales » vervangen door « membres des cours d'appel »;
- 191° in artikel 486 worden de woorden « grand-juge » en « impérial » geschrapt;
- 192° in artikel 487 worden de woorden « grand-juge » vervangen door « Ministre de la Justice »;
- 193° in artikel 488 worden de woorden « même d'un département ou d'un arrondissement autres que ceux du tribunal ou du juge prévenu » vervangen door « même d'un arrondissement autre que celui du tribunal ou du juge inculpé »;
- 194° in artikel 490 :
- a) worden de woorden « grand-juge » vervangen door « Ministre de la Justice »;
 - b) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé »;
- 195° in artikel 491 worden de woorden « adressera à la section des requêtes son réquisitoire contenant la dénonciation du prévenu » vervangen door « adressera son réquisitoire contenant la dénonciation de l'inculpé à la chambre qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police »;
- 196° in artikel 492 :
- a) worden de woorden « la section des requêtes » vervangen door « la chambre désignée à l'article 491 »;
 - b) wordt het woord « section » vervangen door « chambre »;

- c) les mots « du prévenu » et « prévenu » sont remplacés respectivement par les mots « de l'inculpé » et « inculpé » ;
d) les mots « section civile » sont remplacés par les mots « chambre qui connaît des pourvois en matière civile » ;
- 197° dans l'article 493 :
a) le mot « section » est remplacé par le mot « chambre » ;
b) les mots « de la section criminelle ou de celle des requêtes à la section civile, et de la section civile à celle des requêtes » sont remplacés par les mots « de la chambre qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle ou de police à la chambre qui connaît des pourvois en matière civile et réciproquement » .
- 198° dans l'article 494, le mot « sections » est remplacé par le mot « chambres » ;
- 199° dans l'article 495 :
a) le mot « sections » est remplacé par le mot « chambres » ;
b) les mots « section civile » sont remplacés par les mots « chambre qui connaît des pourvois en matière civile » ;
- 200° dans l'article 496, le mot « section » est remplacé par le mot « chambre » ;
- 201° dans l'article 497 :
a) les mots « des prévenus » et « le prévenu » sont remplacés respectivement par les mots « des inculpés » et « l'inculpé » ;
b) les mots « même hors de l'arrondissement et du département » sont remplacés par les mots « même hors de l'arrondissement judiciaire » ;
- 202° dans l'article 498, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;
- 203° dans l'article 499 :
a) le mot « section » est remplacé par le mot « chambre » ;
b) les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;
- 204° dans l'article 503 :
a) les mots « section criminelle » sont remplacés par les mots « chambre qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police » ;
b) les mots « dans l'une des autres sections » sont remplacés par les mots « dans l'autre chambre » ; « sections » est remplacé par « chambres » ;
- 205° dans l'article 505 :
a) les mots « celles de simple police » sont remplacés par les mots « les peines de police » ;
b) les mots « celles de police correctionnelle » sont remplacés par les mots « les peines correctionnelles » ;
- 206° dans l'article 506, les mots « le prévenu » sont remplacés par les mots « l'inculpé » ;
- 207° dans l'article 507, les mots « d'une cour impériale ou d'une cour d'assises ou spéciale » sont remplacés par les mots « d'une cour d'appel ou d'une cour d'assises » ;
- 208° dans l'article 509 :
a) les mots « les préfets, sous-préfets, maires et adjoints » sont remplacés par les mots « les gouverneurs de province, commissaires d'arrondissement, bourgmestres et échevins » ;
b) les mots « les prévenus » sont remplacés par les mots « les inculpés » ;
- 209° dans l'article 510 :
a) le mot « impérial » est remplacé par le mot « royal » ;
b) les mots « les grands dignitaires de l'Empire et le grand-juge ministre de la justice » sont remplacés par les mots « et le Ministre de la Justice » ;
c) les mots « l'Empereur » sont remplacés par les mots « le Roi » ;
d) les mots « grand-juge » sont remplacés par les mots « Ministre de la Justice » ;
e) le mot « décret » est remplacé par le mot « arrêté » ;
- 210° dans l'article 511, les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel » ;
- 211° dans l'article 513 :
a) les mots « l'Empereur aurait porté un décret » sont remplacés par les mots « le Roi aurait pris un arrêté » ;
b) les mots « décret impérial » sont remplacés par les mots « arrêté royal » ;
- 212° dans l'article 514 :
a) les mots « autres que le grand-juge, des grands officiers de l'Empire, conseillers d'Etat chargés d'une partie dans l'administration publique, généraux en chef actuellement en service » sont remplacés par les mots « autres que le Ministre de la Justice » ;
- c) worden de woorden « du prévenu » en « prévenu » respectievelijk vervangen door « de l'inculpé » en « inculpé » ;
d) worden de woorden « section civile » vervangen door « chambre qui connaît des pourvois en matière civile » ;
- 197° in artikel 493 :
a) wordt het woord « section » vervangen door « chambre » ;
b) worden de woorden « de la section criminelle ou de celle des requêtes à la section civile, et de la section civile à celle des requêtes » vervangen door « de la chambre qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle ou de police à la chambre qui connaît des pourvois en matière civile et réciproquement » ;
- 198° in artikel 494 wordt het woord « sections » vervangen door « chambres » ;
- 199° in artikel 495 :
a) wordt het woord « sections » vervangen door « chambres » ;
b) worden de woorden « section civile » vervangen door « chambre qui connaît des pourvois en matière civile » ;
- 200° in artikel 496 wordt het woord « section » vervangen door « chambre » ;
- 201° in artikel 497 :
a) worden de woorden « des prévenus » en « le prévenu » respectievelijk vervangen door « des inculpés » en « l'inculpé » ;
b) worden de woorden « même hors de l'arrondissement et du département » vervangen door « même hors de l'arrondissement judiciaire » ;
- 202° in artikel 498 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;
- 203° in artikel 499 :
a) wordt het woord « section » vervangen door « chambre » ;
b) worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;
- 204° in artikel 503 :
a) worden de woorden « section criminelle » vervangen door « chambre qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police » ;
b) worden de woorden « dans l'une des autres sections » vervangen door « dans l'autre chambre » ; « sections » wordt vervangen door « chambres » ;
- 205° in artikel 505 :
a) worden de woorden « celles de simple police » vervangen door « les peines de police » ;
b) worden de woorden « celles de police correctionnelle » vervangen door « les peines correctionnelles » ;
- 206° in artikel 506 worden de woorden « le prévenu » vervangen door « l'inculpé » ;
- 207° in artikel 507 worden de woorden « d'une cour impériale ou d'une cour d'assises ou spéciale » vervangen door « d'une cour d'appel ou d'une cour d'assises » ;
- 208° in artikel 509 :
a) worden de woorden « les préfets, sous-préfets, maires et adjoints » vervangen door « les gouverneurs de province, commissaires d'arrondissement, bourgmestres et échevins » ;
b) worden de woorden « les prévenus » vervangen door « les inculpés » ;
- 209° in artikel 510 :
a) wordt het woord « impérial » vervangen door « royal » ;
b) worden de woorden « les grands dignitaires de l'Empire et le grand-juge ministre de la justice » vervangen door « et le Ministre de la Justice » ;
c) worden de woorden « l'Empereur » vervangen door « le Roi » ;
d) worden de woorden « grand-juge » vervangen door « Ministre de la Justice » ;
e) wordt het woord « décret » vervangen door « arrêté » ;
- 210° in artikel 511 worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel » ;
- 211° in artikel 513 :
a) worden de woorden « l'Empereur aurait porté un décret » vervangen door « le Roi aurait pris un arrêté » ;
b) worden de woorden « décret impérial » vervangen door « arrêté royal » ;
- 212° in artikel 514 :
a) worden de woorden « autres que le grand-juge, des grands officiers de l'Empire, conseillers d'Etat chargés d'une partie dans l'administration publique, généraux en chef actuellement en service » vervangen door « autres que le Ministre de la Justice » ;

- b) les mots « de l'Empereur accrédités près les cours étrangères » sont remplacés par « du Roi, accrédités près les chefs d'Etat étrangers »;
- c) les mots « grand-juge » sont supprimés;
- 213° dans l'article 517, les mots « décret de l'Empereur » sont remplacés par les mots « arrêté royal »;
- 214° l'article 518, alinéa 2, est abrogé;
- 215° dans l'article 520, les mots « procureur général impérial » sont remplacés par les mots « procureur général »;
- 216° dans l'article 522, les mots « sous peine d'y être contraints par corps » sont supprimés;
- 217° dans l'article 527 :
- a) les mots « ou maritime » sont supprimés;
- b) les mots « une cour impériale ou d'assises ou spéciale » sont remplacés par les mots « une cour d'appel ou une cour d'assises »;
- 218° dans l'article 528, les mots « la cour de cassation, section criminelle » sont remplacés par les mots « la chambre de la Cour de cassation qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle ou de police »;
- 219° dans l'article 531, les mots « et à l'examen dans les cours spéciales » sont supprimés;
- 220° dans l'article 532, les mots « grand-juge » sont supprimés;
- 221° dans l'article 533, les mots « de trois jours » sont remplacés par les mots « d'un mois »;
- 222° dans l'article 539 :
- a) les mots « le prévenu ou l'accusé » sont remplacés par les mots « l'inculpé, le prévenu ou l'accusé »;
- b) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
- 223° dans l'article 540 :
- a) les mots « cour impériale » sont remplacés par les mots « cour d'appel »;
- b) les mots « tribunaux de police simple » sont remplacés par les mots « tribunaux de police »;
- 224° l'article 541 est abrogé;
- 225° dans l'article 542, les mots « d'une cour impériale ou d'assises ou spéciale » sont remplacés par les mots « d'une cour d'appel et d'une cour d'assises »;
- 226° dans l'article 544, les mots « grand-juge » sont supprimés;
- 227° dans l'article 546, les mots « le prévenu, l'accusé » sont remplacés par les mots « l'inculpé, le prévenu, l'accusé »;
- 228° dans l'article 548 :
- a) les mots « grand-juge » sont supprimés;
- b) les mots « au prévenu ou à l'accusé » sont remplacés par les mots « à l'inculpé, au prévenu ou à l'accusé »;
- 229° le titre VI, comprenant les articles 553 à 599, est abrogé;
- 230° dans l'article 600, les mots « et spéciales » sont supprimés;
- 231° dans l'article 601, les mots « au grand-juge ministre de la justice et au ministre de la police générale » sont remplacés par les mots « au Ministre de la Justice »;
- 232° dans l'article 602, les mots « ces deux ministres feront tenir » sont remplacés par les mots « Le Ministre de la Justice fera tenir »;
- 233° dans l'article 603, les mots « les prévenus » sont remplacés par les mots « les inculpés »;
- 234° dans l'article 605, le mot « préfets » est remplacé par le mot « gouverneurs »;
- 235° l'article 606 est abrogé;
- 236° dans l'article 607 :
- a) les mots « par le président de la cour d'assises, ou, en son absence » sont supprimés;
- b) les mots « le préfet » sont remplacés par les mots « le gouverneur de la province »;
- 237° dans l'article 609 :
- a) les mots « ou une cour spéciale, d'un décret d'accusation ou » sont supprimés;
- b) les mots « à peine afflictive » sont remplacés par les mots « à une peine criminelle »;
- 238° dans l'article 611 :
- a) le mot « préfet » est remplacé par le mot « gouverneur »;
- b) les mots « du département » sont remplacés par les mots « de la province »;
- b) worden de woorden « de l'Empereur accredités près les cours étrangères » vervangen door « du Roi, accredités près les chefs d'Etat étrangers »;
- c) worden de woorden « grand-juge » geschrapt;
- 213° in artikel 517 worden de woorden « décret de l'Empereur » vervangen door « arrêté royal »;
- 214° artikel 518, tweede lid, wordt opgeheven;
- 215° in artikel 520 worden de woorden « procureur général impérial » vervangen door « procureur général »;
- 216° in artikel 522 worden de woorden « sous peine d'y être contraints par corps » geschrapt;
- 217° in artikel 527 :
- a) worden de woorden « ou maritime » geschrapt;
- b) worden de woorden « une cour impériale ou d'assises ou spéciale » vervangen door « une cour d'appel ou une cour d'assises »;
- 218° in artikel 528 worden de woorden « la cour de cassation, section criminelle » vervangen door « la chambre de la Cour de cassation qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle ou de police »;
- 219° in artikel 531 worden de woorden « et à l'examen dans les cours spéciales » geschrapt;
- 220° in artikel 532 worden de woorden « grand-juge » geschrapt;
- 221° in artikel 533 worden de woorden « de trois jours » vervangen door « d'un mois »;
- 222° in artikel 539 :
- a) worden de woorden « le prévenu ou l'accusé » vervangen door « l'inculpé, le prévenu ou l'accusé »;
- b) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
- 223° in artikel 540 :
- a) worden de woorden « cour impériale » vervangen door « cour d'appel »;
- b) worden de woorden « tribunaux de police simple » vervangen door « tribunaux de police »;
- 224° artikel 541 wordt opgeheven;
- 225° in artikel 542 worden de woorden « d'une cour impériale ou d'assises ou spéciale » vervangen door « d'une cour d'appel et d'une cour d'assises »;
- 226° in artikel 544 worden de woorden « grand-juge » geschrapt;
- 227° in artikel 546 worden de woorden « le prévenu, l'accusé » vervangen door « l'inculpé, le prévenu, l'accusé »;
- 228° in artikel 548 :
- a) worden de woorden « grand-juge » geschrapt;
- b) worden de woorden « au prévenu ou à l'accusé » vervangen door « à l'inculpé, au prévenu ou à l'accusé »;
- 229° titel VI, die de artikelen 553 tot 599 bevat, wordt opgeheven;
- 230° in artikel 600 worden de woorden « et spéciales » geschrapt;
- 231° in artikel 601 worden de woorden « au grand-juge ministre de la justice et au ministre de la police générale » vervangen door « au Ministre de la Justice »;
- 232° in artikel 602 worden de woorden « ces deux ministres feront tenir » vervangen door « Le Ministre de la Justice fera tenir »;
- 233° in artikel 603 worden de woorden « les prévenus » vervangen door « les inculpés »;
- 234° in artikel 605 wordt het woord « préfets » vervangen door « gouverneurs »;
- 235° artikel 606 wordt opgeheven;
- 236° in artikel 607 :
- a) worden de woorden « par le président de la cour d'assises, ou, en son absence » geschrapt;
- b) worden de woorden « le préfet » vervangen door « le gouverneur de la province »;
- 237° in artikel 609 :
- a) worden de woorden « ou une cour spéciale, d'un décret d'accusation ou » geschrapt;
- b) worden de woorden « à peine afflictive » vervangen door « à une peine criminelle »;
- 238° in artikel 611 :
- a) wordt het woord « préfet » vervangen door « gouverneur »;
- b) worden de woorden « du département » vervangen door « de la province »;

239° dans l'article 612 :

- a) le mot « maire » est remplacé par le mot « bourgmestre »;
- b) les mots « et, dans les communes où il y aura plusieurs maires le préfet de police ou le commissaire général de police » sont supprimés;

240° dans l'article 613, les mots « le maire, le préfet de police ou le commissaire général de police » sont remplacés par les mots « le bourgmestre »;

241° dans l'article 614 :

- a) les mots « du gardien ou de ses préposés » sont remplacés par les mots « du personnel des établissements pénitentiaires »;
- b) les mots « enfermé seul, même mis aux fers en cas de fureur ou de violence grave » sont remplacés par les mots « ou enfermé seul »;

242° dans l'article 615 :

- a) les mots « en exécution des articles 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de l'acte des constitutions de l'Empire du 22 frimaire an VIII » sont supprimés;
- b) les mots « procureur impérial ou à son substitut » sont remplacés par les mots « procureur du Roi »;
- c) les mots « procureur général près la cour impériale » sont remplacés par les mots « procureur général près la cour d'appel »;

243° dans l'article 626, les mots « l'article 25, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude » sont remplacés par les mots « l'article 23, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1930, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude »;

244° les articles 635 à 640 sont abrogés;

245° les articles 642 et 643 sont abrogés;

246° dans l'article 2 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, les mots « au § 2 de l'article précédent » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 2 de l'article précédent »;

247° dans l'article 10 de la même loi, les mots « 8, § 2 » sont remplacés par les mots « 8, alinéa 2 »;

248° dans l'article 23 de la même loi, les mots « le § 2 de l'article 613 » sont remplacés par les mots « l'article 613, alinéa 2 ».

249° Enfin, les mots suivants sont également remplacés :

Dans le Code d'instruction criminelle, le mot « prévenu » par « inculpé » dans les art. 19, 23, 66, 73, 99, 100, 103, 104, 107, 111, 124, 125, 126, 136, 231, 239, 248, 283, 479, 481; le mot « prévenu » par « accusé » dans l'art. 241, al. 2; les mots « maire » et « adjoint de maire » par « bourgmestre » et « échevin » dans l'art. 21; le mot « section » par « chambre » dans l'art. 236 et les mots « la Cour de cassation, section criminelle », dans l'art. 545, par « la chambre de la Cour de cassation qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle ou de police »; les mots « cour impériale » par « cour d'appel » dans l'art. 247. Dans l'art. 21 de la loi du 20 avril 1874, le mot « inculpé » est remplacé par « prévenu ».

Article 2. Les dispositions qui suivent forment le texte néerlandais du Code d'instruction criminelle et de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive, tels qu'ils ont été expressément modifiés et complétés jusqu'au 1^{er} janvier 1966.

Le texte néerlandais ci-après des dispositions qui ont modifié et complété le Code d'instruction criminelle et la loi du 20 avril 1874, postérieurement à la loi du 18 avril 1898, remplace le texte néerlandais antérieur de ces dispositions.

Les contestations basées sur la divergence des textes français et néerlandais sont décidées d'après la volonté du législateur, déterminée suivant les règles ordinaires d'interprétation, sans prééminence de l'un des textes sur l'autre.

239° in artikel 612 :

- a) wordt het woord « maire » vervangen door « bourgmestre »;
- b) worden de woorden « et, dans les communes où il y aura plusieurs maires, le préfet de police ou le commissaire général de police » geschrapt;

240° in artikel 613 worden de woorden « le maire, le préfet de police ou le commissaire général de police » vervangen door « le bourgmestre »;

241° in artikel 614 :

- a) worden de woorden « du gardien ou de ses préposés » vervangen door « du personnel des établissements pénitentiaires »;
- b) worden de woorden « enfermé seul, même mis aux fers en cas de fureur ou de violence grave » vervangen door « ou enfermé seul »;

242° in artikel 615 :

- a) worden de woorden « en exécution des articles 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de l'acte des constitutions de l'Empire du 22 frimaire an VIII » geschrapt;
- b) worden de woorden « procureur impérial ou à son substitut » vervangen door « procureur du Roi »;
- c) worden de woorden « procureur général près la cour impériale » vervangen door « procureur général près la cour d'appel »;

243° in artikel 626 worden de woorden « l'article 25, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude » vervangen door « l'article 23, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1930, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude »;

244° de artikelen 635 tot 640 worden opgeheven;

245° de artikelen 642 en 643 worden opgeheven;

246° in artikel 2 van de wet van 20 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis worden de woorden « au § 2 de l'article précédent » vervangen door « à l'alinéa 2 de l'article précédent »;

247° in artikel 10 van dezelfde wet, worden de woorden « 8, § 2 » vervangen door « 8, alinéa 2 »;

248° in artikel 23 van dezelfde wet, worden de woorden « le § 2 de l'article 613 » vervangen door « l'article 613, alinéa 2 ».

249° Ten slotte worden ook de volgende woorden vervangen :

In het Wetboek van Strafvordering, het woord « prévenu » door « inculpé » in de artt. 19, 23, 66, 73, 99, 100, 103, 104, 107, 111, 124, 125, 126, 136, 231, 239, 248, 283, 479, 481; het woord « prévenu » door « accusé » in art. 241, 2e lid; de woorden « maire » en « adjoint de maire » door « bourgmestre » en « échevin » in art. 21; het woord « section » door « chambre » in art. 236 en de woorden « la Cour de cassation, section criminelle » in art. 545 door « la chambre de la Cour de cassation qui connaît des pourvois en matière criminelle, correctionnelle ou de police »; de woorden « cour impériale » door « cour d'appel » in art. 247. In art. 21 van de wet van 20 april 1874, wordt het woord « inculpé » vervangen door « prévenu ».

Artikel 2. De hiernavolgende bepalingen vormen de Nederlandse tekst van het Wetboek van Strafvordering en van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, zoals die uitdrukkelijk zijn gewijzigd en aangevuld tot 1 januari 1966.

De hiernavolgende Nederlandse tekst van de bepalingen die het Wetboek van Strafvordering en de wet van 20 april 1874 hebben gewijzigd en aangevuld na de wet van 18 april 1898, vervangt de vorige Nederlandse tekst van die bepalingen.

Twistvragen gegrond op het verschil tussen de Nederlandse en de Franse tekst worden beslist naar de wil van de wetgever, die bepaald wordt volgens de gewone interpretatieregelen, zonder voorrang van de ene tekst boven de andere.

I

WETBOEK VAN STRAFVORDERING

VOORAFGAANDE BEPALINGEN

Artikelen 1-7. [...]

Vervangen door de wet van 17 april 1878.

**WET VAN 17 APRIL 1878 HOUDENDE
DE VOORAFGAANDE TITEL VAN
HET WETBOEK VAN STRAFVOR-
DERING**

VOORAFGAANDE TITEL

*Rechtsvorderingen
die uit misdrijven ontstaan*

EERSTE HOOFDSTUK

*Regels betreffende de strafvordering
en de burgerlijke rechtsvordering*

Artikel 1. De rechtsvordering tot toepassing van de straffen kan niet worden uitgeoefend dan door de ambtenaren die de wet daarmee belast.

2. Ingeval de wet bepaalt dat de uitoefening van de strafvordering afhankelijk is van een klacht van de benadeelde partij, kan de rechtspleging geen voortgang vinden wanneer die partij haar klacht intrekt vóór elke daad van vervolging.

Inzake overspel kan de klacht worden ingetrokken in elke stand van het geding.

3. De rechtsvordering tot herstel van de schade, door een misdrijf veroorzaakt, behoort aan hen die de schade hebben geleden.

4. De burgerlijke rechtsvordering kan terzelfdertijd en voor dezelfde rechters vervolgd worden als de strafvordering. Zij kan ook afzonderlijk vervolgd worden; in dat geval is zij geschorst, zolang niet definitief is beslist over de strafvordering die vóór of gedurende de burgerlijke rechtsvordering is ingesteld.

5. Afstand van de burgerlijke rechtsvordering belet de uitoefening van de strafvordering niet.

HOOFDSTUK II

*Strafvordering wegens misdaden of wanbedrijven
buiten het grondgebied van het Rijk gepleegd*

6. Ieder Belg kan in België vervolgd worden wanneer hij zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt :

1° [Aan een misdaad of een wanbedrijf tegen de veiligheid van de Staat;

2° Aan een misdaad of een wanbedrijf tegen de openbare trouw, in boek II, titel III, hoofdstukken I, II en III van het Strafwetboek omschreven, of aan een wanbedrijf in de artikelen 497 en 497bis omschreven, indien de misdaad of het wanbedrijf tot voorwerp heeft hetzij munten die in België wettelijk gangbaar zijn, of voorwerpen bestemd om die munten te vervaardigen, na te maken of te vervalsen, hetzij effecten, papier, zegels, stempels of merken van de Staat of van Belgische openbare besturen of instellingen;

3° Aan een misdaad of een wanbedrijf tegen de openbare trouw, in dezelfde bepalingen omschreven, indien de misdaad of het wanbedrijf tot voorwerp heeft hetzij munten die in België niet wettelijk gangbaar zijn, of voorwerpen bestemd om die munten te vervaardigen, na te maken of te vervalsen, hetzij effecten, papier, zegels, stempels of merken van een vreemd land.

In dit laatste geval kan de vervolging niet plaatshebben dan op een officieel bericht, door de vreemde overheid aan de Belgische overheid gegeven.]

Het 1° aldus vervangen bij art. 3 van de wet van 4 augustus 1914, het 2° en het 3° bij art. 2, A, van de wet van 12 juli 1932.

7. [§ 1. Ieder Belg die zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt aan een feit dat door de Belgische wet misdaad of wanbedrijf wordt genoemd, kan in België vervolgd worden indien op het feit straf gesteld is door de wet van het land waar het is gepleegd.

§ 2. Indien het misdrijf gepleegd is tegen een vreemdeling, kan de vervolging slechts plaatshebben op vordering van het openbaar ministerie en moet zij bovendien voorafgegaan worden door een klacht van de benadeelde vreemdeling of van zijn familie ofwel door een officieel bericht, aan de Belgische overheid gegeven door de overheid van het land waar het misdrijf is gepleegd.

Is het misdrijf in oorlogstijd gepleegd tegen een onderdaan van een land dat bondgenoot van België is in de zin van artikel 117, tweede lid, van het Strafwetboek, dan kan het officieel bericht eveneens gegeven worden door de overheid van het land waarvan die vreemdeling een onderdaan is of was.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 16 maart 1964.

8. [...]

Opgeheven bij art. 2 van de wet van 16 maart 1964.

9. Ieder Belg die zich op het grondgebied van een aangrenzende Staat schuldig maakt aan een bos-, veld-, visvangst- of jachtmisdrijf, kan, indien die Staat de wederkerigheid aanvaardt, in België vervolgd worden op klacht van de benadeelde partij of op een officieel bericht, aan de Belgische overheid gegeven door de overheid van het land waar het misdrijf is gepleegd.

10. Een vreemdeling kan in België vervolgd worden wanneer hij zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt :

1° [Aan een misdaad of een wanbedrijf tegen de veiligheid van de Staat;

2° Aan een van de misdaden of wanbedrijven bedoeld in artikel 6, 2°;

3° Aan een van de misdaden of wanbedrijven bedoeld in artikel 6, 3°;

In dit laatste geval kan de vervolging niet plaatshebben dan op een officieel bericht, door de vreemde overheid aan de Belgische overheid gegeven;

4° In oorlogstijd aan opzettelijk doden of opzettelijk toebrengen van lichamelijk letsel, aan verkrachting, aanranding van de eerbaarheid of aan aanklacht bij de vijand, gepleegd tegen een Belgisch onderdaan, tegen een vreemdeling die bij het uitbreken van de vijandelijkheden in België verbleef, of tegen een onderdaan van een land dat bondgenoot van België is in de zin van artikel 117, tweede lid, van het Strafwetboek.]

Het 1° aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 19 juli 1934, het 2° en het 3° bij art. 2, B, van de wet van 12 juli 1932, het 4° bij art. 1 van de wet van 2 april 1948.

10bis. [Ieder aan de militaire wetten onderworpen persoon die enig misdrijf pleegt op het grondgebied van een vreemde Staat, kan in België worden vervolgd.

Hetzelfde geldt voor degenen die in welke hoedanigheid ook verbonden zijn aan een onderdeel van het leger dat zich op buitenlands grondgebied bevindt, of voor degenen die gemachtigd zijn om een troepenkorps dat van dit leger deel uitmaakt, te volgen.]

Ingevoegd bij art. 1 van de wet van 14 juli 1951.

11. De vreemdeling die mededader is van of medeplechtig aan een misdaad, buiten het grondgebied van het Rijk door een Belg gepleegd, kan in België vervolgd worden, samen met de verdachte Belg of na diens veroordeling.

12. [Behoudens in de gevallen van artikel 6, nrs. 1 en 2, artikel 10, nrs. 1 en 2, alsmede van artikel 10bis, heeft de vervolging van de misdrijven waarvan sprake in dit hoofdstuk, alleen plaats wanneer de verdachte in België wordt gevonden.

Is het misdrijf echter in oorlogstijd gepleegd, dan kan, indien de verdachte een Belg is, de vervolging in alle gevallen plaatshebben, zelfs wanneer hij niet wordt gevonden in België; indien de verdachte een vreemdeling is, kan, buiten de in het eerste lid bedoelde gevallen, de vervolging plaatshebben wanneer hij wordt gevonden in een vijandelijk land of wanneer zijn uitlevering kan worden verkregen.]

Het eerste lid aldus vervangen bij art. 2 van de wet van 14 juli 1951, het tweede lid bij art. 2 van de wet van 30 april 1947.

13. [Behalve wat de in oorlogstijd gepleegde misdaden en wanbedrijven betreft, zijn de bovenstaande bepalingen niet toepasselijk wanneer de verdachte, wegens hetzelfde misdrijf gevonnis in een vreemd land, vrijgesproken is, of na te zijn veroordeeld, zijn straf heeft ondergaan, verjaring van zijn straf is ingetreden of hem genade is verleend.

Elke hechtenis in den vreemde ondergaan wegens het misdrijf dat in België aanleiding geeft tot veroordeling, wordt steeds toegerekend op de duur van de vrijheidstraffen.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de besluttwet van 5 augustus 1943.

14. In alle gevallen in dit hoofdstuk voorzien, wordt de verdachte vervolgd en gevonnis volgens de bepalingen van de Belgische wetten.

HOOFDSTUK III Prejudiciële geschillen

15. Behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen, beslist de strafrechter over de geschillen van burgerlijk recht die incidenteel voor hem worden opgeworpen naar aanleiding van de misdrijven die bij hem aanhangig zijn.

16. Wanneer het misdrijf verband houdt met de uitvoering van een overeenkomst waarvan het bestaan ontkend of waarvan de uitlegging betwist wordt, gedraagt de strafrechter zich naar de regels van het burgerlijk recht bij zijn beslissing over het bestaan van die overeenkomst of over de uitvoering ervan.

Indien de toelaatbaarheid van getuigenbewijs afhangt van een geschrift dat ontkend wordt door hem tegen wie het is aangevoerd, wordt een onderzoek naar de echtheid ervan vóór de bevoegde burgerlijke rechter bevolen.

17. Indien de beklaagde zich beroept op een recht van eigendom of een ander onroerend zakelijk recht, beslist de rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, over het tussengeschied met inachtneming van de volgende regels :

De prejudiciële exceptie wordt slechts aangenomen voor zover zij gegrond is op een deugdelijk schijnende titel of op welbepaalde feiten van bezit;

De overgelegde titels of de gestelde feiten moeten elk karakter van misdrijf ontnemen aan het feit waarop de vervolging berust.

18. De rechtbank is bevoegd om naar gelang van de omstandigheden aan de beklaagde de verplichting om de zaak voor de burgerlijke rechter te brengen, niet op te leggen.

Bij gebreke van die vrijstelling, bepaalt het vonnis een termijn van ten hoogste twee maanden, waarbinnen de partij die het prejudiciële geschil heeft opgeworpen, de zaak bij de bevoegde rechter moet aanhangig maken en moet bewijzen dat zij het nodige heeft gedaan; anders wordt de behandeling voortgezet.

19. De burgerlijke rechter wijst, in geval van betwisting, de partij aan, die ten opzichte van de te leveren bewijzen als eiser moet worden beschouwd.

HOOFDSTUK IV

Oorzaken van verval van de strafvordering en van de burgerlijke rechtsvordering

20. De strafvordering vervalt door de dood van de verdachte. De burgerlijke rechtsvordering kan uitgeoefend worden tegen de verdachte en tegen zijn rechtsopvolgers.

21. [De strafvordering verjaart door verloop van tien jaren, drie jaren of zes maanden, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd, naar gelang dit misdrijf een misdaad, een wanbedrijf of een overtreding is.

De termijn is evenwel een jaar ingeval een wanbedrijf wordt omgezet in een overtreding.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 30 mei 1961.

22. [De verjaring van de strafvordering wordt slechts gestuit door daden van onderzoek of van vervolging, verricht binnen de in het vorige artikel gestelde termijn.

Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 30 mei 1961.

23. [De dag waarop het misdrijf is gepleegd, alsook de dag waarop de daad van stuiting heeft plaatsgehad, zijn in de termijn begrepen.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 30 mei 1961.

24. [In geval van verwijzing tot beslissing van een prejudiciële geschil is de verjaring van de strafvordering geschorst.

Hetzelfde geldt voor het geval bepaald bij artikel 447, derde lid, van het Strafwetboek.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 30 mei 1961.

25. [De voorgaande bepalingen zijn toepasselijk op de verjaring van de strafvordering betreffende de misdrijven door bijzondere wetten omschreven, voor zover die wetten niet anders bepalen.

Wanneer echter het misdrijf verjaart door verloop van een termijn van minder dan zes maanden, wordt de verjaring gestuit door de daden van onderzoek of van vervolging, verricht niet alleen gedurende de eerste termijn, maar ook gedurende elke nieuwe termijn voortvloeiende uit een stuiting, maar zonder dat de termijn van verjaring aldus kan worden verlengd tot meer dan één jaar, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 30 mei 1961.

26. [De burgerlijke rechtsvordering volgend uit een misdrijf, verjaart door verloop van vijf jaren, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd; zij kan echter niet verjaren vóór de strafvordering.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 30 mei 1961.

27. [Wanneer de burgerlijke rechtsvordering te bekwaamere tijd is ingesteld, loopt de verjaring niet meer tegen de eiser, totdat een in kracht van gewijsde gegane beslissing het geding beëindigd heeft.]

Heeft de beslissing enig voorbehoud erkend, dan is de eis die strekt om over het voorwerp van dat voorbehoud vonnis te doen wijzen, ontvankelijk gedurende dertig jaren na de uitspraak.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 30 mei 1961.

28. [De voorgaande artikelen zijn van toepassing in alle door bijzondere wetten geregelde zaken.]

Die artikelen kunnen evenwel geen beletsel opleveren voor de toepassing van de bijzondere bepalingen die de verjaring regelen van de eisen tot invordering van fiscale rechten of van fiscale geldboeten.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 30 mei 1961.

29. [De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de strafvordering en op de burgerlijke rechtsvordering, ingesteld wegens een feit dat door de wet misdrijf wordt genoemd en gepleegd is door een persoon die zich in staat van krankzinnigheid bevindt, of in een staat van ernstige geestesstoornis of zwakzinnigheid die hem voor de controle van zijn daden ongeschikt maakt.]

Ingevoegd bij art. 3 van de wet van 16 april 1935.

EERSTE BOEK

De gerechtelijke politie en de officieren die ze uitoefenen

EERSTE HOOFDSTUK

Gerechtelijke politie

8. De gerechtelijke politie spoort de misdaden, de wanbedrijven en de overtredingen op, verzamelt de bewijzen ervan en levert de daders over aan de rechtbanken belast met hun bestraffing.

9. De gerechtelijke politie wordt onder het gezag van de hoven van beroep en volgens de hierna gemaakte onderscheidingen uitgeoefend :

Door de veldwachters en de boswachters,
Door de politiecommissarissen,
Door de burgemeesters en de schepenen,
Door de procureurs des Konings en hun substituten,
Door de vrederechters,
Door de officieren van de rijkswacht,
[...]
En door de onderzoeksrechters.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

10. [...]

Opgheven bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK II

Burgemeesters, schepenen en politiecommissarissen

11. De politiecommissarissen en, in gemeenten waar er geen zijn, de burgemeesters en, bij gebreke van dezen, de schepenen, sporen de politieovertredingen op, zelfs die welke behoren tot het bijzonder toezicht van de boswachters en veldwachters, ten opzichte van wie zij gelijke bevoegdheid en zelfs voorrang hebben.

Zij ontvangen de verslagen, aangiften en klachten betreffende de politieovertredingen.

Zij vermelden in processen-verbaal die zij te dien einde opmaken, de aard en de omstandigheden van de overtredingen, de tijd wanneer en de plaats waar deze begaan zijn, de bewijzen of aanwijzingen tegen hen die verdacht worden eraan schuldig te zijn.

12. In gemeenten die in verscheidene wijken verdeeld zijn, oefenen de politiecommissarissen deze ambtsverrichtingen uit over de gehele uitgestrektheid van de gemeente waar zij aangesteld zijn, zonder te kunnen inbrengen dat de overtredingen begaan zijn buiten de bepaalde wijk waarvoor zij zijn aangewezen.

Die wijken beperken noch bepalen hun onderscheiden bevoegdheden, maar wijzen alleen de grenzen aan waarbinnen ieder van hen meer in het bijzonder verplicht is zijn ambt voortdurend en geregeld uit te oefenen.

13. Is een van de politiecommissarissen van een zelfde gemeente wettig verhinderd, dan is die van de naburige wijk verplicht hem te vervangen, en hij mag de dienst die men van hem vordert, niet vertragen, onder voorgeven dat zijn wijk niet het dichtst gelegen is bij die van de verhinderde commissaris, of dat de verhinderd niet wettig of niet bewezen is.

14. In gemeenten waar niet meer dan één politiecommissaris is, wordt deze, indien hij wettig verhinderd is en zolang de verhinderd duurt, vervangen door de burgemeester of bij gebreke van deze, door een schepen.

15. De burgemeesters of schepenen doen aan de ambtenaar die het openbaar ministerie bij de politierechtbank uitoefent, alle stukken en inlichtingen toekomen, uiterlijk binnen drie dagen, daarin begrepen de dag waarop het feit dat zij in behandeling hebben gehad, te hunner kennis is gekomen.

HOOFDSTUK III

Veldwachters en boswachters

16. De veldwachters en de boswachters zijn, als officier van gerechtelijke politie, ieder van hen op het grondgebied waarvoor hij beëdigd is, belast met het opsporen van de wanbedrijven en overtredingen tegen land- en boseigendommen.

Zij maken processen-verbaal op tot vaststelling van de aard, de omstandigheden, de tijd, de plaats van de wanbedrijven en van de overtredingen, alsook van de bewijzen en de aanwijzingen die zij daaromtrent hebben kunnen inwinnen.

Zij volgen de weggenomen voorwerpen naar de plaats waarheen deze zijn overgebracht, en stellen ze in bewaring; zij mogen echter de huizen, werkhuizen, gebouwen, belendende binnenplaatsen en besloten erven niet betreden, dan in tegenwoordigheid van de vrederechter of van zijn plaatsvervanger, of van de politiecommissaris, of van de burgemeester van de plaats of van een schepen; het proces-verbaal dat daarvan moet worden opgemaakt, wordt getekend door degene in wiens tegenwoordigheid het is opgemaakt.

Zij vatten en geleiden voor de vrederechter of voor de burgemeester ieder persoon die zij op heterdaad betrappen of die door het openbaar geroep wordt aangewezen, wanneer op het feit gevangenisstraf of een zwaardere straf gesteld is.

Zij doen zich daartoe de sterke hand bieden door de burgemeester of een schepen van de plaats, die dit niet mag weigeren.

17. De veldwachters en boswachters staan, als officier van gerechtelijke politie, onder toezicht van de procureur des Konings, onverminderd hun ondergeschiktheid aan hun meerderen in het bestuur.

18. De boswachters van het beheer, van de gemeenten en van de openbare instellingen doen hun processen-verbaal loekomen aan de bewaarder, de opziener of de onderopziener bij het bosbeheer binnen de termijn bij artikel 15 bepaald.

[...]

Het tweede lid opgeheven bij het enige artikel van de wet van 15 december 1928.

19. De bewaarder, de opziener of de onderopziener doet de verdachten of de burgerrechtelijk aansprakelijke personen dagvaarden voor de correctionele rechtbank.

20. De veldwachters van gemeenten en de veldwachters en boswachters van bijzondere personen doen, wanneer het overtredingen betreft, hun processen-verbaal binnen de bij artikel 15 bepaalde termijn toekomen aan de politiecommissaris van de

gemeente, hoofdplaats van het vrederecht, of aan de burgemeester, in gemeenten waar geen politiewaard is; wanneer het een misdrijf betreft dat strafbaar is met een correctionele straf, doen zij de processen-verbaal toekomen aan de procureur des Konings.

21. Wanneer het proces-verbaal een overtreding betreft, handelt de politiewaard van de gemeente, hoofdplaats van het vrederecht, en in gemeenten waar geen politiewaard is, de burgemeester of, bij gebreke van deze, een schepen, overeenkomstig de bepalingen van boek II, titel I, hoofdstuk I, van dit wetboek.

HOOFDSTUK IV

De procureurs des Konings en hun substituten

EERSTE AFDELING

Bevoegdheid van de procureurs des Konings betreffende de gerechtelijke politie

22. De procureurs des Konings zijn belast met de opsporing en de vervolging van alle misdrijven waarvan de kennisgeving aan de correctionele rechtbanken [...] of aan de hoven van assisen behoort.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

23. Voor het uitoefenen van de ambtsverrichtingen, bij het vorige artikel bepaald, zijn gelijkelijk bevoegd de procureur des Konings van de plaats van de misdaad of het wanbedrijf, die van de verblijfplaats van de verdachte en die van de plaats waar de verdachte kan worden gevonden.

24. Betreft het misdaden of wanbedrijven buiten het Belgisch grondgebied gepleegd [in de gevallen bedoeld in de wet], dan worden deze ambtsverrichtingen uitgeoefend door de procureur des Konings van de plaats waar de verdachte verblijft, of door die van de plaats waar hij kan worden gevonden, of door die van zijn laatste bekende verblijfplaats.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

25. De procureurs des Konings en alle andere officieren van gerechtelijke politie hebben in de uitoefening van hun ambtsverrichtingen het recht om het optreden van de openbare macht rechtstreeks te vorderen.

26. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

27. De procureurs des Konings zijn verplicht, zodra de misdrijven hun ter kennis komen, de procureur-generaal bij het hof van beroep daarvan bericht te geven en zijn bevelen omtrent alle daden van gerechtelijke politie uit te voeren.

28. Zij dragen zorg voor de verzending, de kennisgeving en de uitvoering van de bevelen die de onderzoeksrechter geeft volgens de regels, hierna gesteld in het hoofdstuk *Onderzoeksrechters*.

AFDELING II

Wijze waarop de procureurs des Konings handelen in de uitoefening van hun ambt

29. Iedere gestelde overheid, ieder openbaar officier of ambtenaar die in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt van een misdaad of van een wanbedrijf, is verplicht daarvan dadelijk bericht te geven aan de procureur des Konings bij de rechtbank binnen wier rechtsgebied die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd of de verdachte zou kunnen worden gevonden, en aan die magistraat alle desbetreffende inlichtingen, processen-verbaal en akten te doen toekomen.

30. Ieder die getuige is geweest van een aanslag, hetzij tegen de openbare veiligheid, hetzij op iemands leven of eigendom, is eveneens verplicht daarvan bericht te geven aan de procureur des Konings, hetzij van de plaats van de misdaad of van het wanbedrijf, hetzij van de plaats waar de verdachte kan worden gevonden.

31. De aangiften worden opgesteld door de aangevers of door hun bijzonder daartoe gemachtigden, of door de procureur des Konings, indien hij daartoe aangezocht wordt; zij worden altijd op elk blad getekend door de procureur des Konings en door de aangevers of door hun gemachtigden.

Indien de aangevers of hun gemachtigden niet kunnen of niet willen tekenen, wordt daarvan melding gemaakt.

De volmacht blijft altijd aan de aangifte gehecht; de aangever kan zich, op eigen kosten evenwel, een afschrift van zijn aangifte doen afgeven.

32. In alle gevallen van ontdekking op heterdaad, wanneer het feit kan worden gestraft met een criminele straf, begeeft de procureur des Konings zich onverwijld ter plaatse om er de processen-verbaal op te maken tot vaststelling van het voorwerp van het misdrijf, van de staat waarin het zich bevindt, van de gesteldheid der plaats, en om de verklaringen af te nemen van de personen die aanwezig zijn geweest of die inlichtingen kunnen geven.

De procureur des Konings geeft aan de onderzoeksrechter bericht van zijn bezoek ter plaatse, zonder evenwel gehouden te zijn op hem te wachten om te handelen zoals in dit hoofdstuk is bepaald.

33. De procureur des Konings kan ook, in het geval van het vorige artikel, voor zijn proces-verbaal de verwanten, burens of dienstboden oproepen van wie vermoed wordt dat zij over het feit ophelderingen kunnen geven; hij neemt hun verklaringen op, die zij zullen ondertekenen; de verklaringen, opgenomen ingevolge dit artikel en het vorige artikel, worden door de partijen ondertekend of, ingeval zij weigeren, wordt daarvan melding gemaakt.

34. Hij kan verbieden dat om het even wie het huis verlaat of zich van de plaats verwijdt zolang zijn proces-verbaal niet gesloten is.

Iedere overtreder van dat verbod wordt, indien hij kan worden gevat, naar het huis van arrest gebracht; de op de overtreding gestelde straf wordt door de onderzoeksrechter uitgesproken op de conclusie van de procureur des Konings, nadat de overtreder is gedagvaard en gehoord, of, indien hij niet verschijnt, bij verstek, zonder verdere vormen, zonder termijn en zonder verzet of hoger beroep.

De straf mag tien dagen gevangenisstraf en honderd frank geldboete niet te boven gaan.

35. De procureur des Konings neemt de wapens in beslag en alles wat schijnt gediend te hebben of bestemd te zijn geweest om de misdaad of het wanbedrijf te plegen, alsook alles wat eruit schijnt voortgekomen te zijn, en ten slotte alles wat dienen kan om de waarheid aan de dag te brengen; hij vraagt de verdachte zich te verklaren omtrent de in beslag genomen voorwerpen, die hem vertoond zullen worden; van een en ander maakt hij een proces-verbaal op, dat ondertekend wordt door de verdachte, of, ingeval deze weigert, wordt daarvan melding gemaakt.

36. Indien het een misdaad of wanbedrijf betreft waarvan het bewijs waarschijnlijk kan worden verkregen uit de papieren of andere stukken en zaken in het bezit van de verdachte, begeeft zich de procureur des Konings terstond naar de woning van de verdachte om er de voorwerpen op te sporen, die hij geschikt acht om de waarheid aan de dag te brengen.

37. Indien er in de woning van de verdachte papieren of zaken gevonden worden, die tot overtuiging of tot ontlasting kunnen dienen, maakt de procureur des Konings daarvan proces-verbaal op en hij neemt die zaken of papieren in beslag.

38. De in beslag genomen voorwerpen worden gesloten en verzegeld, indien het mogelijk is; of, indien daarop niet kan worden geschreven, worden zij in een vat of in een zak gedaan, waaraan de procureur des Konings een strook papier hecht, die hij met zijn zegel verzegelt.

39. De in de vorige artikelen voorgeschreven verrichtingen geschieden in aanwezigheid van de verdachte, indien hij aanwezig is; indien hij er niet bij aanwezig wil of kan zijn, in aanwezigheid van een gemachtigde, die hij kan aanstellen. De voorwerpen worden hem vertoond ten einde die te herkennen en te paraferen, indien de zaak het meebrengt; in geval van weigering wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal.

40. In geval van ontdekking op heterdaad, wanneer het feit kan worden gestraft met een criminele straf, doet de procureur des Konings de aanwezige verdachten tegen wie sterke aanwijzingen van schuld bestaan, vatten.

Indien de verdachte niet aanwezig is, geeft de procureur des Konings een bevel om hem te doen verschijnen; dat bevel heet *bevel tot medebrenging*.

De aangifte alleen levert geen voldoende vermoeden op om dat bevel uit te vaardigen tegen iemand die een woonplaats heeft.

De procureur des Konings ondervraagt dadelijk de vóór hem gebrachte verdachte.

41. Het misdrijf ontdekt terwijl het gepleegd wordt of terstond nadat het gepleegd is, is een op heterdaad ontdekt misdrijf.

Als ontdekking op heterdaad wordt ook beschouwd het geval dat de verdachte door het openbaar geroep wordt vervolgd en het geval dat de verdachte in het bezit wordt gevonden van zaken, wapens, werktuigen of papieren, die doen vermoeden dat hij dader of medeplichtige is, mits dit kort na het misdrijf geschiedt.

42. De processen-verbaal van de procureur des Konings tot uitvoering van de voorgaande artikelen worden opgemaakt en geschreven in tegenwoordigheid van en medeondertekend door de politiecommissaris van de gemeente waar de misdaad of het wanbedrijf gepleegd is, of de burgemeester, of een schepen, of twee in dezelfde gemeente woonachtige burgers.

De procureur des Konings kan echter de processen-verbaal opmaken buiten de tegenwoordigheid van getuigen, wanneer het niet mogelijk is die dadelijk te vinden.

Elk blad van het proces-verbaal wordt getekend door de procureur des Konings en door de personen die bij het opmaken ervan tegenwoordig waren; weigeren deze laatsten te tekenen of is hun dit onmogelijk, dan wordt daarvan melding gemaakt.

43. De procureur des Konings doet zich zo nodig vergezellen van een of twee personen die wegens hun kunde of beroep bekwaam geacht worden om de aard en de omstandigheden van de misdaad of het wanbedrijf te beoordelen.

44. Geldt het een gewelddadige dood of een dood waarvan de oorzaak onbekend is en verdacht, dan doet de procureur des Konings zich bijstaan door een of twee geneesheren, die verslag zullen uitbrengen over de oorzaken van de dood en de staat van het lijk.

[De personen, in de gevallen van dit artikel en van het vorige artikel opgeroepen, leggen de eed af in de volgende bewoordingen: « Ik zweer dat ik mijn taak naar eer en geweten, nauwgezet en eerlijk zal vervullen; zo helpe mij God. »]

Zij leggen deze eed mondeling af indien zij daarom worden verzocht en anders bij een gedagtekend en ondertekend geschrift dat zij aan de verzoekende overheid richten alvorens zij met de uitvoering van hun taak beginnen.]

Het tweede lid aldus vervangen en het derde lid toegevoegd bij het enige artikel van de wet van 3 juli 1957.

44bis. [§ 1. Wordt de dader van de misdaad of van het wanbedrijf op heterdaad betrapt, dan kan de procureur des Konings een geneesheer gelasten de medische vaststellingen te doen omtrent de staat van dronkenschap van de vermoedelijke dader en van het slachtoffer van het misdrijf. Hij kan de geneesheer opvorderen om een bloedmonster te nemen.

Deze bepaling is echter niet van toepassing in geval van overtreding van de wetten en verordeningen betreffende het wegverkeer.

§ 2. De aldus opgevorderde geneesheer dient zich te gedragen naar het voorschrift van artikel 44, tweede lid.

§ 3. Indien het optreden van de opgevorderde geneesheer er geen vertraging door ondervindt, kan de persoon van wie het bloedmonster wordt genomen, op eigen kosten een geneesheer naar keuze daarbij tegenwoordig doen zijn.

§ 4. Het onderzoek van het bloedmonster geschiedt in een van de laboratoria door de Koning daartoe erkend.

De persoon van wie het bloed is afgenomen, kan op eigen kosten een tweede onderzoek laten verrichten in het laboratorium waar het eerste heeft plaatsgehad, of in een ander door de Koning erkend laboratorium. In het eerste geval kan hij op het tweede onderzoek toezicht laten houden door een technisch raadsman te zijner keuze.

De Koning treft voorzieningen tot nadere regeling van de bloedproef. Hij stelt onder meer regels betreffende de wijze waarop het bloedmonster wordt genomen, bewaard en onderzocht, alsook betreffende de erkenning van de laboratoria.]

Ingevoegd bij art. 1 van de wet van 15 april 1958.

45. De procureur des Konings doet de processen-verbaal, akten, stukken en werktuigen, ingevolge de voorgaande artikelen opgemaakt of in beslag genomen, onverwijld toekomen aan de onderzoeksrechter, opdat zal worden gehandeld zoals bepaald is in het hoofdstuk *Onderzoeksrechters*; intussen blijft de verdachte in handen van het gerecht onder bevel tot medebrenging.

46. De bevoegdheden, hierboven aan de procureur des Konings toegekend voor de gevallen van ontdekking op heterdaad, bestaan ook in alle gevallen waarin een misdaad of een wanbedrijf, zelfs al is het niet op heterdaad ontdekt, gepleegd is binnen een huis, en het hoofd van dit huis de procureur des Konings verzoekt het misdrijf vast te stellen.

47. Wanneer de procureur des Konings, buiten de gevallen van de artikelen 32 en 46, door een aangifte of op enige andere wijze verneemt dat er een misdaad of een wanbedrijf in zijn arrondissement is gepleegd of dat iemand [die van een misdaad of een wanbedrijf verdacht wordt], zich in zijn arrondissement bevindt, vordert hij dat de onderzoeksrechter een onderzoek zal bevelen en zelfs dat hij zich zo nodig ter plaatse zal begeven, ten einde aldaar alle nodige processen-verbaal op te maken, zoals bepaald is in het hoofdstuk *Onderzoeksrechters*.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK V

Politieofficiers die hulpofficier zijn van de procureur des Konings

48. De vrederechters, de officieren van de rijkswacht [...] ontvangen de aangiften van de misdaden of wanbedrijven, gepleegd in de plaatsen waar zij hun gewone ambtsverrichtingen uitoefenen.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

49. In de gevallen van ontdekking op heterdaad of in de gevallen van aanzoek van het hoofd van een huis, maken zij de processen-verbaal op, nemen de verklaringen van de getuigen op, doen de bezichtigingen en de andere handelingen die in de bedoelde gevallen tot de bevoegdheid van de procureur des Konings behoren, een en ander in de vorm en volgens de regels gesteld in het hoofdstuk *Procureurs des Konings*.

50. De burgemeesters, de schepenen en de politiecommissarissen ontvangen eveneens de aangiften en verrichten de in het vorige artikel vermelde handelingen, met inachtneming van dezelfde regels.

51. Ingeval de procureur des Konings en de in de voorgaande artikelen vermelde politieofficiers tegelijk in een zaak optreden, verricht de procureur des Konings de handelingen die tot de bevoegdheid van de gerechtelijke politie behoren; indien daarmee reeds een aanvang is gemaakt, kan hij de rechtspleging voortzetten of de officier die ze heeft aangevangen, machtigen om ermee voort te gaan.

52. Bij het uitoefenen van zijn ambt in de gevallen van de artikelen 32 en 46, kan de procureur des Konings, indien hij het nuttig en nodig acht, een hulpofficier van politie belasten met een deel van de handelingen die tot zijn bevoegdheid behoren.

53. De hulpofficiers van politie zenden de aangiften, processen-verbaal en andere akten, door hen opgemaakt in de gevallen waarin zij bevoegd zijn, onverwijld aan de procureur des Konings, die gehouden is zonder uitstel kennis te nemen van de processtukken en ze met de vorderingen welke hij geraden acht, aan de onderzoeksrechter te doen toekomen.

54. In geval van aangifte van andere misdaden of wanbedrijven dan die waarvan de vaststelling tot hun onmiddellijke bevoegdheid behoort, doen de officieren van gerechtelijke politie de aan hen gedane aangiften ook onverwijld toekomen aan de procureur des Konings, die ze samen met zijn vordering aan de onderzoeksrechter bezorgt.

HOOFDSTUK VI

Onderzoeksrechters

EERSTE AFDELING

De onderzoeksrechter

55-58 [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

AFDELING II

Ambtsverrichtingen van de onderzoeksrechter

EERSTE ONDERAFDELING

GEVALLEN VAN ONTDEKKING OP HETERDAAD

59. In alle gevallen waarin het misdrijf wordt beschouwd als op heterdaad ontdekt, kan de onderzoeksrechter, rechtstreeks en uit zichzelf, alle handelingen verrichten die tot de bevoegdheid van de procureur des Konings behoren, met inachtneming van de regels gesteld in het hoofdstuk *De procureurs des Konings en hun substituten*. De onderzoeksrechter kan de tegenwoordigheid van de procureur des Konings vorderen, evenwel zonder enige vertraging van de verrichtingen in het genoemde hoofdstuk voorgeschreven.

60. Wanneer het op heterdaad ontdekte misdrijf reeds is vastgesteld en de procureur des Konings de akten en stukken aan de onderzoeksrechter doet toekomen, is deze gehouden onverwijld kennis te nemen van de processtukken.

Hij kan alle handelingen of die welke hem niet volledig lijken, opnieuw verrichten.

ONDERAFDELING II

HET ONDERZOEK

§ I

Algemene bepalingen

61. Buiten de gevallen van ontdekking op heterdaad, verricht de onderzoeksrechter geen daad van onderzoek en van vervolging dan na de processtukken aan de procureur des Konings te hebben meegedeeld. Hij deelt hem die eveneens mee wanneer de rechtspleging voltooid is; de procureur des Konings doet de vorderingen die hij geraden acht, zonder dat hij de stukken langer dan drie dagen mag houden.

De onderzoeksrechter vaardigt evenwel, indien daartoe grond bestaat, het bevel tot medebrenging en zelfs het bevel tot bewaring uit, zonder dat die bevelen moeten zijn voorafgegaan door de conclusie van de procureur des Konings.

62. Wanneer de onderzoeksrechter zich ter plaatse begeeft, wordt hij altijd vergezeld door de procureur des Konings en door de griffier van de rechtbank.

§ II

Klachten

63. Hij die beweert door een misdaad of een wanbedrijf te zijn benadeeld, kan daarover klacht doen en zich burgerlijke partij stellen bij de onderzoeksrechter hetzij van de plaats van de misdaad of het wanbedrijf, hetzij van de verblijfplaats van de verdachte, hetzij van de plaats waar deze kan worden gevonden.

64. De klachten die aan de procureur des Konings zijn gericht, worden door hem samen met zijn vordering aan de onderzoeksrechter doorgegeven; die welke bij de hulpofficieren van politie zijn ingediend, worden door hen gezonden aan de procureur des Konings, die ze eveneens samen met zijn vordering aan de onderzoeksrechter doet toekomen.

In correctionele zaken kan de benadeelde partij zich rechtstreeks tot de correctionele rechtbank wenden in de vorm die hierna geregeld wordt.

65. De bepalingen van artikel 31 betreffende de aangiften gelden eveneens voor de klachten.

66. De klagers worden alleen dan als burgerlijke partij beschouwd, indien zij het uitdrukkelijk verklaren, hetzij bij de klacht, hetzij bij een latere akte, of indien zij bij een van die akten een conclusie tot schadevergoeding nemen; zij mogen binnen vierentwintig uren daarvan afstand doen; in geval van afstand zijn zij niet gehouden tot betaling van de kosten gemaakt nadat de afstand is betekend, onverminderd schadevergoeding jegens de verdachten, indien daartoe grond bestaat.

67. De klagers kunnen zich burgerlijke partij stellen in elke stand van het geding, tot de sluiting van de debatten, maar na het vonnis kan hun afstand in geen geval geldig zijn, al wordt hij gedaan binnen vierentwintig uren na hun verklaring dat zij zich burgerlijke partij stellen.

68. Elke burgerlijke partij die niet woont in het rechterlijk arrondissement waar het onderzoek gedaan wordt, is gehouden aldaar woonplaats te kiezen bij een ter griffie van de rechtbank verleden akte.

Heeft de burgerlijke partij geen woonplaats gekozen, dan kan zij het verzuim van de betekening niet inroepen tegen de akten die haar luidens de wet moesten worden betekend.

69. Ingeval de onderzoeksrechter niet is de onderzoeksrechter van de plaats van de misdaad of het wanbedrijf, noch die van de verblijfplaats van de verdachte, noch die van de plaats waar deze kan worden gevonden, verwijst hij de klacht naar de onderzoeksrechter die bevoegd is om ervan kennis te nemen.

70. De onderzoeksrechter die bevoegd is om van de klacht kennis te nemen, gelast de mededeling ervan aan de procureur des Konings, die zal vorderen zoals het behoort.

§ III

Verhoor van de getuigen

71. De onderzoeksrechter doet voor zich de personen dagvaarden, die door de aangifte, door de klacht, door de procureur des Konings of op andere wijze worden aangewezen als kennis dragende, hetzij van de misdaad of het wanbedrijf, hetzij van de omstandigheden ervan.

72. De getuigen worden gedagvaard door een [gerechtsdcurwaarder] of door een agent van de openbare macht, op verzoek van de procureur des Konings.

Aldus gewijzigd bij art. 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963.

73. Zij worden, ieder afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de verdachte, gehoord door de onderzoeksrechter, bijgestaan door zijn griffier.

74. Vooraleer te worden gehoord, vertonen zij de dagvaarding waarbij zij zijn opgeroepen om te getuigen; daarvan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

75. De getuigen leggen de eed af dat zij de gehele waarheid en niets dan de waarheid zullen zeggen; de onderzoeksrechter vraagt ze hun naam, voornamen, leeftijd, staat, beroep, woonplaats, of zij dienstbode, bloedverwant of aanverwant van de partijen zijn en in welke graad; van de vraag en van de antwoorden der getuigen wordt melding gemaakt.

76. De getuigenissen worden getekend door de rechter, door de griffier en door de getuige, nadat deze daarvan voorlezing heeft gekregen en hij verklaard heeft daarbij te volharden; indien de getuige niet wil of niet kan tekenen, wordt daarvan melding gemaakt.

Elke bladzijde van de processen-verbaal van onderzoek wordt getekend door de rechter en door de griffier.

77. De vormen bij de drie vorige artikelen voorgeschreven worden in acht genomen op straffe van vijftig frank geldboete tegen de griffier, en zelfs van het aanwenden tegen de onderzoeksrechter van verhaal op de rechter, indien daartoe grond bestaat.

78. Er mag niet tussen de regels geschreven worden; doorhalingen en verwijzingen worden door de onderzoeksrechter, door de griffier en door de getuige goedgekeurd en getekend, op straffe van wat in het vorige artikel bepaald is. Het tussen de regels geschrevene, de niet goedgekeurde doorhalingen en verwijzingen worden als niet bestaande beschouwd.

79. Kinderen van het mannelijke of vrouwelijke geslacht beneden de leeftijd van vijftien jaar mogen gehoord worden, bij wijze van eenvoudige verklaring en zonder eedaflegging.

80. Hij die gedagvaard wordt om als getuige te worden gehoord, is gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding te voldoen; anders kan hij daartoe genoodzaakt worden door de onderzoeksrechter, die te dien einde op de conclusie van de procureur des Konings, zonder verdere vormen, zonder termijn en zonder hoger beroep, een geldboete van ten hoogste honderd frank uitspreekt, en kan bevelen dat de gedaagde lichamelijk zal worden gedwongen om zijn getuigenis te komen afleggen.

81. De getuige die aldus tot geldboete is veroordeeld wegens een eerste niet-verschijning en die na een tweede dagvaarding aan de onderzoeksrechter wettige redenen van verschoning voorlegt, kan op de conclusie van de procureur des Konings van de geldboete worden ontheven.

82. Wanneer een getuige vergoeding vraagt, wordt het bedrag ervan door de onderzoeksrechter begroot.

83. Blijkt uit het getuigschrift van een geneesheer dat getuigen zich in de onmogelijkheid bevinden om op de aan hen gedane dagvaardingen te verschijnen, dan begeeft de onderzoeksrechter zich in hun woning, als zij in het kanton van het vrederecht wonen waar de onderzoeksrechter zijn standplaats heeft.

Indien de getuigen buiten het kanton wonen, kan de onderzoeksrechter de vrederechter van hun woonplaats opdracht geven om hun getuigenis af te nemen, en hij zendt aan de vrederechter nota's en inlichtingen om de feiten te doen kennen waarover zij moeten worden gehoord.

84. Indien de getuigen buiten het arrondissement van de onderzoeksrechter wonen, verzoekt deze de onderzoeksrechter van het arrondissement waarin de getuigen wonen, zich bij hen te begeven ten einde hun getuigenis af te nemen.

Ingeval de getuigen niet wonen in het kanton van de aldus aangezochte onderzoeksrechter, kan deze de vrederechter van hun woonplaats opdracht geven om hun getuigenis af te nemen, zoals bepaald in het vorige artikel.

85. De rechter die ingevolge de artikelen 83 en 84 hiervoren de getuigen heeft verhoord, zendt hun verklaringen gesloten en verzegeld aan de onderzoeksrechter van de rechtbank waarbij de zaak aanhangig is.

86. Indien de getuige bij wie de rechter zich in de gevallen van de drie vorige artikelen heeft begeven, niet in de onmogelijkheid verkeerde om op de hem gedane dagvaarding te verschijnen, vaardigt de rechter een bevel tot bewaring uit tegen de getuige en tegen de geneesheer die het hierboven vermelde getuigschrift heeft afgegeven.

De voor zulk een geval bepaalde straf wordt in de bij artikel 80 voorgeschreven vorm uitgesproken door de onderzoeksrechter van dezelfde plaats en op vordering van de procureur des Konings.

§ IV

Schriftelijke bewijzen en overtuigingsstukken

87. De onderzoeksrechter zal desgevorderd en kan zelfs ambtshalve zich naar de woning van de verdachte begeven om er de papieren, de zaken en in het algemeen alle voorwerpen op te sporen, die kunnen dienen om de waarheid aan de dag te brengen.

88. De onderzoeksrechter kan zich eveneens begeven naar de andere plaatsen waar hij vermoedt dat men de in het vorige artikel bedoelde voorwerpen verborgen heeft.

89. De bepalingen van de artikelen 35, 36, 37, 38 en 39, aangaande de inbeslagneming van de voorwerpen die de procureur des Konings in de gevallen van ontdekking op heterdaad mag opsporen, gelden ook voor de onderzoeksrechter.

90. Indien de op te sporen papieren of zaken zich buiten het arrondissement van de onderzoeksrechter bevinden, verzoekt hij de onderzoeksrechter van de plaats waar zij kunnen worden gevonden, de bij de vorige artikelen voorgeschreven verrichtingen te doen.

HOOFDSTUK VII

Bevelen tot verschijning, tot bewaring, tot medebrenging en tot aanhouding

91. Wanneer de verdachte een woonplaats heeft en het feit alleen strafbaar is met een correctionele straf, kan de onderzoeksrechter, indien hij het geraden acht, zich beperken tot het uitvaardigen van een bevel tot verschijning tegen de verdachte, onverminderd zijn bevoegdheid om het na ondervraging van de verdachte om te zetten in zodanig ander bevel als behoort.

Indien de verdachte niet verschijnt, vaardigt de onderzoeksrechter tegen hem een bevel tot medebrenging uit.

Hij vaardigt eveneens een bevel tot medebrenging uit tegen ieder, van welke rang ook, die verdacht is van een misdrijf waarvoor een criminele straf gesteld is.

92. Ook tegen de getuigen die op de hun gedane dagvaarding weigeren te verschijnen, kan hij bevelen tot medebrenging uitvaardigen overeenkomstig artikel 80 en onverminderd de geldboete bij dat artikel bepaald.

93. In geval van bevel tot verschijning ondervraagt hij dadelijk; in geval van bevel tot medebrenging, uiterlijk binnen vieren- twintig uren.

94. Wanneer op het feit een criminele straf ofwel een correctionele gevangenisstraf gesteld is, kan hij, na de verdachten te hebben ondervraagd, en de procureur des Konings gehoord, een bevel tot aanhouding verlenen in de vorm die hierna wordt bepaald.

95. De bevelen tot verschijning, tot medebrenging en tot bewaring worden getekend door hem die ze heeft verleend en worden van zijn zegel voorzien.

De verdachte wordt erin met name genoemd of zo duidelijk mogelijk aangewezen.

96. Bij het bevel tot aanhouding worden dezelfde vormen in acht genomen; bovendien bevat dit bevel de opgave van het feit waarvoor het wordt verleend, met vermelding van de wet die bepaalt dat het feit een misdaad of wanbedrijf is.

97. De bevelen tot verschijning, tot medebrenging, tot bewaring of tot aanhouding worden betekend door een [gerechtsdeurwaarder] of door een agent van de openbare macht, die het bevel aan de verdachte vertoont en hem daarvan afschrift geeft.

Zelfs indien de verdachte zich reeds in hechtenis bevindt, wordt het bevel tot aanhouding hem vertoond en wordt hem daarvan afschrift gegeven.

Aldus gewijzigd bij art. 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963.

98. De bevelen tot medebrenging, tot verschijning, tot bewaring en tot aanhouding zijn uitvoerbaar over het gehele grondgebied van het Rijk.

Indien de verdachte gevonden wordt buiten het arrondissement van de officier die het bevel tot bewaring of tot aanhouding verleend heeft, wordt hij gebracht voor de vrederechter of zijn plaatsvervanger en, bij gebreke van beiden, voor de burgemeester of een schepen of de politiecommissaris van de plaats, die het bevel tekent voor gezien, zonder dat hij de uitvoering ervan kan beletten.

99. Indien de verdachte weigert aan het bevel tot medebrenging te gehoorzamen of indien hij poogt te ontvluchten na te hebben verklaard dat hij bereid is te gehoorzamen, moet tegen hem dwang gebruikt worden.

De houder van het bevel tot medebrenging doet desnoods een beroep op de openbare macht van de dichtstbij gelegen plaats, die verplicht is gevolg te geven aan de vordering in het bevel tot medebrenging vervat.

100. Wanneer de verdachte, na meer dan twee dagen sedert de dagtekening van het bevel tot medebrenging, gevonden wordt buiten het arrondissement van de officier die dit bevel heeft verleend, en op een afstand van meer dan vijf myriameter van de standplaats van die officier, zal die verdachte niet noodzakelijk gedwongen moeten worden om aan het bevel te voldoen; maar de procureur des Konings van het arrondissement waar hij gevonden is

en voor wie hij wordt gebracht, zal een bevel tot bewaring verlenen, krachtens hetwelk hij in het huis van arrest zal worden vastgehouden.

Het bevel tot medebrenging moet ten volle worden uitgevoerd, indien de verdachte in het bezit gevonden wordt van zaken, papieren of werktuigen die doen vermoeden dat hij dader is van of medeplichtig aan de misdaad of het wanbedrijf waarvoor hij wordt opgespoord, om het even na hoeveel tijd en op welke afstand hij is gevonden.

101. Binnen vierentwintig uren na de uitvoering van het bevel tot bewaring geeft de procureur des Konings die het verleend heeft, daarvan kennis aan de officier die het bevel tot medebrenging heeft verleend, en doet hem de processen-verbaal toekomen, zo die er zijn.

102. De officier die het bevel tot medebrenging heeft verleend en aan wie de stukken aldus worden bezorgd, deelt binnen een zelfde termijn alles mee aan de onderzoeksrechter bij wie hij zijn ambt uitoefent; deze rechter gedraagt zich naar de bepalingen van artikel 90.

103. De onderzoeksrechter bij wie de zaak rechtstreeks of door verwijzing overeenkomstig artikel 90 aanhangig is gemaakt, doet aan de onderzoeksrechter van de plaats waar de verdachte is gevonden, de stukken, nota's en inlichtingen betreffende het misdrijf onder zegel toekomen, ten einde die verdachte te doen verhoren.

Evenzo worden alle stukken vervolgens, met die van het verhoor, teruggezonden aan de rechter bij wie de zaak aanhangig is.

104. Indien de rechter bij wie de zaak aanhangig is, in de loop van het onderzoek een bevel tot aanhouding verleent, kan hij bij dat bevel gelasten dat de verdachte zal worden overgebracht naar het huis van arrest van de plaats waar het onderzoek gedaan wordt.

Wordt in het bevel tot aanhouding niet bepaald dat de verdachte aldus zal worden overgebracht, dan blijft hij in het huis van arrest van het arrondissement waar hij gevonden is, totdat de raadkamer beschikt heeft overeenkomstig de hierna volgende artikelen 127, 128, 129, 130, 131, 132 en 133.

105. Indien de verdachte tegen wie een bevel tot medebrenging is uitgevaardigd, niet kan worden gevonden, wordt het bevel verleend aan de burgemeester of aan een schepen of aan de politiecommissaris van de gemeente waar de verdachte verblijft.

De burgemeester, de schepen of de politiecommissaris plaatst zijn visum op het origineel van de akte van betekening.

106. Wanneer de verdachte op heterdaad betrapt wordt of vervolgd wordt hetzij door het openbaar geroep, hetzij in de gevallen gelijkgesteld met een op heterdaad ontdekt misdrijf, is ieder drager van de openbare macht, en zelfs ieder ander persoon, gehouden hem te vatten en hem voor de procureur des Konings te geleiden, zonder dat een bevel tot medebrenging vereist is, indien op het misdrijf een criminele straf gesteld is.

107. Op vertoon van het bevel tot bewaring wordt de verdachte opgenomen en in verzekerde bewaring gehouden in het huis van arrest bij de correctionele rechtbank; de bewaarder geeft aan de [gerechtsdeurwaarder] of aan de agent van de openbare macht, belast met de uitvoering van het bevel, een bewijs van het opnemen van de verdachte.

Aldus gewijzigd bij art. 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963.

108. De officier belast met de uitvoering van een bevel tot bewaring of tot aanhouding doet zich vergezellen van een voldoende macht, opdat de verdachte zich niet aan de wet zal kunnen onttrekken.

Deze macht wordt genomen in de plaats die het best te bereiken is van uit die waar het bevel tot aanhouding of tot bewaring moet uitgevoerd worden; zij is verplicht gevolg te geven aan de vordering, rechtstreeks gericht tot de bevelhebber en vervat in het bevel.

109. Indien de verdachte niet kan worden gevat, wordt het bevel tot aanhouding betekend aan zijn laatste woning; er wordt een proces-verbaal van huiszoeking opgemaakt.

Dat proces-verbaal wordt opgemaakt in tegenwoordigheid van de twee naaste burens van de verdachte, die de houder van het bevel tot aanhouding kan vinden; zij tekenen het, of, indien zij niet kunnen of niet willen tekenen, wordt daarvan melding gemaakt, evenals van het daartoe gedane verzoek.

De houder van het bevel tot aanhouding laat daarna zijn proces-verbaal voor gezien tekenen door de vrederechter of zijn plaatsvervanger, of, bij gebreke van dezen, door de burgemeester, een schepen of de politiecommissaris van de plaats en hij laat hem daarvan een afschrift.

Het bevel tot aanhouding en het proces-verbaal worden vervolgens ter griffie van de rechtbank neergelegd.

110. De verdachte, gevat krachtens een bevel tot aanhouding of tot bewaring, wordt zonder verwijl gebracht naar het bij het bevel aangewezen huis van arrest.

111. De officier belast met de uitvoering van het bevel tot aanhouding of tot bewaring, geeft de verdachte over aan de bewaarder van het huis van arrest, die hem daarvan ontlasting geeft, een en ander in de bij artikel 107 voorgeschreven vorm.

Vervolgens brengt hij de stukken betreffende de aanhouding naar de griffie van de correctionele rechtbank en hij krijgt daarvan een ontvangstbewijs.

Hij vertoont het bewijs van ontlasting en het ontvangstbewijs binnen vierentwintig uren aan de onderzoeksrechter; deze voorziet beide stukken van zijn visum, dat hij dagtekent en ondertekent.

112. Het verzuim van de vormen die voorgeschreven zijn voor de bevelen tot verschijning, tot bewaring, tot medebrenging en tot aanhouding, wordt altijd gestraft met geldboete van ten minste vijftig frank ten laste van de griffier en, indien de zaak het meebrengt, met vermaning van de onderzoeksrechter en van de procureur des Konings, zelfs, indien daartoe grond bestaat, met het instellen tegen hen van verhaal op de rechter.

HOOFDSTUK VIII

Voorlopige invrijheidstelling en borgstelling

(De artikelen 113 tot 126 zijn vervangen door de wet van 20 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis. Zie die wet en in het bijzonder art. 22 waarbij bepaald wordt dat de wetten betreffende de bestraffing van bedrog inzake douane ongewijzigd blijven.)

113. De voorlopige invrijheidstelling kan nooit aan de verdachte verleend worden, wanneer op het ten laste gelegde feit een criminele straf gesteld is.

114. [Indien op het feit een correctionele straf gesteld is], kan de raadkamer, op verzoek van de verdachte en op de conclusie van de procureur des Konings, de voorlopige invrijheidstelling van de verdachte bevelen, mits een gegode borg gesteld wordt tot zekerheid van zijn verschijning bij alle proceshandelingen en ter tenuitvoerlegging van het vonnis, zodra zulks van hem gevorderd wordt.

De voorlopige invrijheidstelling tegen borgstelling kan in elke stand van de zaak gevraagd en verleend worden.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

115. Landlopers en vroeger zwaar veroordeelden kunnen in geen geval voorlopig in vrijheid gesteld worden.

116. Van het verzoek tot voorlopige invrijheidstelling wordt kennis gegeven aan de burgerlijke partij, hetzij in haar woonplaats, hetzij in haar gekozen woonplaats.

117. De gegodeheid van de voorgestelde borg kan worden betwist door de procureur des Konings en door de burgerlijke partij, behoorlijk opgeroepen zijnde.

Zij moet worden aangetoond door middel van vrije onroerende goederen, ten belope van de zekerheidstelling plus de helft ervan, tenzij de borg verkiest het bedrag van de zekerheidstelling in geld te storten in de [Deposito- en Consignatiekas].

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

118. De verdachte mag voor zichzelf als borg optreden, mits hij het bedrag van de zekerheidstelling in bewaring geeft of aantoonst dat hij eigenaar is van vrije onroerende goederen ten belope van de zekerheidstelling plus de helft ervan, en mits hij in beide gevallen de hierna bepaalde verbintenis tot betaling aangaat.

119. De zekerheidstelling mag niet minder dan vijfhonderd frank bedragen.

Indien de correctionele straf tegelijk bestaat in gevangenisstraf en in een geldboete waarvan het dubbele vijfhonderd frank te boven gaat, mag geen hogere som als zekerheidstelling worden gevorderd dan het dubbel van die geldboete.

Indien uit het misdrijf een burgerlijke, in geld waardeerbare schade is ontstaan, is de zekerheidstelling driemaal het bedrag van de schade, zoals deze door de onderzoeksrechter uitsluitend te dien einde wordt bepaald; in dat geval echter mag de zekerheidstelling niet lager zijn dan vijfhonderd frank.

120. De aangenomen borg verklaart, hetzij ter griffie van de rechtbank, hetzij voor notaris, zich te verbinden het bedrag van de zekerheidstelling in handen van de ontvanger der registratie te betalen, ingeval de verdachte in gebreke blijft te verschijnen.

[...] een uitgifte van de verklaring in uitvoerbare vorm wordt aan de burgerlijke partij afgegeven, voordat de verdachte voorlopig in vrijheid gesteld wordt.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

121. De in bewaring gegeven gelden en de onroerende goederen, die tot zekerheidstelling dienen, blijven bij voorrecht verbonden: 1° voor de betaling van de burgerlijke schadevergoeding en van de kosten door de burgerlijke partij voorgeschoten; 2° voor de betaling van de geldboeten; een en ander evenwel onverminderd het voorrecht van de staatskas wegens de kosten door de openbare partij gemaakt.

De procureur des Konings en de burgerlijke partij kunnen een hypothecaire inschrijving nemen zonder het eindvonnis af te wachten. De inschrijving, op verzoek van een van hen genomen, komt aan beiden ten goede.

122. De onderzoeksrechter geeft in voorkomend geval, op de conclusie van de procureur des Konings of op de eis van de burgerlijke partij, een bevelschrift tot betaling van de gewaarborgde som.

Deze betaling wordt op verzoek van de procureur des Konings en door de zorg van de directeur der registratie vervolgd. De ingevorderde sommen worden in de registratiekas gestort, onverminderd de vervolgingen en rechten van de burgerlijke partij.

123. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

124. De verdachte wordt eerst dan tegen borgstelling voorlopig in vrijheid gesteld, wanneer hij in de gemeente waar de correctionele rechtbank haar zetel heeft, woonplaats heeft gekozen bij een akte, ter griffie van deze rechtbank verleden.

125. Onverminderd de vervolgingen tegen de borg, indien daartoe grond bestaat, wordt de verdachte gevat en in het huis van arrest opgesloten ter uitvoering van een bevel van de onderzoeksrechter.

126. De verdachte die zijn borg laat dwingen tot betaling, is nadien in geen geval meer ontvankelijk om opnieuw zijn voorlopige invrijheidstelling tegen borgstelling aan te vragen.

HOOFDSTUK IX

Verslag van de onderzoeksrechter na voltooiing van de rechtspleging

127. De onderzoeksrechter is gehouden ten minste eens in de week verslag te doen over de zaken waarvan het onderzoek hem is toevertrouwd.

Het verslag wordt uitgebracht aan de raadkamer, samengesteld uit ten minste drie rechters, de onderzoeksrechter daaronder begrepen, na voorafgaande mededeling aan de procureur des Konings, die zal vorderen zoals het behoort.

Zie, wat de samenstelling betreft, het enige artikel, § XV, eerste lid, van de tijdelijke wet van 25 oktober 1919, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1927.

128. Indien de rechters van oordeel zijn dat het feit noch een misdaad, noch een wanbedrijf, noch een overtreding oplevert, of dat tegen de verdachte generlei bezwaar bestaat, verklaren zij dat er geen reden is tot vervolging; indien de verdachte is aangehouden, wordt hij in vrijheid gesteld.

129. Indien zij van oordeel zijn dat het feit slechts een overtreding is, wordt de verdachte naar de politierechtbank verwezen, en indien hij is aangehouden, wordt hij in vrijheid gesteld.

De bepalingen van dit artikel en van het vorige artikel kunnen geen afbreuk doen aan de rechten van de burgerlijke partij of van de openbare partij, zoals hierna wordt bepaald.

130. Indien het misdrijf blijkt strafbaar te zijn met correctionele straffen, wordt de verdachte naar de correctionele rechtbank verwezen.

[Indien in dat geval het misdrijf gevangenisstraf kan meebrengen, kan de verdachte, die zich in hechtenis bevindt, niettemin in vrijheid worden gesteld door de beschikking van de raadkamer waarbij de verwijzing naar de correctionele rechtbank is uitgesproken.]

Het tweede lid aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 6 maart 1963.

131. Indien het misdrijf geen gevangenisstraf ten gevolge kan hebben, wordt de verdachte in vrijheid gesteld, onder verplichting om op een te bepalen dag voor de bevoegde rechtbank te verschijnen.

132. In alle gevallen van verwijzing, hetzij naar de politierechtbank, hetzij naar de correctionele rechtbank, is de procureur des Konings gehouden uiterlijk binnen vierentwintig uren alle stukken, na ze genummerd te hebben, te doen toekomen aan de griffie van de rechtbank die uitspraak moet doen.

133. Indien de rechters of een van hen, op verslag door de onderzoeksrechter gedaan aan de raadkamer, van oordeel zijn dat het feit strafbaar is met criminele straffen en dat de tenlastelegging tegen de verdachte voldoende gegrond is, worden de stukken van het onderzoek, het proces-verbaal waarbij het bestaan van het misdrijf wordt vastgesteld, en een staat van de overtuigingsstukken door de procureur des Konings onverwijld toegestuurd aan de procureur-generaal bij het hof van beroep, opdat zal worden gehandeld zoals bepaald is in het hoofdstuk *Inbeschuldigingstelling*.

De overtuigingsstukken blijven berusten bij de rechtbank waar het onderzoek heeft plaatsgehad, behoudens hetgeen in de artikelen 248 en 291 wordt bepaald.

Zie het enige artikel, § XV, van de tijdelijke wet van 25 oktober 1919.

134. De raadkamer [kan] in dat geval tegen de verdachte een beschikking tot gevangenneming [geven], die met de overige stukken aan de procureur-generaal wordt toegestuurd.

Die beschikking bevat de naam van de verdachte, zijn persoonsbeschrijving, zijn woonplaats, indien zij bekend zijn, de uiteenzetting van het feit en de aard van het misdrijf.

Aldus gewijzigd ingevolge de wet van 20 april 1874.

135. Wanneer de invrijheidstelling van de verdachten bevolen wordt overeenkomstig de artikelen 128, 129 en 131 hiervoren, kan de procureur des Konings of de burgerlijke partij zich tegen hun vrijlating verzetten. Het verzet moet gedaan worden binnen een termijn van vierentwintig uren; ten opzichte van de procureur des Konings loopt die termijn te rekenen van de dag der beschikking tot invrijheidstelling, en ten opzichte van de burgerlijke partij te rekenen van de dag waarop die beschikking haar is betekend aan de woonplaats door haar gekozen in de plaats waar de rechtbank haar zetel heeft. De verzending van de stukken geschiedt zoals in artikel 132 bepaald is.

De verdachte blijft in de gevangenis tot na verloop van de voormelde termijn.

[De procureur des Konings kan zich ook verzetten, met inachtneming van de termijnen en de vormen bepaald in het eerste lid, tegen de vrijlating van de verdachten waarvan de invrijheidstelling bevolen is overeenkomstig artikel 130, tweede lid.]

Het derde lid toegevoegd bij art. 2 van de wet van 6 maart 1963.

136. De burgerlijke partij die op haar verzet in het ongelijk wordt gesteld, wordt tot schadevergoeding jegens de verdachte veroordeeld.

BOEK II

Het gerecht

EERSTE TITEL

Politierechtbanken en correctionele rechtbanken

EERSTE HOOFDSTUK

Politierechtbanken

§ I.

[Bevoegdheid van de politierechtbanken]

(Het opschrift aldus vervangen bij art. 1 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935)

137. [De vrederechters nemen als politierechter kennis van de overtredingen.]

Aldus vervangen bij art. 1 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935.

138. [Onverminderd het recht van de procureur des Konings om een opsporingsonderzoek in te stellen of een gerechtelijk onderzoek te vorderen inzake wanbedrijven, nemen zij bovendien kennis :

1° Van de misdrijven in het Veldwetboek omschreven;

2° Van de misdrijven in het Boswetboek omschreven;

3° Van de misdrijven omschreven in de besluitwet betreffende de beteugeling van dronkenschap, met uitzondering van die van artikel 8 en van artikel 11, eerste en tweede lid;

4° Van de misdrijven omschreven in de wetten op de rivier-
visserij;

5° [...]

6° Van de misdrijven omschreven in de wetten en verordeningen op de baren, de openbare en geregelde diensten van gemeenschappelijk vervoer te land en te water, de wegen te land en te water en het wegverkeer, met uitzondering van het vluchtmisdrijf naar aanleiding van een ongeval dat voor een ander slagen, verwondingen of de dood ten gevolge heeft gehad;

6°bis. Van de wanbedrijven omschreven in de artikelen 418 en 420 van het Strafwetboek en bestaande in slagen of verwondingen die het gevolg zijn van een verkeersongeval, wanneer deze wanbedrijven samenhangen of een onsplitsbaar geheel vormen met een misdrijf dat strafbaar is krachtens dezelfde bepalingen en dat naar hen is verwezen overeenkomstig artikel 4 of 6 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, of met een misdrijf dat strafbaar is krachtens de wetten of verordeningen op het wegverkeer en dat bij hen reeds aanhangig is gemaakt door het openbaar ministerie of het onderzoeksgerecht;

7° Van de misdrijven omschreven in de provincieverordeningen, met uitzondering van de verordeningen door de provinciegouverneurs en de arrondissementscommissarissen vastgesteld krachtens de artikelen 128 en 139 van de provinciewet;

8° Van de misdrijven omschreven in de gemeenteverordeningen;

9° [...]

10° Van de misdrijven omschreven in het koninklijk besluit van 6 december 1897 betreffende de politie over het militair domein;

11° Van het misdrijf omschreven in artikel 4 van de wet van 30 juli 1922 waarbij een verlofbrief voor de vogelvangst met netten ingevoerd wordt;

12° Van de misdrijven omschreven in de wet van 24 juli 1923 ter bescherming van militaire duiven en ter beteugeling van het aanwenden van duiven voor verspieding, met uitzondering van de misdrijven van artikel 11;

13° Van de misdrijven omschreven in de artikelen 77 tot 79 van de besluitwet van 25 februari 1947 tot coördinatie en wijziging van de wetten betreffende de pensioenregeling voor de mijnwerkers en de ermee gelijkgestelden.

14° Van de misdrijven omschreven in de artikelen 155 en 158 van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 19 december 1939.

15° Van de wanbedrijven waarvan de kennisneming hun door een bijzondere bepaling is opgedragen.]

Aldus vervangen bij art. 1 van het K.B. nr. 252 van 8 maart 1936; het 3° daarna aldus vervangen bij art. 19 van de besluitwet van 14 november 1939, het 5° opgeheven bij art. 114, § 2, 3°, van de wet van 3 juni 1957, het 6° aldus vervangen bij art. 2 van de wet van 15 april 1958, het 6°bis ingevoegd bij het enige artikel van de wet van 21 februari 1959, het 9° opgeheven bij art. 1 van deze wet, het 13° en het 14° aldus vervangen bij art. 1 van deze wet.

139. [Gelijkelijk bevoegd zijn de politierechtbank van de plaats van het misdrijf, die van de verblijfplaats van de verdachte en die van de plaats waar de verdachte is gevonden.]

Aldus vervangen bij art. 1 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935.

140. [Wanneer de politierechtbank krachtens artikel 138 [...], kennis neemt van wanbedrijven, past zij op de beklagden de straffen toe welke de wet op die wanbedrijven stelt, of kan zij die straffen verminderen onder vaststelling van de aanwezigheid van een verschoningsgrond of van verzachtende omstandigheden, voor zover die wettelijk aanvaardbaar zijn.]

Aldus vervangen bij art. 1 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935; het eerste lid daarna gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

141. In gemeenten waar niet meer dan één vrederechter is, neemt alleen hij kennis van de zaken die tot de bevoegdheid van zijn rechtbank behoren. De griffiers [...] van het vrederecht nemen de dienst waar voor de politiezaken.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

142-144. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

145. Dagvaardingen wegens overtreding geschieden op verzoek van het openbaar ministerie of van de burgerlijke partij.

Zij worden betekend door een gerechtsdeurwaarder, aan de beklagde [en, in voorkomend geval, aan de burgerrechtelijk aansprakelijke persoon] wordt afschrift gelaten.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963 en bij art. 1 van deze wet.

146. [Een termijn van ten minste tien dagen, die in voorkomend geval verlengd wordt wegens de afstand, moet tussen de dagvaarding en de verschijning gelaten worden, op straffe van nietigheid van de veroordeling die bij verstek tegen de gedaagde mocht worden uitgesproken.

Deze nietigheid kan echter niet worden ingeroepen dan op de eerste terechtzitting en vóór alle exceptie of verweer.

In dringende gevallen kunnen de termijnen worden verkort en de partijen gedagvaard om nog op de dag zelf en op een bepaald uur te verschijnen, krachtens een door de vrederechter verleende cedel.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 27 februari 1956.

147. Partijen kunnen vrijwillig en op een eenvoudige oproeping verschijnen, zonder dat een dagvaarding nodig is.

148. Vóór de dag van de terechtzitting kan de vrederechter, op vordering van het openbaar ministerie of van de burgerlijke partij, de schade schatten of doen schatten, processen-verbaal opmaken of doen opmaken, alle spoedeisende handelingen verrichten of bevelen.

149. Indien de gedaagde niet verschijnt op de dag en het uur in de dagvaarding bepaald, wordt hij bij verstek gevonnisd.

150. De bij verstek veroordeelde is niet meer ontvankelijk om zich tegen de tenuitvoerlegging van het vonnis te verzetten, indien hij niet verschijnt op de terechtzitting in het volgende artikel aangewezen, behoudens hetgeen hierna bepaald wordt inzake hoger beroep en beroep in cassatie.

[Vrijwillige betaling, door de veroordeelde, van de aan de Staat verschuldigde kosten brengt afstand mee van elk rechtsmiddel tegen het vonnis, dat in kracht van gewijsde gaat.]

Het tweede lid toegevoegd bij art. 2 van het K.B. nr. 258 van 24 maart 1936.

151. [Verzet tegen het verstekvonnis kan worden gedaan door een verklaring van antwoord, onderaan op de akte van betekening. Het kan ook worden gedaan door een akte betekend zoals bepaald is in artikel 187.]

Het verzet brengt van rechtswege dagvaarding mee tegen de eerste terechtzitting na het verstrijken van de termijnen en wordt als ongedaan beschouwd, indien de eiser in verzet niet verschijnt.

Het eerste lid aldus vervangen bij art. 2 van de wet van 9 maart 1908.

152. [De beklagde, de burgerrechtelijk aansprakelijke partij en de burgerlijke partij verschijnen persoonlijk of in de persoon van een advocaat, houder van de stukken.

De rechtbank kan de persoonlijke verschijning bevelen, zonder dat tegen haar beslissing enig rechtsmiddel kan worden ingesteld.

Het vonnis dat deze verschijning beveelt, wordt ten verzoeken van het openbaar ministerie aan de betrokken partij betekend, met dagvaarding om te verschijnen op de door de rechtbank vastgestelde datum. Verschijnt zij niet, dan wordt vonnis bij verstek gewezen.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 16 februari 1961.

153. De behandeling van iedere zaak is openbaar, op straffe van nietigheid.

Zij geschiedt in de volgende orde :

De processen-verbaal, zo die er zijn, worden door de griffier voorgelezen;

De getuigen, indien het openbaar ministerie of de burgerlijke partij er heeft opgeroepen, worden gehoord zo daartoe grond bestaat; de burgerlijke partij neemt haar conclusie;

De gedaagde draagt zijn verdediging voor en doet zijn getuigen horen, indien hij er heeft meegebracht of doen dagvaarden en indien hij overeenkomstig het volgende artikel gerechtigd is om die voor te brengen;

Het openbaar ministerie vat de zaak samen en neemt zijn conclusie; de gedaagde partij kan haar opmerkingen voordragen.

[...]

Het laatste lid opgeheven bij art. 1 van deze wet.

154. De overtredingen worden bewezen hetzij door processen-verbaal of verslagen, hetzij door getuigen bij ontstentenis van verslagen en processen-verbaal of tot staving ervan.

Niemand wordt, op straffe van nietigheid, toegelaten om door getuigen bewijs te leveren boven of tegen de inhoud van de processen-verbaal of verslagen van de officieren van politie aan wie de wet bevoegdheid verleent om wanbedrijven of overtredingen vast te stellen zolang er geen betichting van valsheid is. De processen-verbaal en verslagen daarentegen, opgemaakt door agenten, aangestelden of officieren aan wie de wet niet het recht verleent om geloofd te worden zolang er geen betichting van valsheid is, kunnen bestreden worden met tegenbewijzen, hetzij door geschrift hetzij door getuigen, indien de rechtbank het geraden oordeelt ze toe te laten.

155. De getuigen doen ter terechtzitting, op straffe van nietigheid, de eed dat zij de gehele waarheid en niets dan de waarheid zullen zeggen; de griffier houdt daarvan aantekening, evenals van hun naam, voornamen, leeftijd, beroep en woonplaats, alsmede van hun voornaamste verklaringen.

156. De bloedverwanten van de beklagde in de opgaande of de nederdalende lijn, zijn broeders en zusters of aanverwanten in dezelfde graad, de vrouw of haar man, zelfs nadat echtscheiding is uitgesproken, worden niet opgeroepen of toegelaten om te getuigen, zonder dat evenwel het horen van de voormelde personen nietigheid kan teweegbrengen, wanneer het openbaar ministerie, de burgerlijke partij noch de beklagde zich ertegen hebben verzet dat zij gehoord werden.

157. De getuigen die aan de dagvaarding niet voldoen, kunnen ertoe gedwongen worden door de rechtbank, die, te dien einde en op vordering van het openbaar ministerie, hen op dezelfde terechtzitting wegens een eerste niet-verschijning veroordeelt tot geldboete en, in geval van een tweede niet-verschijning, tot lijfswang.

158. De getuige die aldus tot geldboete is veroordeeld wegens een eerste niet-verschijning, en die na een tweede dagvaarding wettige redenen van verschoning voor de rechtbank voorlegt, kan op de conclusie van het openbaar ministerie van de geldboete worden ontheven.

Indien de getuige niet opnieuw gedagvaard wordt, kan hij op de volgende terechtzitting in persoon of bij een bijzonder gemachtigde vrijwillig verschijnen om zijn redenen van verschoning voor te leggen en, zo daartoe grond bestaat, ontheffing van de geldboete te verkrijgen.

159. Indien het feit noch een wanbedrijf, noch een overtreding oplevert, vernietigt de rechtbank de dagvaarding en alles wat erop gevolgd is, en zij beslist bij hetzelfde vonnis over de vorderingen tot schadevergoeding.

160. Indien het feit een misdrijf oplevert, waarop een correctionele straf of een zwaardere straf gesteld is, verwijst de rechtbank de partijen naar de procureur des Konings.

161. Indien de beklagde schuldig bevonden wordt aan een overtreding, spreekt de rechtbank de straf uit en beslist bij hetzelfde vonnis over de vorderingen tot teruggave en tot schadevergoeding.

162. [Ieder veroordelend vonnis, uitgesproken tegen de beklagde en tegen de personen die voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijk zijn, verwijst hen in de kosten, zelfs jegens de openbare partij.

De burgerlijke partij die in het ongelijk wordt gesteld, kan worden veroordeeld in de kosten jegens de Staat en jegens de beklagde of in een gedeelte ervan. Zij wordt veroordeeld in alle kosten door de Staat en door de beklagde gemaakt, wanneer zij het initiatief tot de rechtstreekse dagvaarding heeft genomen of wanneer een onderzoek is geopend ten gevolge van haar optreden als burgerlijke partij. De kosten worden door het vonnis bepaald.]

Aldus vervangen bij art. 1, a, van de wet van 25 oktober 1950.

163. [Ieder veroordelend eindvonnis wordt met redenen omkleed, de toegepaste wetsbepaling wordt ter terechtzitting door de rechter aangewezen. Van deze aanwijzing wordt in het vonnis melding gemaakt, op straffe van geldboete van vijftientwintig frank ten laste van de griffier.]

[...]

Het eerste lid aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 2 januari 1924, het tweede lid opgeheven ingevolge art. 5 van de wet van 1 mei 1949.

164. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

165. Het openbaar ministerie en de burgerlijke partij vervolgen de tenuitvoerlegging van het vonnis, ieder wat hem betreft.

§ II.

[Bepalingen betreffende het verval van de strafvordering voor sommige misdrijven, tegen betaling van een geldsom]

(Het opschrift aldus vervangen bij art. 4 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935).

166. [Voor ieder tot zijn bevoegdheid behorend misdrijf, [buiten het geval dat het feit aan een ander een niet definitief vergoede schade heeft veroorzaakt], kan het openbaar ministerie bij de politierechtbank, indien het meent enkel geldboete ofwel enkel geldboete en verbeurdverklaring te moeten vorderen, de overtreder verzoeken binnen een termijn en volgens de modaliteiten die het bepaalt, een som die het vaststelt, te storten in handen van de ontvanger der registratie. Die termijn is ten minste acht dagen en ten hoogste drie maanden, indien het een overtreding betreft. Hij is ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden, indien het een wanbedrijf betreft; in dit geval kan de termijn tot twaalf maanden worden verlengd, wanneer bijzondere omstandigheden het nodig maken.

[De bij het vorige lid bedoelde som bedraagt niet meer dan het maximum van de wettelijke geldboete, verhoogd met de opdecimen, en niet minder dan honderd frank.] Wanneer het misdrijf kosten van analyse of van deskundig onderzoek heeft veroorzaakt, kan de bepaalde som worden verhoogd met het bedrag van die kosten of met een gedeelte ervan; het gedeelte van de som dat gestort is om die kosten te dekken, wordt toegewezen aan de instelling die de kosten heeft gedragen.

Ingeval de bepalingen van de vorige leden worden toegepast op een misdrijf dat aanleiding geeft tot verbeurdverklaring, moet de overtreder, op verzoek van het openbaar ministerie en binnen de termijn bepaald krachtens het eerste lid, verklaren afstand te doen van de aan verbeurdverklaring onderworpen voorwerpen en, indien die voorwerpen niet in beslag zijn genomen, ze afgeven op de plaats door het openbaar ministerie aangewezen.

De betaling en in voorkomend geval de afstand of de afgifte in het vorige lid voorgeschreven doen de strafvordering vervallen, mits zij binnen de bepaalde termijn plaatshebben.

De ontvanger der registratie geeft aan het openbaar ministerie kennis van de betaling.

De in dit artikel bedoelde verzoeken worden gedaan bij een ter post aangetekend schrijven of door middel van een schriftelijke waarschuwing, overhandigd door een agent van de openbare macht.]

Het eerste lid vervangen bij art. 1 van het K.B. nr. 7 van 21 juni 1939 en daarna aldus gewijzigd bij art. 1, § 1, van de wet van 7 juni 1949, het tweede lid vervangen bij art. 2 van het K.B. nr. 7 van 21 juni 1939 en daarna aldus gewijzigd bij art. 1, § 2, van de wet van 7 juni 1949, het derde, het vierde, het vijfde en het zesde lid aldus vervangen bij art. 4 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935.

167. [Het recht, bij artikel 166 aan de ambtenaar van het openbaar ministerie toegekend, kan niet meer worden uitgeoefend, wanneer de zaak reeds bij de rechtbank aanhangig is gemaakt door een dagvaarding of een oproeping of wanneer van de onderzoeksrechter het instellen van een onderzoek is gevorderd.]

Aldus vervangen bij art. 4 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935.

168. [In de uitoefening van het recht bij artikel 166 bepaald staan de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken onder de leiding van de procureur des Konings, onverminderd het toezicht van de procureur-generaal bij het hof van beroep.]

Aldus vervangen bij art. 4 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935.

169. [Het bij artikel 166 bepaalde recht behoort ook, ten aanzien van dezelfde misdrijven, aan de ambtenaren van het openbaar ministerie bij het militair gerecht, en, ten aanzien van de personen bedoeld in de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van Strafvordering en in artikel 10 van de wet van 20 april 1810, aan de procureur-generaal bij het hof van beroep.]

Aldus vervangen bij art. 2 van de wet van 7 juni 1949.

170-171. [...]

Opgeheven bij art. 4 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935.

§ III.

Hoger beroep van politievonnissen

172. [Tegen de vonnissen gewezen door de politierechtbanken staat in alle gevallen hoger beroep open.

Het beroep wordt ingesteld, behandeld en uitgewezen in dezelfde vorm als het beroep tegen de correctionele vonnissen.

De termijn, bij artikel 174 van het Wetboek van Strafvordering gesteld, gaat in op de dag van de uitspraak van het vonnis, of van de betekening indien het vonnis bij vertek gewezen is.]

Aldus vervangen door art. 5 van de wet van 1 mei 1849, gewijzigd bij de wet van 31 mei 1955. Zie art. 1 van deze wet.

173. Het hoger beroep schorst de tenuitvoerlegging.

[De vonnissen over de strafvordering, buiten die van veroordeling, vrijspraak of ontslag van rechtsvervolg, alsook de vonnissen over de burgerlijke rechtsvordering kunnen echter bij een speciaal gemotiveerde beslissing uitvoerbaar verklaard worden bij voorraad niettegenstaande hoger beroep.]

Het tweede lid toegevoegd bij art. 3, § 1, van het K.B. nr. 258 van 24 maart 1936.

174. [Het hoger beroep van de vonnissen, door de politierechtbank gewezen, wordt voor de correctionele rechtbank gebracht.

Het wordt ingesteld binnen dezelfde termijnen, onder dezelfde voorwaarden en in dezelfde vorm als het hoger beroep van de vonnissen door de correctionele rechtbank gewezen.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 31 mei 1955.

175. Wanneer de procureur des Konings of een van de partijen het in hoger beroep vordert, kunnen de getuigen opnieuw worden gehoord en kunnen zelfs andere getuigen gehoord worden.

176. De bepalingen van de voorgaande artikelen betreffende de wettelijke vorm van het onderzoek, de aard van de bewijzen, de vorm, de authenticiteit en de ondertekening van het eindvonnis, de veroordeling in de kosten, alsook de straffen in die artikelen bepaald, gelden eveneens voor de vonnissen in hoger beroep gewezen door de correctionele rechtbanken.

177. Het openbaar ministerie en de partijen kunnen, indien daartoe grond bestaat, zich in cassatie voorzien tegen de vonnissen gewezen [...] door de correctionele rechtbank in hoger beroep van politievonnissen.

De voorziening wordt ingesteld in de vorm en binnen de termijnen die zullen worden voorgeschreven.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

178. In het begin van ieder kwartaal bezorgen de vrederechters [...] aan de procureur des Konings een uittreksel uit de politievonnissen in het vorige kwartaal gewezen en waarbij gevangenisstraf is uitgesproken. Dat uittreksel wordt door de griffier kosteloos afgegeven.

De procureur des Konings legt het neer op de griffie van de correctionele rechtbank.

Hij doet daarvan een beknopt verslag aan de procureur-generaal bij het hof van beroep.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK II

Correctionele rechtbanken

179. [Onverminderd de bevoegdheid verleend aan andere rechtscolleges, nemen de rechtbanken van eerste aanleg, onder de naam van correctionele rechtbanken, kennis van alle misdrijven waarvan de straf hoger is dan gevangenisstraf van zeven dagen en geldboete van vijftientwintig frank.]

Aldus vervangen bij art. 1 van deze wet.

180. [Voor ieder tot zijn bevoegdheid behorend misdrijf dat strafbaar is hetzij met geldboete, hetzij met gevangenisstraf van ten hoogste één maand, hetzij met beide straffen, en buiten het geval dat het feit aan een ander een niet definitief vergoede schade heeft veroorzaakt, kan de procureur des Konings, indien hij meent enkel geldboete, ofwel enkel geldboete en verbeurdverklaring te moeten vorderen, de dader verzoeken binnen een termijn en volgens de modaliteiten die hij bepaalt, een som die hij vaststelt, te storten in handen van de ontvanger der registratie.

Wanneer de dader vóór het misdrijf nooit is veroordeeld tot een criminele straf of tot een niet voorwaardelijke correctionele gevangenisstraf, kan de procureur des Konings het bij het vorige lid bepaalde recht uitoefenen in alle gevallen waarin het maximum van de bij de wet bepaalde gevangenisstraf niet meer bedraagt dan drie maanden, en in het geval van de misdrijven omschreven bij de artikelen 418 en 420 van het Strafwetboek.

De termijn waarbinnen de bepaalde som moet worden betaald, is ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden; hij kan bij uitzondering verlengd worden tot de twaalfde maand.

Er zal worden gehandeld overeenkomstig artikel 166, tweede lid en volgende leden.]

Het eerste lid aldus vervangen bij art. 3 van de wet van 7 juni 1949, het tweede lid bij het enige artikel van de wet van 30 december 1957, het derde en het vierde lid bij art. 3 van de wet van 7 juni 1949.

180bis. [Het recht, bij artikel 180 aan de procureur des Konings toegekend, kan niet worden uitgeoefend wanneer de zaak reeds bij de rechtbank aanhangig is gemaakt door een dagvaarding, door een verschijning ingevolge een oproeping, of wanneer van de onderzoeksrechter het instellen van een onderzoek is gevorderd.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 7 juni 1949.

180ter. [Het bij artikel 180 bepaalde recht behoort ook, ten aanzien van dezelfde misdrijven, aan de ambtenaren van het openbaar ministerie bij het militaire gerecht en, ten aanzien van de personen bedoeld in de artikelen 479 en 483 van het Wetboek van Strafvordering en in artikel 10 van de wet van 20 april 1810, aan de procureur-generaal bij het hof van beroep.]

Aldus vervangen bij art. 5 van de wet van 7 juni 1949.

181. Indien een wanbedrijf in de gehoorzaal begaan wordt gedurende de terechtzitting, maakt de voorzitter proces-verbaal op van het feit, hoort de beklaagde en de getuigen, en de rechtbank legt zonder verwijl de bij de wet bepaalde straffen op.

Deze bepaling is van toepassing op de wanbedrijven in de gehoorzaal begaan gedurende de terechtzittingen van onze hoven, en zelfs gedurende de terechtzittingen van de burgerlijke rechtbank, onverminderd hoger beroep, als naar recht, van de vonnissen, in die gevallen gewezen door de burgerlijke of de correctionele rechtbanken.

182. De zaken die tot de bevoegdheid van de correctionele rechtbank behoren, worden bij haar aanhangig gemaakt, hetzij door de verwijzing naar die rechtbank overeenkomstig de artikelen 130 en 160 hiervoran, hetzij door een dagvaarding, rechtstreeks aan de verdachte en aan de voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijke personen gedaan door de burgerlijke partij, [...], en, in alle gevallen, door de procureur des Konings.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

183. De burgerlijke partij kiest bij de akte van dagvaarding woonplaats in de stad waar de rechtbank zitting houdt; de dagvaarding doet opgave van de feiten en geldt als klacht.

184. [Een termijn van ten minste tien dagen, die in voorkomend geval verlengd wordt wegens de afstand, moet tussen de dagvaarding en de verschijning gelaten worden, op straffe van nietigheid van de veroordeling die bij verstek tegen de gedaagde mocht worden uitgesproken.]

Deze nietigheid kan echter niet worden ingeroepen dan op de eerste terechtzitting en vóór alle exceptie of verweer.

Wanneer de verdachte of een der verdachten zich in voorlopige hechtenis bevindt, kunnen de termijnen worden verkort en de partijen gedagvaard om te verschijnen binnen een termijn die niet korter mag zijn dan drie dagen.

In andere dringende gevallen kan dezelfde verkorting toegestaan worden krachtens een door de voorzitter van de rechtbank verleende cedel.]

Aldus vervangen bij art. 2 van de wet van 27 februari 1956.

185. [§ 1. De burgerlijke partij en de burgerrechtelijk aansprakelijke partij verschijnen persoonlijk of in de persoon van een pleitbezorger of van een advocaat, houder van de stukken.

§ 2. De beklagde verschijnt persoonlijk. Hij kan zich echter door een pleitbezorger of door een advocaat, houder van de stukken, laten vertegenwoordigen in zaken betreffende misdrijven waarop geen hoofdgevangenisstraf is gesteld, of in debatten die slechts betrekking hebben op een exceptie, op een tussengeschied van de zaak zelf niet raakt, of op de burgerlijke belangen.

De rechtbank kan altijd toestaan dat de beklagde zich laat vertegenwoordigen wanneer hij aantoonde dat het hem onmogelijk is persoonlijk te verschijnen.

§ 3. In elke stand van het geding kan de rechtbank de persoonlijke verschijning bevelen, zonder dat tegen haar beslissing enig rechtsmiddel kan worden ingesteld.

Het vonnis dat deze verschijning beveelt, wordt ten verzoeken van het openbaar ministerie aan de betrokken partij betekend, met dagvaarding om te verschijnen op de door de rechtbank vastgestelde datum. Verschijnt zij niet, dan wordt vonnis bij verstek gewezen.]

Aldus vervangen bij art. 2 van de wet van 16 februari 1961.

186. Indien de beklagde niet verschijnt, wordt hij bij verstek gevonnisd.

187. [Hij die bij verstek is veroordeeld, kan tegen het vonnis in verzet komen binnen een termijn van tien dagen [...] na de dag waarop het is betekend.]

Is de betekening van het vonnis niet aan de beklagde in persoon gedaan, dan kan deze, wat de veroordelingen tot straf betreft, in verzet komen binnen een termijn van tien dagen [...] na de dag waarop hij van de betekening kennis heeft gekregen en, indien het niet blijkt dat hij daarvan kennis heeft gekregen, totdat de termijnen van verjaring van de straf verstreken zijn. Wat de burgerrechtelijke veroordelingen betreft, kan hij in verzet komen tot de tenuitvoerlegging van het vonnis.

De burgerlijke partij en de burgerrechtelijk aansprakelijke partij kunnen alleen in verzet komen overeenkomstig de bepaling van het eerste lid.

Het verzet wordt betekend aan het openbaar ministerie en aan de andere partijen in de zaak.

Indien het verzet niet is betekend binnen een termijn van tien dagen na de betekening van het vonnis, [...] kunnen de veroordelingen ten uitvoer gelegd worden; ingeval hoger beroep is ingesteld door de vervolgende partijen of door een van hen, kan de behandeling in hoger beroep voortgang vinden.

Ten gevolge van het verzet wordt de veroordeling voor niet bestaande gehouden; de door het verzet veroorzaakte kosten en uitgaven, met inbegrip van de kosten van uitgifte en van betekening van het vonnis, blijven evenwel ten laste van de eiser in verzet, indien het verstek aan hem te wijten is.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 9 maart 1908; het eerste, het tweede en het vijfde lid, daarna aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

188. [Het verzet brengt van rechtswege dagvaarding mee tegen de eerstkomende terechtzitting na het verstrijken van een termijn van tien dagen, of van drie dagen indien de eiser in verzet zich in hechtenis bevindt.]

Het wordt als ongedaan beschouwd indien de eiser in verzet niet verschijnt, en het vonnis, op het verzet gewezen, kan door de partij die verzet heeft gedaan, alleen worden bestreden door hoger beroep, zoals verder wordt bepaald.

De rechtbank kan, indien daartoe grond bestaat, een voorschot verlenen, en die beslissing is uitvoerbaar niettegenstaande hoger beroep.]

Aldus vervangen bij art. 3 van de wet van 27 februari 1956.

189. Het bewijs van de wanbedrijven wordt geleverd op de wijze als bij de artikelen 154, 155 en 156 hiervoren bepaald is ten aanzien van de overtredingen. De bepalingen van de artikelen 157, 158, 159, 160 en 161 gelden ook voor de correctionele rechtbanken.

190. De behandeling geschiedt in het openbaar, op straffe van nietigheid.

De procureur des Konings, de burgerlijke partij of haar raadsman, [...] zetten de zaak uiteen; de processen-verbaal of verslagen, indien er opgemaakt zijn, worden door de griffier voorgelezen; de getuigen voor en tegen worden gehoord, indien daartoe grond bestaat, en de wrakingen worden voorgedragen en er wordt over beslist; de stukken die tot overtuiging of tot ontlasting kunnen dienen, worden aan de getuigen en aan de partijen vertoond; de beklagde wordt ondervraagd; de beklagde en de burgerrechtelijk aansprakelijke personen dragen hun verdediging voor; de procureur des Konings vat de zaak samen en neemt zijn conclusie; de beklagde en de voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijke personen kunnen antwoorden.

Het vonnis wordt onmiddellijk of ten laatste op [de terechtzitting volgende op die waarop de debatten gesloten zijn verklaard], uitgesproken.

Het tweede en het derde lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

191. Indien het feit noch een wanbedrijf noch een overtreding oplevert, vernietigt de rechtbank het onderzoek, de dagvaarding en alles wat erop gevolgd is, ontslaat de beklagde van rechtsvervolg en beslist over de vorderingen tot schadevergoeding.

192. [Indien het feit slechts een overtreding oplevert of een wanbedrijf waarvan de kennisgeving bij artikel 138 [...] aan de politierechter is opgedragen, past de rechtbank de straf toe en beslist in voorkomend geval over de schadevergoeding.]

[...]

Het eerste lid aldus vervangen bij art. 2 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935, daarna aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet. Het tweede lid opgeheven bij art. 2 van het K.B. nr. 59 van 10 januari 1935.

193. Indien het feit strafbaar is met een criminele straf, kan de rechtbank terstond het bevel tot bewaring of het bevel tot aanhouding verlenen; zij verwijst de beklagde naar de bevoegde onderzoeksrechter.

194. [Over de kosten wordt beslist overeenkomstig de regels gesteld in artikel 162.]

Aldus vervangen bij art. 1, b, van de wet van 25 oktober 1950.

195. In het beschikkende gedeelte van ieder veroordelend vonnis worden de feiten vermeld waaraan de gedaagden schuldig of waarvoor zij aansprakelijk geoordeeld worden, alsook de straf en de burgerlijke veroordelingen.

[De toegepaste wetsbepaling wordt ter terechtzitting door de voorzitter aangewezen; van deze aanwijzing wordt in het vonnis melding gemaakt, op straffe van geldboete van vijftig frank ten laste van de griffier.]

Het tweede lid aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 2 januari 1924.

196. [...]

De griffiers die een uitgifte van een vonnis afgeven voordat het ondertekend is, worden vervolgd als schriftvervalsers.

[...]

Het eerste en het derde lid opgeheven bij art. 1 van deze wet. Zie ook de artt. 165 en 167 van de wet van 18 juni 1869.

197. Het vonnis wordt ten uitvoer gelegd op verzoek van de procureur des Konings en van de burgerlijke partij, ieder wat hem betreft.

De vervolgingen tot invordering van geldboeten en van verbeurd-verklaarde zaken worden evenwel in naam van de procureur des Konings gedaan door de [directeur van registratie en domeinen].

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

198. De procureur des Konings is gehouden binnen vijftien dagen na de uitspraak een uittreksel uit het vonnis te doen toekomen aan de procureur-generaal.

199. Tegen de vonnissen gewezen in correctionele zaken staat hoger beroep open.

200.

[Het hoger beroep van de vonnissen gewezen door de correctionele rechtbanken wordt gebracht voor het hof van beroep van het rechtsgebied.]

Aldus vervangen door art. 6 van de wet van 1 mei 1849. Zie art. 1 van deze wet.

201. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

202.

[Het recht om hoger beroep in te stellen tegen de vonnissen gewezen door de politierechtbanken en de correctionele rechtbanken behoort :

1° Aan de beklaagde en aan de burgerrechtelijk aansprakelijke partij;

2° Aan de burgerlijke partij, alleen wat haar burgerlijke belangen betreft;

3° Aan het bosbeheer;

4° Aan het openbaar ministerie bij het hof of de rechtbank die over het beroep uitspraak moet doen;

5° In correctionele zaken, aan de procureur des Konings.]

Aldus vervangen door art. 7 van de wet van 1 mei 1849. Zie art. 1 van deze wet.

203. [§ 1. Behoudens de uitzondering van artikel 205 hierna, vervalt het recht van hoger beroep, indien de verklaring van hoger beroep niet gedaan is op de griffie van de rechtbank die het vonnis heeft gewezen, uiterlijk tien dagen na de dag van de uitspraak en indien het vonnis bij verstek is gewezen, uiterlijk tien dagen na de dag van de betekening ervan aan de veroordeelde partij of aan haar woonplaats.

§ 2. Is het hoger beroep tegen de burgerlijke partij gericht, dan beschikt deze over een bijkomende termijn van vijf dagen om hoger beroep in te stellen tegen de beklaagden en de burgerrechtelijk aansprakelijke personen die zij in de zaak wil doen blijven, onverminderd haar recht incidenteel beroep in te stellen overeenkomstig § 4.

§ 3. Gedurende die termijnen en gedurende de rechtspleging in hoger beroep wordt de tenuitvoerlegging van het vonnis geschorst. De vonnissen over de strafvordering, buiten die van veroordeling, vrijpraak of ontslag van rechtsvervolg, alsook de vonnissen over de burgerlijke rechtsvordering kunnen echter bij een speciaal gemotiveerde beslissing uitvoerbaar verklaard worden bij voorraad niettegenstaande hoger beroep.

§ 4. In alle gevallen waarin de burgerlijke rechtsvordering gebracht wordt voor de rechter in hoger beroep, kan de gedaagde bij een op de terechtzitting genomen conclusie incidenteel beroep instellen zolang de debatten in hoger beroep niet gesloten zijn.]

Aldus vervangen bij art. 2 van de wet van 31 mei 1955.

203bis. [De beklaagde, de burgerrechtelijk aansprakelijke partij en de burgerlijke partij kunnen hoger beroep instellen, hetzij in persoon, hetzij door een pleitbezorger of door een advocaat, houder van de stukken.]

Ingevoegd bij art. 4 van de wet van 16 februari 1961.

204. Het verzoekschrift dat de middelen van beroep inhoudt, kan binnen dezelfde termijn op dezelfde griffie ingediend worden; het wordt ondertekend door de eiser in beroep of door een pleitbezorger, of door een ander bijzonder gemachtigde.

In dit laatste geval wordt de volmacht bij het verzoekschrift gevoegd.

Dit verzoekschrift kan ook rechtstreeks worden ingediend op de griffie van de rechtbank waarvoor het hoger beroep wordt gebracht.

205.

[Het openbaar ministerie bij het hof of de rechtbank die van het beroep kennis moet nemen, moet, op straffe van verval, binnen vijftien dagen te rekenen van de uitspraak van het vonnis zijn beroep betekenen, hetzij aan de beklaagde, hetzij aan de voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijke partij. Het exploit bevat dagvaarding binnen [veertig dagen] te rekenen van hetzelfde tijdstip.]

Aldus vervangen door art. 8 van de wet van 1 mei 1849, daarna aldus gewijzigd bij art. 4 van de wet van 27 februari 1956. Zie art. 1 van deze wet.

206. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet. Zie art. 21 van de wet van 20 april 1874.

207. Het verzoekschrift, indien het op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg is ingediend, en de stukken worden door de procureur des Konings aan de griffie van het hof [...] waarvoor het beroep gebracht zal worden, gezonden binnen vierentwintig uren na de verklaring op de griffie of na de afgifte van de betekening van het beroep.

Hij tegen wie het vonnis is gewezen, wordt, indien hij zich in hechtenis bevindt, binnen dezelfde termijn en op bevel van de procureur des Konings overgebracht naar het huis van arrest van de plaats waar de zetel is van het hof [...] dat over het beroep uitspraak zal doen.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

208. [Tegen de arresten, in hoger beroep bij verstek gewezen, kan in verzet worden gekomen in dezelfde vorm en binnen dezelfde termijnen als tegen de verstekvonnissen van de correctionele rechtbanken.

Het verzet brengt van rechtswege dagvaarding mee tegen de eerstkomende terechtzitting na het verstrijken van een termijn van tien dagen, of van drie dagen indien de eiser in verzet zich in hechtenis bevindt.

Het wordt als ongedaan beschouwd indien de eiser in verzet niet verschijnt, en het arrest, op het verzet gewezen, kan door de partij die verzet heeft gedaan, alleen worden bestreden voor het Hof van Cassatie.]

Aldus vervangen bij art. 3 van de wet van 27 februari 1956.

209. Over het hoger beroep wordt binnen een maand uitspraak gedaan ter terechtzitting, op een verslag door een van de rechters uitgebracht.

210. Na het verslag en voordat de verslaggever en de rechters hun gevoelen uiten, worden de beklaagde, onverschillig of hij vrijgesproken dan wel veroordeeld is, de voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijke personen, de burgerlijke partij en de procureur-generaal gehoord [over de nauwkeurig bepaalde grieven die tegen het vonnis worden ingebracht, en zulks in de door de rechter te bepalen volgorde. De beklaagde heeft, indien hij het vraagt, altijd het laatste woord.]

Aldus gewijzigd bij art. 4 van het K.B. nr. 258 van 24 maart 1936.

211. De bepalingen van de voorgaande artikelen betreffende de wettelijke vormen van het onderzoek, de aard van de bewijzen, de vorm, de authenticiteit en de ondertekening van het eindvonnis in eerste aanleg, de veroordeling in de kosten, alsook de straffen in die artikelen bepaald, gelden eveneens voor de vonnissen in hoger beroep gewezen.

212. Indien het vonnis wordt teniet gedaan omdat het feit door geen enkele wet wordt beschouwd als wanbedrijf of overtreding, ontslaat het hof [...] de beklaagde van rechtsvervolg en beslist in voorkomend geval over de schadevergoeding te zijnen behoeve.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

213. Indien het vonnis wordt teniet gedaan, omdat het feit slechts een overtreding oplevert, en indien [de openbare of de burgerlijke partij] de verwijzing niet hebben gevraagd, spreekt het hof [...] de straf uit en beslist in voorkomend geval eveneens over de schadevergoeding.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

214. Indien het vonnis wordt teniet gedaan, omdat het misdrijf strafbaar is met een criminele straf, verleent het hof [...], zo daartoe grond bestaat, een bevel tot bewaring of zelfs een bevel tot aanhouding, en verwijst de beklaagde naar de bevoegde openbare ambtenaar, die echter een andere zal zijn dan degene die het vonnis heeft gewezen of het onderzoek heeft gedaan.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

215. Indien het vonnis wordt teniet gedaan wegens schending of niet hersteld verzuim van vormen, door de wet voorgeschreven op straffe van nictigheid, beslist het hof [...] mede over de zaak zelf.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

216. De burgerlijke partij, de beklaagde, de openbare partij, de voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijke personen kunnen zich tegen het vonnis in cassatie voorzien.

TITEL II

Zaken die aan de jury moeten worden onderworpen

EERSTE HOOFDSTUK

Inbeschuldigingstelling

217. De procureur-generaal bij het hof van beroep is gehouden de zaak in gereedheid te brengen binnen vijf dagen na ontvangst van de stukken die hem zijn toegezonden ter voldoening aan artikel 133 of aan artikel 135, en uiterlijk binnen de volgende vijf dagen verslag te doen.

Ondertussen kunnen de burgerlijke partij en de verdachte zodanige memories indienen als zij dienstig achten, zonder dat het uitbrengen van het verslag mag worden vertraagd.

218. Een kamer van het hof van beroep, daartoe bepaaldelijk samengesteld, is gehouden ten minste eens in de week in raadkamer te vergaderen om het verslag van de procureur-generaal te horen en over zijn vorderingen te beslissen.

219. De voorzitter is gehouden zorg te dragen dat de kamer uiterlijk binnen drie dagen na het verslag van de procureur-generaal uitspraak doet.

220. Indien de zaak behoort tot die welke voorbehouden zijn [...] aan het Hof van Cassatie, is de procureur-generaal gehouden de schorsing en de verwijzing te vorderen en is de kamer gehouden die te bevelen.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

221. Behoudens het geval van het vorige artikel, onderzoeken de rechters of er tegen de verdachte bewijzen of aanwijzingen bestaan omtrent een feit, door de wet misdadig genoemd, en of die bewijzen of aanwijzingen sterk genoeg zijn om de inbeschuldigingstelling uit te spreken.

222. De griffier doet aan de rechters, in tegenwoordigheid van de procureur-generaal, voorlezing van alle stukken van het geding; deze worden daarna ter tafel gelaten, met de door de burgerlijke partij en de verdachte ingediende memories.

223. [De verdachte, de burgerlijke partij en hun raadslieden worden gehoord.

Te dien einde wordt het dossier, ten minste tien dagen vóór de verschijning, te hunner beschikking gesteld op de griffie. Zij mogen een afschrift ervan doen nemen.

De getuigen zullen niet verschijnen.

De burgerlijke partij en de verdachte kunnen zich laten vertegenwoordigen met inachtneming van de regels die gelden inzake verschijning voor de raadkamer.]

Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 19 augustus 1920, het vierde lid toegevoegd bij art. 3, § 2, van de wet van 16 februari 1961.

224. De procureur-generaal, na zijn schriftelijke en ondertekende vordering ter tafel te hebben neergelegd, verwijdt zich, evenals de griffier.

225. De rechters beraadslagen zonder verwijl en zonder met iemand in verbinding te komen.

226. Het hof beslist bij een en hetzelfde arrest over de samenhangende misdrijven waarvan de stukken terzelfdertijd zijn voorgelegd.

227. Misdrijven zijn samenhangend, hetzij wanneer zij tegelijkertijd gepleegd zijn door verscheidene personen te zamen, hetzij wanneer zij gepleegd zijn door verschillende personen, zelfs op onderscheiden tijdstippen en op onderscheiden plaatsen, maar ten gevolge van een door hen tevoren gemaakte afspraak, hetzij wanneer de schuldigen het ene misdrijf hebben gepleegd om zich de middelen te verschaffen tot het plegen van het andere, om de uitvoering ervan te vergemakkelijken of te voltooien, of om de straffeloosheid ervan te verzekeren.

228. De rechters kunnen zo nodig nieuwe onderzoeken bevelen.

Zij kunnen ook, indien daartoe redenen zijn, de overbrenging bevelen van de overtuigingsstukken die op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in bewaring zijn gebleven.

Alles binnen de kortst mogelijke tijd.

229. Indien het hof generlei spoor ontdekt van een door de wet bepaald misdrijf of indien het geen voldoende aanwijzingen van schuld vindt, beveelt het dat de verdachte in vrijheid zal worden gesteld; dit wordt dadelijk uitgevoerd, indien hij niet om een andere reden wordt gevangen gehouden.

Wanneer het hof in hetzelfde geval beslist over een verzet tegen de invrijheidstelling van de verdachte, door de eerste rechters uitgesproken, bevestigt het hun beschikking; dit wordt uitgevoerd zoals in het vorige lid bepaald is.

230. Indien het hof oordeelt dat de verdachte moet worden verwezen naar een politierechtbank of naar een correctionele rechtbank, spreekt het de verwijzing uit en wijst de rechtbank aan die van de zaak kennis moet nemen.

Wordt de verdachte verwezen naar een politierechtbank, dan wordt hij in vrijheid gesteld.

231. Indien het feit door de wet misdadig wordt genoemd, en het hof voldoende bezwaren aanwezig acht om de inbeschuldigingstelling te wettigen, [verwijst het de verdachte naar de assisen].

Indien het misdrijf in de beschikking tot gevangenneming verkeerd omschreven is, vernietigt het hof die beschikking en geeft een nieuwe.

Indien het hof bij het uitspreken van de inbeschuldigingstelling van de verdachte beslist over een verzet tegen zijn invrijheidstelling, vernietigt het de beschikking van de eerste rechters en geeft een beschikking tot gevangenneming.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

232. Telkens als het hof een beschikking tot gevangenneming geeft, handelt het overeenkomstig artikel 134, tweede lid.

233. De beschikking tot gevangenneming, door de eerste rechters of door het hof gegeven, wordt opgenomen in het arrest van inbeschuldigingstelling, welk arrest het bevel zal inhouden de beschuldigde te brengen naar het huis van justitie gevestigd bij het hof waarnaar hij verwezen wordt.

234. De arresten worden ondertekend door alle rechters die ze hebben gewezen; zij vermelden, op straffe van nietigheid, zowel de vordering van het openbaar ministerie als de naam van iedere rechter.

235. In alle zaken kunnen de hoven van beroep, zolang zij niet beslist hebben of de inbeschuldigingstelling dient te worden uitgesproken, om het even of de eerste rechters al dan niet een onderzoek hebben ingesteld, ambtshalve vervolgingen gelasten, zich de stukken doen overleggen, de zaak onderzoeken of doen onderzoeken, en daarna beschikken zoals het behoort.

236. In het geval van het vorige artikel treedt een van de leden van de kamer, waarvan sprake in artikel 218, als onderzoeksrechter op.

237. De rechter hoort de getuigen of geeft aan een van de rechters in de rechtbank van eerste aanleg binnen wier rechtsgebied zij wonen, opdracht om hun getuigenissen af te nemen, ondervraagt de verdachte, doet alle bewijzen of aanwijzingen die kunnen worden gewonnen, schriftelijk vaststellen en verleent aan geen gelang van de omstandigheden een bevel tot medebrenging, tot bewaring of tot aanhouding.

238. De procureur-generaal brengt verslag uit binnen vijf dagen nadat de met het onderzoek belaste rechter hem de stukken heeft bezorgd.

239. Voordien wordt geen beschikking tot gevangenneming gegeven; indien uit het onderzoek blijkt dat de verdachte naar het hof van assisen [...] of naar de correctionele rechtbank moet worden verwezen, bevat het arrest die beschikking of, indien de verdachte onder borgtocht in vrijheid is gelaten, de beschikking tot verschijning.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

240. De overige bepalingen van dit wetboek die niet in strijd zijn met de vijf vorige artikelen, zijn mede van toepassing.

241. In alle gevallen waarin de verdachte naar het hof van assisen [...] wordt verwezen, is de procureur-generaal gehouden een akte van beschuldiging op te stellen.

De akte van beschuldiging beschrijft : 1° de aard van het misdrijf dat aan de beschuldiging ten grondslag ligt; 2° het feit en alle omstandigheden die de straf kunnen verzwaren of verminderen; de beschuldigde wordt met name erin genoemd en duidelijk aangewezen.

De akte van beschuldiging eindigt met de volgende samenvatting :

Bijgevolg wordt N... beschuldigd die bepaalde doodslag, die bepaalde diefstal, of die andere bepaalde misdaad, met die en die omstandigheid, te hebben gepleegd.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

242. Het arrest van verwijzing en de akte van beschuldiging worden aan de beschuldigde betekend en van een en ander wordt hem afschrift gelaten.

243. Binnen vierentwintig uren na die betekening wordt de beschuldigde overgebracht van het huis van arrest naar het huis van justitie, gevestigd bij het hof waarvoor hij moet terechtstaan.

244. Indien de beschuldigde niet gevat kan worden of niet verschijnt, wordt tegen hem opgetreden als tegen een weerspannige aan de wet, zoals verder bepaald is in dit boek, titel IV, hoofdstuk II.

245. De procureur-generaal geeft bericht van het arrest van verwijzing naar het hof van assisen [...] zowel aan de burgemeester van de woonplaats van de beschuldigde, indien zij bekend is, als aan die van de plaats waar het misdrijf is gepleegd.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

246. De verdachte te wiens aanzien het hof van beroep beslist heeft dat er geen grond is om hem naar het hof van assisen [...] te verwijzen, kan wegens hetzelfde feit niet meer voor dat hof worden gebracht, tenzij nieuwe bezwaren zijn ingekomen.

Aldus gewijzigd ingevolge art. 1 van deze wet.

247. Als nieuwe bezwaren worden beschouwd de verklaringen van getuigen, de stukken en de processen-verbaal, die niet konden worden onderworpen aan het onderzoek van het hof van beroep en toch geschikt zijn om de bewijzen te versterken die het hof te zwak heeft bevonden, of om aangaande de feiten nadere gegevens te verstrekken die het vinden van de waarheid kunnen bevorderen.

248. In dat geval zendt de officier van gerechtelijke politie of de onderzoeksrechter onverwijld afschrift van de stukken en bezwaren aan de procureur-generaal bij het hof van beroep; op vordering van de procureur-generaal wijst de voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling de rechter aan, voor wie op vervolging van de ambtenaar van het openbaar ministerie een nieuw onderzoek zal plaatshebben overeenkomstig hetgeen voorgeschreven is.

Evenwel kan de onderzoeksrechter, indien er reden toe is, op grond van de nieuwe bezwaren en vóór hun verzending aan de procureur-generaal een bevel tot bewaring uitvaardigen tegen de verdachte die reeds in vrijheid mocht zijn gesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 229.

249. De procureur des Konings zendt om de acht dagen aan de procureur-generaal een staat van alle criminele, correctionele of politiezaken die zich hebben voorgedaan.

250. Wanneer de procureur-generaal in die staat correctionele of politiezaken vindt die kenmerken van een zwaarder misdrijf vertonen, kan hij binnen vijftien dagen na de ontvangst van de staat de overbrenging van de stukken bevelen; daarna binnen een andere termijn van vijftien dagen na de dag van de ontvangst van de stukken doet hij zodanige vorderingen als hij geraden acht, waarna het hof binnen drie dagen beschikt zoals het behoort.

HOOFDSTUK II

Vorming van de hoven van assisen

251-260. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

261. Beschuldigten die in het huis van justitie eerst zijn aangekomen na de opening van de assisen, kunnen slechts worden gevonnist wanneer de procureur-generaal het vordert, wanneer de beschuldigten erin toestemmen en wanneer de voorzitter het beveelt.

In dat geval worden de procureur-generaal en de beschuldigten geacht te hebben afgezien van het recht om een voorziening in te stellen tot vernietiging van het arrest van verwijzing naar het hof van assisen.

262. De arresten van het hof van assisen kunnen slechts worden bestreden door het rechtsmiddel van cassatie en in de vorm bij de wet bepaald.

263-264. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet. Zie art. 93 van de wet van 18 juni 1869.

265. De procureur-generaal kan, zelfs indien hij tegenwoordig is, zijn ambtsverrichtingen opdragen aan een van zijn substituten. Deze bepaling geldt voor het hof van beroep en voor het hof van assisen.

§ I.

Ambtsverrichtingen van de voorzitter.

266. De voorzitter is ermee belast : 1° de beschuldigde te verhoren bij zijn aankomst in het huis van justitie; 2° de gezworenen bijeen te roepen en de uitloting te doen.

Hij kan die verrichtingen aan een van de rechters opdragen.

267. Hij is er bovendien persoonlijk mee belast de gezworenen bij de uitoefening van hun taak te leiden, de zaak waarover zij moeten beraadslagen uiteen te zetten, zelfs hen op hun plicht te wijzen, het gehele onderzoek voor te zitten en te bepalen in welke volgorde het woord zal worden verleend aan hen die het vragen.

Hij is belast met de handhaving van de orde ter terechtzitting.

[Hij mag evenwel op voorbehouden plaatsen geen personen toelaten waarvan de tegenwoordigheid niet is verantwoord, hetzij door het onderzoek van de zaak of door de dienst bij de terechtzitting, hetzij wegens hun ambt of beroep].

Het derde lid toegevoegd bij het enige artikel van de wet van 18 augustus 1907.

268. De voorzitter bezit een discretionaire macht, krachtens welke hij alles vermag te doen wat hij nuttig acht om de waarheid te vinden; de wet schrijft hem voor naar eer en geweten al zijn krachten in te spannen om de waarheid aan de dag te brengen.

269. Hij kan in de loop van de debatten alle personen oproepen, zelfs bij bevel tot medebrenging, en hen verhoren, of zich alle nieuwe stukken doen brengen, die, volgens de nadere gegevens ter terechtzitting verstrekt door de beschuldigten of door de getuigen, naar zijn oordeel op het betwiste feit meer licht kunnen werpen.

De aldus opgeroepen getuigen worden niet beëdigd en hun verklaringen worden slechts als inlichtingen beschouwd.

270. Alles wat de debatten zou verlengen zonder hoop te geven op meer zekerheid omtrent de uitkomst, moet door de voorzitter worden afgewezen.

§ II.

[Ambtsverrichtingen van de procureur-generaal bij het hof van beroep]

Het opschrift aldus vervangen bij art. 1 van deze wet.

271. De procureur-generaal vervolgt, hetzij zelf, hetzij door zijn substituut, elke persoon die in beschuldiging gesteld is in de vorm voorgeschreven in het eerste hoofdstuk van deze titel. Hij mag geen andere beschuldiging voor het hof brengen op straffe van nietigheid, en, indien daartoe grond bestaat, kan tegen hem verhaal op de rechter worden ingesteld.

272. Zodra de procureur-generaal of zijn substituut de stukken ontvangen heeft, draagt hij er de grootste zorg voor dat de voorbereidende handelingen verricht worden en dat alles in gereedheid is om de debatten op het tijdstip van de opening van de assisen te kunnen beginnen.

273. Hij woont de debatten bij; hij vordert de toepassing van de straf; hij is tegenwoordig bij de uitspraak van het arrest.

274. De procureur-generaal geeft aan de procureur des Konings ambtshalve of op bevel van de minister van Justitie opdracht om de misdrijven waarvan hij kennis draagt, te vervolgen.

275. Hij ontvangt de aangiften en de klachten die rechtstreeks bij hem ingediend worden, hetzij door het hof van beroep, hetzij door een openbaar ambtenaar, hetzij door een gewoon burger, en hij tekent ze op in een register.

Hij doet ze aan de procureur des Konings toekomen.

276. Hij doet in naam van de wet alle vorderingen die hij nuttig oordeelt; het hof is gehouden hem akte ervan te verlenen en erover te beslissen.

277. De vorderingen van de procureur-generaal moeten door hem getekend worden; die welke gedaan worden in de loop van de debatten, worden door de griffier in zijn proces-verbaal opgenomen en eveneens door de procureur-generaal getekend; alle beslissingen waartoe die vorderingen aanleiding hebben gegeven, worden getekend door de rechter die heeft voorgezeten en door de griffier.

278. Wanneer het hof de vordering van de procureur-generaal niet inwilligt, wordt noch het onderzoek noch de uitspraak gestuit of geschorst, met dien verstande evenwel dat de procureur-generaal na het arrest zich in cassatie kan voorzien, indien daartoe grond bestaat.

279. Alle officieren van gerechtelijke politie, zelfs de onderzoeksrechters, staan onder toezicht van de procureur-generaal.

Al degenen die, volgens artikel 9 van dit wetboek, uit hoofde van een ambt, zelfs van een bestuursambt, door de wet belast zijn met het verrichten van sommige daden van gerechtelijke politie, staan, doch alleen in dit verband, onder hetzelfde toezicht.

280. De officieren van gerechtelijke politie en de onderzoeksrechters worden, in geval van nalatigheid, door de procureur-generaal gewaarschuwd; hij tekent deze waarschuwing op in een daartoe gehouden register.

281. In geval van herhaling klaagt de procureur-generaal hen aan bij het hof.

Met machtiging van het hof doet de procureur-generaal hen dagvaarden voor de raadkamer.

Het hof maant hen aan in het vervolg nauwgezet te zijn en veroordeelt hen in de kosten zowel van de dagvaarding als van de uitgifte en van de betekening van het arrest.

282. Herhaling bestaat wanneer de ambtenaar in enigerlei zaak opnieuw in gebreke wordt bevonden binnen een jaar te rekenen van de dag van de in het register opgetekende waarschuwing.

282bis. [De aanmaning, krachtens artikel 281 door het hof gedaan, evenals elke nieuwe waarschuwing door de procureur-generaal gegeven aan een commissaris voor gerechtelijke opdrachten of een gerechtelijk officier bij het parket, aan een commissaris van politie of een adjunct-commissaris van politie, aan een officier van de rijkswacht, aan een veldwachter of aan een boswachter, zelfs na verloop van een jaar te rekenen van de eerste waarschuwing, hebben het verlies van acht dagen wedde ten gevolge].

Ingevoegd bij het enige artikel van het K.B. nr. 275 van 30 maart 1936.

283. In alle gevallen waarin de procureurs des Konings en de voorzitters gemachtigd zijn om de ambtsverrichtingen van officier van gerechtelijke politie of van onderzoeksrechter waar te

nemen, kunnen zij aan de procureur des Konings, de onderzoeksrechter en de vrederechter, zelfs van een [rechterlijk arrondissement] gelegen nabij de plaats van het misdrijf, de ambtsverrichtingen waarmee zij onderscheidenlijk belast zijn, opdragen, met uitzondering van het verlenen tegen de verdachten van de bevelen tot medebrenging, tot bewaring en tot aanhouding.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

§ III.

284-290. [...].

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK III

Rechtspleging voor het hof van assisen

291. Wanneer de inbeschuldigingstelling is uitgesproken en over de zaak niet zal worden gevonnis in de plaats waar het hof van beroep zijn zetel heeft, worden de processtukken, op bevel van de procureur-generaal, binnen vierentwintig uren gezonden naar de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats der provincie of naar de griffie van de rechtbank die mocht zijn aangewezen.

In alle gevallen worden de overtuigingsstukken die in bewaring zijn gebleven op de griffie van de rechtbank waar het onderzoek heeft plaatsgehad of die overgebracht zijn naar de griffie van het hof van beroep, binnen dezelfde termijn verzameld op de griffie waar de processtukken moeten worden neergelegd.

292. De vierentwintig uren lopen van het ogenblik dat het arrest van verwijzing naar het hof van assisen aan de beschuldigde betekend is.

Indien de beschuldigde aangehouden is, wordt hij binnen dezelfde termijn overgebracht naar het huis van justitie van de plaats waar de assisen moeten worden gehouden.

293. Uiterlijk vierentwintig uren na het neerleggen van de stukken op de griffie en de aankomst van de beschuldigde in het huis van justitie, wordt deze ondervraagd door de voorzitter van het hof van assisen of door de rechter die de voorzitter daartoe heeft aangesteld.

294. Aan de beschuldigde wordt gevraagd te verklaren wie hij tot raadsman heeft gekozen om hem in zijn verdediging bij te staan; anders voegt de rechter hem dadelijk een raadsman toe, op straffe van nietigheid van alles wat zal volgen.

Die toevoeging wordt als ongedaan beschouwd en de nietigheid wordt niet uitgesproken, indien de beschuldigde een raadsman kiest.

295. De raadsman mag door de beschuldigde niet gekozen noch door de rechter aangewezen worden dan uit de advocaten of pleitbezorgers bij het hof van beroep of uit die van het rechtsgebied van het hof, tenzij de beschuldigde van de voorzitter van het hof van assisen verlof bekomt om een van zijn verwanten of vrienden tot raadsman te nemen.

296. De rechter waarschuwt bovendien de beschuldigde dat hij, ingeval hij meent redenen te hebben om een eis tot nietigheid in te stellen, zijn verklaring moet doen binnen de vijf volgende dagen en dat hij na verloop van deze termijn daartoe niet meer ontvankelijk is.

In een proces-verbaal wordt vastgesteld dat aan dit artikel en aan de twee vorige artikelen is voldaan; het proces-verbaal wordt ondertekend door de beschuldigde, de rechter en de griffier; indien de beschuldigde niet kan of niet wil tekenen, wordt daarvan in het proces-verbaal melding gemaakt.

297. Indien de beschuldigde niet gewaarschuwd is overeenkomstig het vorige artikel, wordt de nietigheid door zijn stilzwijgen niet gedekt; zijn rechten blijven onverkort en hij zal die kunnen doen gelden na het eindarrest.

298. De procureur-generaal is gehouden zijn verklaring te doen binnen dezelfde termijn, te rekenen van de ondervraging en op straffe van verval zoals in artikel 296 bepaald is.

299. De verklaring van de beschuldigde en die van de procureur-generaal moeten de grond van de eis tot nietigheid opgeven.

Die eis kan alleen worden ingesteld tegen het arrest van verwijzing naar het hof van assisen en zulks in de drie volgende gevallen :

- 1° Wanneer het feit geen misdaad is volgens de wet;
- 2° Wanneer het openbaar ministerie niet gehoord is;
- 3° Wanneer het arrest niet gewezen is door het bij de wet bepaalde aantal rechters.

300. De verklaring moet worden gedaan op de griffie.

Zodra de griffier de verklaring ontvangen heeft, doet de procureur-generaal bij het hof van beroep een uitgifte van het arrest toekomen aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, dat gehouden is, met voorrang boven alle andere zaken, uitspraak te doen.

301. Niettegenstaande de eis tot nietigheid, wordt het onderzoek voortgezet tot de debatten, deze niet inbegrepen.

302. De raadsman heeft vrij verkeer met de beschuldigde na zijn ondervraging.

Hij mag ook van alle stukken inzage nemen, ter plaatse en zonder het onderzoek te vertragen.

303. Indien nieuwe getuigen moeten worden gehoord en indien zij verblijven buiten de plaats waar het hof van assisen zitting houdt, kan de voorzitter of de rechter die hem vervangt, aan de onderzoeksrechter van het arrondissement waar zij verblijven, of zelfs van een ander arrondissement, opdracht geven om hun getuigenis af te nemen; de onderzoeksrechter zendt hun verklaringen gesloten en verzegeld aan de griffier die zijn ambt bij het hof van assisen moet uitoefenen.

304. De getuigen die op de dagvaarding van de voorzitter of van de door hem aangestelde rechter niet zijn verschenen en die niet hebben doen blijken dat zij wettig verhinderd waren of die weigeren hun getuigenis af te leggen, worden door het hof van assisen gevonnisst en overeenkomstig artikel 80 gestraft.

305. De raadsleden van de beschuldigten kunnen op hun kosten afschrift nemen of doen nemen van de processtukken die zij voor hun verdediging nuttig achten.

Aan de beschuldigten, hoe talrijk die ook zijn, wordt in elk geval slechts één enkel afschrift kosteloos afgegeven van de processen-verbaal tot vaststelling van het misdrijf, en van de schriftelijke verklaringen van de getuigen.

De voorzitters, de rechters en de procureur-generaal zijn gehouden te waken voor de toepassing van dit artikel.

306. Indien de procureur-generaal of de beschuldigde redenen hebben om te vragen dat de zaak niet op de eerstvolgende zitting van de jury gebracht wordt, dienen zij bij de voorzitter van het hof van assisen een verzoekschrift in tot verlenging van termijn.

De voorzitter beslist of deze verlenging moet worden toegestaan; hij kan ook ambtshalve de termijn verlengen.

307. Wanneer wegens een zelfde misdrijf verscheidene akten van beschuldiging zijn opgemaakt tegen verschillende beschuldigten, kan de procureur-generaal de samenvoeging vorderen en kan de voorzitter deze zelfs ambtshalve bevelen.

308. Wanneer de akte van beschuldiging verscheidene niet samenhangende misdrijven bevat, kan de procureur-generaal vorderen dat de beschuldigten vooralsnog slechts voor één of voor sommige van die misdrijven zullen terechtstaan, en de voorzitter kan dit ambtshalve bevelen.

309. Op de dag voor de opening van de assisen gesteld, en nadat het hof zitting genomen heeft, gaan twaalf gezwoeren in de door het lot aangewezen orde zitten op plaatsen afgescheiden van het publiek, van de partijen en van de getuigen tegenover de plaats die voor de beschuldigde bestemd is.

HOOFDSTUK IV

Onderzoek, vonnis en tenuitvoerlegging

EERSTE AFDELING

Onderzoek

310. De beschuldigde verschijnt ongeboeid en wordt slechts vergezeld door bewakers om te beletten dat hij ontvlucht. De voorzitter vraagt hem zijn naam, zijn voornamen, zijn leeftijd, zijn beroep, zijn woonplaats en zijn geboorteplaats.

311. [...]

Opgeheven bij het enige artikel van de wet van 21 december 1962.

312. De voorzitter richt tot de gezwoeren, die hem rechtstaande en met ongedekten hoofde aanhoren, de volgende toespraak :

« Gij zweert en belooft, vóór God en vóór de mensen, dat gij de aan N. ten laste gelegde feiten met de grootste aandacht zult onderzoeken; dat gij geen afbreuk zult doen aan de belangen van de beschuldigde of aan de belangen van de maatschappij, die hem beschuldigt; dat gij met niemand in verbinding zult komen voordat uw verklaring is afgelegd; dat gij geen gehoor zult geven aan haat of kwaadwilligheid, aan vrees of genegenheid; dat gij zult beslissen op grond van de aangevoerde bezwaren en de middelen van verdediging, naar uw geweten en uw innige overtuiging, met onpartijdigheid en vastberadenheid zoals een vrij en recht-schapen man betaamt. »

De gezwoeren, een voor een door de voorzitter genoemd, antwoorden met opgeheven hand *Ik zweer het*, op straffe van nietigheid.

313. Onmiddellijk daarna waarschuwt de voorzitter de beschuldigde dat hij aandachtig moet luisteren naar hetgeen hij zal horen.

Hij beveelt de griffier voorlezing te doen van het arrest van het hof van beroep, houdende verwijzing naar het hof van assisen, en van de akte van beschuldiging.

De griffier doet die voorlezing luidop.

314. Na die voorlezing wijst de voorzitter de beschuldigde nogmaals op wat de akte van beschuldiging inhoudt en zegt hem : « Daarvan wordt gij beschuldigd; gij zult nu horen welke bezwaren tegen u aangevoerd worden ».

315. De procureur-generaal zet het onderwerp van de beschuldiging uiteen; daarna legt hij de lijst over van de getuigen die hetzij op zijn verzoek, hetzij op verzoek van de burgerlijke partij of op verzoek van de beschuldigde moeten worden gehoord.

Die lijst wordt door de griffier luidop voorgelezen.

Daarin mogen slechts voorkomen de getuigen wier namen, beroep en verblijfplaats ten minste vierentwintig uren vóór hun verhoor aan de beschuldigde zijn betekend door de procureur-generaal of de burgerlijke partij, en door de beschuldigde aan de procureur-generaal, onverminderd de bevoegdheid aan de voorzitter verleend bij artikel 269.

De beschuldigde en de procureur-generaal kunnen zich dienen te verzetten tegen het horen van een getuige die niet vermeld of niet duidelijk aangewezen is in de akte van betekening.

Het hof doet over dat verzet dadelijk uitspraak.

316. De voorzitter beveelt aan de getuigen zich te begeven naar de voor hen bestemde kamer. Zij zullen die slechts verlaten om hun getuigenis af te leggen. Zo nodig neemt de voorzitter maatregelen om de getuigen te beletten zich vóór het afleggen van hun getuigenis met elkaar te onderhouden over het misdrijf en over de beschuldigde.

317. De getuigen worden ieder afzonderlijk gehoord, in de door de procureur-generaal bepaalde volgorde. Alvorens te getuigen leggen zij, op straffe van nietigheid, de eed af dat zij zullen spreken zonder haat en zonder vrees, dat zij de gehele waarheid en niets dan de waarheid zullen zeggen.

De voorzitter vraagt ze hun naam, voornamen, leeftijd, beroep, woonplaats of verblijfplaats, of zij de beschuldigde kenden vóór het feit dat in de akte van beschuldiging vermeld is, of zij bloedverwant of aanverwant zijn, hetzij van de beschuldigde, hetzij van de burgerlijke partij, en zo ja in welke graad; hij vraagt hun ook of zij niet in dienst zijn van een van beiden; daarna leggen de getuigen mondeling hun verklaring af.

318. De voorzitter doet de griffier aantekening houden van de toevoegingen, veranderingen of verschillen die in het getuigenis mochten voorkomen ten opzichte van de vorige verklaringen van de getuige.

De procureur-generaal en de beschuldigde kunnen vorderen dat de voorzitter aantekening doet houden van die veranderingen, toevoegingen en verschillen.

319. Na elk getuigenis vraagt de voorzitter aan de getuige of hij wel over de aanwezige beschuldigde heeft willen spreken; vervolgens vraagt hij aan de beschuldigde of hij verlangt te antwoorden op hetgeen zoëven tegen hem gezegd is.

De getuige mag niet onderbroken worden; de beschuldigde of zijn raadsman kunnen hem, na zijn getuigenis, bij monde van de voorzitter vragen stellen en zowel tegen hem als tegen zijn getuigenis alles inbrengen wat tot de verdediging van de beschuldigde dienstig kan zijn.

De voorzitter kan eveneens aan de getuige en aan de beschuldigde alle ophelderingen vragen die hij nodig acht om de waarheid aan de dag te brengen.

De rechters, de procureur-generaal en de gezworenen hebben hetzelfde recht, maar moeten aan de voorzitter het woord vragen. De burgerlijke partij kan, hetzij aan de getuige, hetzij aan de beschuldigde, slechts bij monde van de voorzitter vragen stellen.

320. Indien de voorzitter niet anders bevolen heeft, blijft ieder getuige, na zijn getuigenis, in de gehoorzaal totdat de gezworenen zich hebben teruggetrokken om hun verklaring te doen.

321. Na het verhoor van de getuigen, voorgebracht door de procureur-generaal en door de burgerlijke partij, doet de beschuldigde de getuigen die voorkomen op de door hem betekende lijst, horen, hetzij over de feiten in de akte van beschuldiging vermeld, hetzij om hen te laten bevestigen dat hij een man van eer is, rechtschapen en van onberispelijk gedrag.

De kosten van de dagvaardingen, op verzoek van de beschuldigde gedaan, komen te zijnen laste, evenals het loon van de gedagvaarde getuigen, indien zij loon verlangen; de procureur-generaal kan evenwel de getuigen die de beschuldigde hem aangewezen heeft, op eigen verzoek doen dagvaarden, indien hij oordeelt dat hun verklaring dienstig kan zijn om de waarheid aan de dag te brengen.

322. De volgende personen worden niet toegelaten om te getuigen :

1° De vader, de moeder, de grootvader, de grootmoeder en de andere bloedverwanten in de opgaande lijn van de beschuldigde of van een van de medebeschuldigten die aanwezig zijn en in hetzelfde debat betrokken zijn;

2° De zoon, de dochter, de kleinzoon, de kleindochter en de andere bloedverwanten in de nederdalende lijn;

3° De broeders en de zusters;

4° De aanverwanten in dezelfde graden;

5° De man of de vrouw, zelfs nadat echtscheiding is uitgesproken;

6° De aangevers wier aangifte door de wet met geld beloond wordt;

Zonder dat evenwel het horen van de voormelde personen nietigheid kan teweegbrengen, wanneer noch de procureur-generaal, noch de burgerlijke partij, noch de beschuldigten zich ertegen hebben verzet dat zij gehoord werden.

323. Andere aangevers dan degenen die de wet met geld beloont, kunnen als getuigen worden gehoord; maar de jury wordt gewaarschuwd dat zij aangevers zijn.

324. De getuigen, voorgebracht door de procureur-generaal of door de beschuldigde, worden bij de debatten gehoord, zelfs wanneer zij tevoren geen schriftelijk getuigenis hebben afgelegd en zelfs wanneer zij geen dagvaarding hebben ontvangen, mits die getuigen in elk geval op de in artikel 315 vermelde lijst voorkomen.

325. De getuigen, door welke partij ook voorgebracht, mogen nooit tot elkaar het woord richten.

326. De beschuldigde kan vragen dat de getuigen die hij aanwijst, na hun getuigenis de gehoorzaal verlaten, en dat één of meer onder hen opnieuw binnengeroepen en, hetzij afzonderlijk, hetzij in elkaars bijzijn, gehoord worden.

De procureur-generaal heeft hetzelfde recht.

De voorzitter kan zulks ook ambtshalve bevelen.

327. De voorzitter kan voor, gedurende of na het verhoor van een getuige een of meer beschuldigten doen verwijderen en hen afzonderlijk ondervragen over bepaalde omstandigheden van de zaak; maar hij draagt zorg dat de algemene debatten niet worden hervat dan nadat hij elke beschuldigde heeft ingelicht over wat in zijn afwezigheid gedaan is en over wat eruit gevolgd is.

328. Gedurende het onderzoek kunnen de gezworenen, de procureur-generaal en de rechters optekenen wat hun gewichtig lijkt in de verklaringen van de getuigen of in de verdediging van de beschuldigde, mits het debat daardoor niet onderbroken wordt.

329. In de loop van het getuigenverhoor of daarna doet de voorzitter aan de beschuldigde alle stukken vertonen die op het misdrijf betrekking hebben en tot overtuiging kunnen dienen; hij vraagt hem om persoonlijk te antwoorden of hij die stukken herkent; de voorzitter doet ze ook aan de getuigen vertonen, indien daartoe redenen zijn.

330. [Indien volgens de debatten de verklaring van een getuige vals schijnt te zijn, kan de voorzitter, op vordering van de procureur-generaal, van de burgerlijke partij of van de beschuldigde en zelfs ambtshalve, de getuige terstond doen aanhouden en hij kan zelf het ambt van onderzoeksrechter tegenover hem waarnemen, of hem in staat van aanhouding naar de bevoegde onderzoeksrechter verwijzen.]

Wanneer de voorzitter het ambt van onderzoeksrechter waarneemt, treedt de procureur-generaal op als officier van gerechtelijke politie en spreekt de kamer van inbeschuldigingstelling zich uit zowel over de bevestiging van het bevel tot aanhouding als over de inbeschuldigingstelling.]

Aldus vervangen bij art. 18 van de wet van 21 december 1930.

331. In het geval van het vorige artikel kan de procureur-generaal, de burgerlijke partij of de beschuldigde dadelijk vorderen, en het hof, zelfs ambtshalve, bevelen dat de zaak naar de eerstvolgende zitting verwezen wordt.

332. Ingeval de beschuldigde, de getuigen of een van hen niet dezelfde taal of hetzelfde idioom spreken, benoemt de voorzitter ambtshalve, op straffe van nietigheid, een tolk, ten minste eenentwintig jaar oud, en doet hem, eveneens op straffe van nietigheid, de eed afleggen dat hij trouw het gezegde zal vertalen, dat moet worden overgebracht aan degenen die een verschillende taal spreken.

De beschuldigde en de procureur-generaal kunnen de tolk wraken, op voorwaarde dat zij de reden van hun wraking opgeven.

Het hof doet uitspraak.

Zelfs met instemming van de beschuldigde en van de procureur-generaal kan de tolk niet worden gekozen uit de getuigen, de rechters en de gezworenen, zulks op straffe van nietigheid.

333. Indien de beschuldigde doofstom is en niet kan schrijven, benoemt de voorzitter ambtshalve tot zijn tolk de persoon die het meest gewoon is met hem om te gaan.

Hetzelfde geschiedt ten aanzien van een doofstomme getuige.

De overige bepalingen van het vorige artikel zijn van toepassing.

Ingeval de doofstomme kan schrijven, worden de tot hem gerichte vragen en opmerkingen door de griffier op schrift gesteld; zij worden overhandigd aan de beschuldigde of de getuige, die zijn antwoord of zijn verklaring schriftelijk geeft. De griffier leest alles voor.

334. De voorzitter wijst uit de beschuldigten diegene aan die bij de debatten het eerst aan de beurt moet komen, te beginnen met de hoofdbeschuldigde, indien er een is.

Vervolgens wordt een bijzonder debat gehouden over elk van de andere beschuldigten.

335. Na de verklaringen van de getuigen en de beweringen waartoe die over en weer aanleiding hebben gegeven, worden de burgerlijke partij of haar raadsman en de procureur-generaal gehoord en zij zetten de middelen tot staving van de beschuldiging uiteen.

De beschuldigde en zijn raadsman kunnen hun antwoorden.

De burgerlijke partij en de procureur-generaal hebben recht van repliek; maar de beschuldigde of zijn raadsman heeft altijd het laatste woord.

De voorzitter verklaart vervolgens de debatten gesloten.

336. [...]

De voorzitter herinnert de gezworenen aan de ambtsverrichtingen die zij te vervullen hebben.

Hij stelt de vragen zoals hierna bepaald is.

Het eerste en het tweede lid opgeheven bij art. 7 van het decreet van 19 juli 1831.

337. De vraag die uit de akte van beschuldiging volgt, wordt gesteld in de volgende bewoordingen :

« Is de beschuldigde schuldig aan die bepaalde doodslag, die bepaalde diefstal of die bepaalde andere misdaad? » [...]

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

338. Indien de debatten een of meer verzwarende omstandigheden naar voren doen komen, die niet vermeld zijn in de akte van beschuldiging, stelt de voorzitter nog de volgende vraag :

« Heeft de beschuldigde de misdaad gepleegd met die of die omstandigheid? »

339. Wanneer de beschuldigde een verschonend feit heeft aangevoerd, dat als zodanig door de wet wordt aangemerkt, wordt de vraag aldus gesteld :

« Staat dat feit vast? »

340. [...]

Opgeheven bij art. 64 van de wet van 15 mei 1912.

341. Na de vragen gesteld te hebben, overhandigt de voorzitter die aan de gezworenen in de persoon van de hoofdman van de jury; hij overhandigt hun tevens de akte van beschuldiging, de processen-verbaal die het misdrijf vaststellen, en de processtukken, met uitzondering van de schriftelijke verklaringen van de getuigen.

Hij waarschuwt de gezworenen dat, indien de beschuldigde bij eenvoudige meerderheid schuldig wordt verklaard aan het hoofdfeit, zij daarvan bovenaan in hun verklaring melding moeten maken.

Hij doet de beschuldigde uit de gehoorzaal verwijderen.

342. Nadat de vragen gesteld en overhandigd zijn aan de gezworenen, begeven dezen zich naar hun kamer om te beraadslagen.

Hoofdman van de jury is de gezworene wiens naam de eerste uit de bus gekomen is, of hij die door de gezworenen wordt benoemd en de opdracht aanvaardt.

Alvorens de beraadslaging te beginnen, leest de hoofdman van de jury de volgende aanwijzingen voor, die bovendien in grote letters op de meest in het oog vallende plaats van hun kamer worden opgehangen :

« De wet vraagt aan de gezworenen geen rekenschap van de middelen waardoor zij tot hun overtuiging zijn gekomen; zij schrijft hun geen bijzondere regels voor om uit te maken of een bewijs volkomen en genoegzaam is; zij schrijft hun voor, zich in stilte te bezinnen en in de oprechtheid van hun geweten na te gaan welke indruk de tegen de beschuldigde aangevoerde bewijzen en zijn middelen van verdediging op hun geest hebben gemaakt. De wet zegt hun niet, *Gij zult voor waar houden alles wat door een bepaald aantal getuigen verklaard wordt*; zij zegt hun evenmin, *Gij zult niet als voldoende gegrond beschouwen een bewijs dat niet berust op dat bepaald proces-verbaal, op die bepaalde stukken, op zoveel getuigenissen of op zoveel aanwijzingen van schuld*; zij stelt alleen deze vraag, waarin hun gehele plicht besloten is, *Zijt gij in gemoede overtuigd?* »

[...]

Het laatste lid opgeheven bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919.

343. De gezworenen mogen hun kamer eerst verlaten wanneer zij hun verklaring hebben opgemaakt.

[Niemand heeft tijdens de beraadslaging, om welke reden ook, toegang tot die kamer, zonder schriftelijk verlof van de voorzitter. Deze zal er niet binnentreden, tenzij hij geroepen wordt door de hoofdman van de jury en vergezeld is door de beschuldigde en

zijn verdediger, door de burgerlijke partij en haar raadsman, door het openbaar ministerie en de griffier. Van het incident wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.]

De voorzitter is gehouden aan de dienstdoende bevelhebber van de rijkswacht schriftelijk het bepaalde bevel te geven om de uitgangen van hun kamer te doen bewaken; die bevelhebber wordt in het bevel met naam en hoedanigheid aangewezen.

Het hof kan de gezworene die het bevel overtreedt, straffen met geldboete van ten hoogste vijfhonderd frank. Ieder ander die het bevel overtreedt, of hij die het niet doet uitvoeren, kan worden gestraft met gevangenisstraf van vierentwintig uren.

Het tweede lid aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 14 juli 1931.

344. De gezworenen beraadslagen over het hoofdfeit en daarna over elke omstandigheid.

345-346. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

347. De beslissing van de jury voor of tegen de beschuldigde wordt genomen bij meerderheid van stemmen, op straffe van nietigheid.

Bij staking van stemmen is de beslissing ten gunste van de beschuldigde.

348. De gezworenen komen daarna in de gehoorzaal terug en nemen opnieuw hun plaats in.

De voorzitter vraagt hun welke de uitslag is van hun beraadslaging.

De hoofdman van de jury staat op en zegt, met de hand op het hart : *Op mijn eer en mijn geweten, vóór God en vóór de mensen, de verklaring van de jury is : Ja, de beschuldigde enz. Neen, de beschuldigde enz.*

349. De verklaring wordt door de hoofdman van de jury ondertekend en door hem aan de voorzitter afgegeven, een en ander in tegenwoordigheid van de gezworenen.

De voorzitter ondertekent de verklaring en doet ze ondertekenen door de griffier.

350. Tegen de verklaring van de jury kan in geen geval enig rechtsmiddel worden ingesteld.

351. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

352. Indien de rechters, buiten het geval van [artikel 118 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke organisatie], eenparig overtuigd zijn dat de gezworenen, al hebben zij de vormen in acht genomen, zich in de zaak zelf hebben vergist, verklaart het hof dat het vonnis uitgesteld wordt en het verwijst de zaak naar de volgende zitting, om te worden onderworpen aan een nieuwe jury, waarvan geen van de eerste gezworenen deel mag uitmaken.

Niemand heeft het recht die maatregel uit te lokken; het hof kan hem slechts ambtshalve gelasten en wel dadelijk nadat de verklaring van de jury in het openbaar is afgelegd, maar alleen ingeval de beschuldigde schuldig is bevonden, nooit wanneer hij niet-schuldig verklaard is.

Het hof zal dadelijk na de verklaring van de tweede jury uitspraak doen, zelfs wanneer deze verklaring met de eerste mocht overeenstemmen.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

353. Wanneer het onderzoek en de debatten eenmaal begonnen zijn, moeten zij worden voortgezet zonder onderbreking, en zonder enigerlei verbinding met de buitenwereld, tot na de verklaring van de jury. De voorzitter mag ze alleen schorsen voor de nodige rustpozen ten behoeve van de rechters, de gezworenen, de getuigen en de beschuldigden.

354. Wanneer een gedagvaarde getuige niet verschijnt, kan het hof de zaak naar de volgende zitting verwijzen, op vordering van de procureur-generaal en voordat de debatten geopend zijn door het getuigenis van de eerste op de lijst ingeschreven getuige.

355. Indien de zaak naar de volgende zitting verwezen wordt omdat een getuige niet verschenen is, komen alle kosten van dagvaarding, akten, reizen van getuigen, en andere die strekken tot het vonnissen van de zaak, ten laste van die getuige; hij wordt in die kosten veroordeeld, zelfs met lijfswang, op vordering van de procureur-generaal, bij het arrest dat de debatten naar de volgende zitting verwijst.

Hetzelfde arrest beveelt bovendien dat die getuige door de openbare macht voor het hof zal worden gebracht om er te worden gehoord.

Niettemin wordt de getuige die niet verschijnt of die weigert hetzij de eed te doen, hetzij zijn getuigenis af te leggen, in alle gevallen veroordeeld tot de bij artikel 80 bepaalde straf.

356. Tegen deze veroordelingen staat verzet open gedurende tien dagen na de betekening ervan aan de veroordeelde getuige of aan zijn woonplaats [...]; het verzet wordt ontvangen, indien hij bewijst dat hij wettig verhinderd was of dat de tegen hem uitgesproken geldboete moet worden verminderd.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

AFDELING II

Vonnis en tenuitvoerlegging

357. De voorzitter doet de beschuldigde binnenkomen en de griffier leest in zijn tegenwoordigheid de verklaring van de jury voor.

358. Wanneer de beschuldigde niet-schuldig verklaard wordt, spreekt de voorzitter hem vrij van de beschuldiging en beveelt dat hij in vrijheid zal worden gesteld, indien hij niet om een andere reden wordt gevangen gehouden.

[...]

[...]

De vrijgesproken beschuldigde kan [...] ten laste van zijn aangevers schadevergoeding verkrijgen uit hoofde van laster, zonder dat echter de leden van de gestelde overheid op die wijze kunnen worden vervolgd ter oorzaak van de berichten die zij gehouden zijn te geven aangaande de misdrijven waarvan zij in de uitoefening van hun ambt menen kennis gekregen te hebben, en behoudens het instellen tegen hen van verhaal op de rechter, indien daartoe grond bestaat.

Op verzoek van de beschuldigde is de procureur-generaal verplicht hem zijn aangevers bekend te maken.

Het tweede en het derde lid opgeheven en het vierde lid aldus gewijzigd bij art. 19 van de wet van 21 december 1930.

359. De eisen tot schadevergoeding ingesteld hetzij door de beschuldigde tegen zijn aangevers of tegen de burgerlijke partij, hetzij door de burgerlijke partij tegen de beschuldigde of tegen de veroordeelde, worden voor het hof van assisen gebracht.

De burgerlijke partij is gehouden haar eis tot schadevergoeding in te stellen vóór het vonnis; later is die niet-ontvankelijk.

Hetzelfde geldt voor de beschuldigde, indien zijn aangever hem bekend was.

Ingeval de beschuldigde eerst na het vonnis, doch vóór het einde van de zitting, te weten komt wie zijn aangever is, moet hij zijn eis, op straffe van verval, voor het hof van assisen brengen; indien hij het eerst na de sluiting van de zitting te weten komt, wordt zijn eis voor de burgerlijke rechtbank gebracht.

Ten aanzien van derde personen die geen partij in het geding geweest zijn, wenden zij zich tot de burgerlijke rechtbank.

360. Hij die wettelijk vrijgesproken is, kan niet meer vervolgd of beschuldigd worden wegens hetzelfde feit.

Interpretatieve wet van 21 april 1850, enig artikel : Artikel 360 van het Wetboek van Strafvordering wordt uitgelegd als volgt : « Hij die wettelijk vrijgesproken is, kan niet meer vervolgd of beschuldigd worden wegens hetzelfde feit zoals het werd omschreven ».

361. Wanneer in de loop van de debatten een ander feit aan de beschuldigde wordt ten laste gelegd, hetzij op grond van stukken, hetzij op grond van verklaringen van getuigen, geeft de voorzitter, na hem te hebben vrijgesproken van de beschuldiging, het bevel dat hij wegens het nieuwe feit zal worden vervolgd; dienengevolge verwijst hij hem, onder bevel tot verschijning of tot medebrenging, volgens de onderscheidingen in artikel 91 gemaakt, en zo nodig onder bevel tot aanhouding, naar de onderzoeksrechter van het arrondissement waar het hof zitting houdt, ten einde een nieuw onderzoek te doen plaatshebben.

Deze bepaling wordt alleen toegepast ingeval het openbaar ministerie, vóór het sluiten van de debatten, voorbehoud heeft gemaakt met het oog op vervolging.

362. [Wanneer de beschuldigde schuldig verklaard is, vordert de procureur-generaal de toepassing van de wet.

De voorzitter vraagt aan de beschuldigde of hij niets tot zijn verdediging heeft in te brengen.

De beschuldigde en zijn raadsman mogen niet meer pleiten dat het feit niet gepleegd is, maar alleen dat het door de wet niet verboden is of volgens de wet geen misdrijf is of nog dat het niet de straf verdient waarvan de procureur-generaal de toepassing heeft gevorderd.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919.

363. [Het hof ontslaat de beschuldigde van rechtsvervolging, indien het feit waaraan hij schuldig is verklaard, niet door een strafwet verboden is.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919.

364. [Indien dit feit verboden is, zelfs wanneer het niet meer behoort tot de bevoegdheid van het hof van assisen, doet de voorzitter de beschuldigde verwijderen uit de gehoorzaal en het hof begeeft zich met de gezworenen naar hun kamer. Het aldus samengestelde college, door de voorzitter van het hof voorgezeten, beraadslaagt over de straf die overeenkomstig de strafwet moet worden uitgesproken.

De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen.

De voorzitter doet hoofdelijke omvraag; eerst brengen de gezworenen hun gevoelen uit, te beginnen met de jongste, vervolgens de magistraten-assessoren, te beginnen met de jongstbenoemde, en ten slotte de voorzitter.

Indien verschillende gevoelens zijn uitgedrukt, wordt opnieuw gestemd.

Blijven na deze tweede stemming meer dan twee gevoelens bestaan zonder dat een ervan de volstreekte meerderheid heeft behaald, dan zijn de rechters of de gezworenen, die zich het minst gunstig ten aanzien van de beschuldigde hebben uitgesproken, verplicht zich met een van de andere gevoelens te verenigen.

Blijven nadien nog meer dan twee meningen bestaan zonder dat een ervan de volstreekte meerderheid heeft behaald, dan wordt de bepaling van het vorige lid opnieuw toegepast, totdat een van de gevoelens de volstreekte meerderheid heeft behaald.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919.

365. [De beschuldigde die veroordeeld wordt, wordt verwezen in de kosten jegens de Staat.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919.

366. [Het hof en de gezworenen keren vervolgens naar de gehoorzaal terug en nemen opnieuw hun plaats in. De voorzitter doet de beschuldigde binnenkomen en leest luidop het arrest voor; hij [wijst ook de tekst aan van de wet] waarop de veroordeling gegrond is.

Na uitspraak van het arrest kan de voorzitter naar gelang van de omstandigheden de beschuldigde aansporen tot moed, tot gelatenheid of tot verbetering van zijn gedrag. Hij deelt hem mee dat hij zich in cassatie kan voorzien en binnen welke termijn.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919; het eerste lid daarna aldus gewijzigd bij art. 3 van het K.B. nr. 252 van 8 maart 1936.

367. [In geval van ontslag van rechtsvervolging zowel als in geval van veroordeling, doet het hof uitspraak over de schadevergoeding of de teruggaven waarop de burgerlijke partij aanspraak maakt.

Deze stelt haar eis. De beschuldigde en zijn raadsman mogen slechts pleiten dat het feit geen grond oplevert tot schadevergoeding aan de burgerlijke partij of dat deze de haar verschuldigde schadevergoeding te hoog stelt. De procureur-generaal wordt gehoord in zijn advies.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919.

368. [Vervolgens beraadslagen de rechters en brengen hun gevoelen uit met gedempte stem; zij kunnen zich te dien einde naar de raadkamer begeven, maar het arrest wordt door de voorzitter luidop uitgesproken in tegenwoordigheid van het publiek en de beschuldigde.

Het hof kan een van de rechters opdracht geven om partijen te horen, kennis te nemen van de stukken en over een en ander verslag uit te brengen zoals bepaald is in artikel 358.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919.

369. [Het hof veroordeelt de beschuldigde die in het ongelijk wordt gesteld, in de kosten jegens de burgerlijke partij; het kan de burgerlijke partij die in het ongelijk wordt gesteld, veroordelen in de kosten jegens de Staat en jegens de beschuldigde of in een gedeelte ervan.]

Aldus vervangen bij art. 20 van de wet van 21 december 1930.

370. [Het hof beveelt dat de in beslag genomen voorwerpen aan de eigenaar zullen worden teruggegeven.]

In geval van veroordeling evenwel geschiedt die teruggave slechts indien de eigenaar bewijst dat de veroordeelde de termijn heeft laten verstrijken zonder zich in cassatie te voorzien of, heeft hij zich wel voorzien, dat de zaak definitief afgedaan is.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 23 augustus 1919.

371. [De arresten worden geschreven door de griffier en getekend door de voorzitter, of, indien deze verhinderd is te tekenen, door de oudstbenoemde rechter; zij vermelden, op straffe van geldboete van honderd frank ten laste van de griffier, [de aanwijzing] door de voorzitter van de tekst van de toegepaste strafwet].

Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 2 januari 1924, daarna aldus gewijzigd bij art. 3 van het K.B. nr. 252 van 8 maart 1936.

372. De griffier maakt een proces-verbaal van de terechtzitting op, ten einde vast te stellen dat de voorgeschreven vormen in acht genomen zijn.

In het proces-verbaal wordt geen melding gemaakt van de antwoorden der beschuldigten of van de inhoud der getuigenissen; onverminderd evenwel de toepassing van artikel 318 aangaande de veranderingen, verschillen en tegenstrijdigheden in de verklaringen van de getuigen.

Het proces-verbaal wordt getekend door de voorzitter en door de griffier.

Ontbreekt het proces-verbaal, dan wordt de griffier gestraft met geldboete van vijfhonderd frank.

373. [De veroordeelde heeft tien vrije dagen na de dag waarop het arrest vóór hem is uitgesproken, om ter griffie te verklaren dat hij een eis tot cassatie instelt.]

De procureur-generaal kan binnen dezelfde termijn ter griffie verklaren dat hij zich in cassatie voorziet tegen het arrest.

De burgerlijke partij beschikt ook over dezelfde termijn; maar zij kan de eis tot cassatie slechts instellen ten opzichte van de beschikkingen betreffende haar burgerlijke belangen.

De tenuitvoerlegging van het arrest van het hof is geschorst gedurende die tien dagen en, indien er een voorziening in cassatie is ingesteld, tot de ontvangst van het arrest van het Hof van Cassatie.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 5 juli 1939.

374. [...]

Opgeheven bij art. 2 van de wet van 5 juli 1939.

375. De veroordeling wordt ten uitvoer gelegd binnen vierentwintig uren na de in artikel 373 vermelde termijnen, indien er geen voorziening in cassatie is, of, in geval van voorziening, binnen vierentwintig uren na de ontvangst van het arrest van het Hof van Cassatie waarbij de eis is verworpen.

376. De veroordeling wordt ten uitvoer gelegd op bevel van de procureur-generaal; hij heeft het recht te dien einde rechtstreeks de bijstand van de openbare macht te vorderen.

377. Indien de veroordeelde een verklaring wenst te doen, wordt deze afgenomen door een van de rechters van de plaats der tenuitvoerlegging, bijgestaan door de griffier.

378. Het proces-verbaal van tenuitvoerlegging wordt, op straffe van geldboete van honderd frank, door de griffier binnen vierentwintig uren opgemaakt en onderaan op de minuut van het arrest overgeschreven. De overschrijving wordt door hem getekend en hij maakt van alles, op straffe van een zelfde geldboete, melding op de kant van het proces-verbaal. Die vermelding wordt eveneens getekend en de overschrijving heeft bewijskracht zoals het proces-verbaal zelf.

379. Wanneer aan de beschuldigde, tijdens de debatten die het veroordelend arrest zijn voorafgegaan, andere misdaden dan die waarvan hij beschuldigd was, worden ten laste gelegd, hetzij op grond van stukken, hetzij op grond van verklaringen van getuigen, en indien op deze nieuw aan het licht gekomen misdaden een

zwaardere straf staat dan op de eerste, of indien de beschuldigde aangehouden medeplichtigen heeft, beveelt het hof dat hij wegens deze nieuwe feiten zal worden vervolgd met inachtneming van de bij dit wetboek voorgeschreven vormen.

In beide gevallen schorst de procureur-generaal de tenuitvoerlegging van het arrest waarbij de eerste veroordeling is uitgesproken, totdat uitspraak is gedaan in het tweede geding.

380. Alle minuten van de arresten, door de assisen gewezen, worden verzameld en neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in de hoofdplaats van de provincie.

Dit geldt niet voor de minuten van de arresten, gewezen door het hof van assisen van de provincie waar het hof van beroep zijn zetel heeft; zij blijven op de griffie van dit hof berusten.

HOOFDSTUK V

De jury en de wijze waarop zij gevormd wordt

EERSTE AFDELING

De jury

381. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

382. [...]

Opgeheven bij art. 28 van de wet van 15 mei 1838.

383. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

384-386. [...]

Opgeheven bij art. 28 van de wet van 15 mei 1838.

387-388. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

389. De lijst wordt niet in haar geheel gezonden aan de burgers die erop voorkomen, maar de gouverneur geeft aan ieder van hen kennis van het uittreksel uit de lijst, waaruit blijkt dat zijn naam erop voorkomt. Die kennisgeving wordt hun gedaan ten minste acht dagen vóór de dag waarop de lijst moet dienen.

Deze dag wordt vermeld in de kennisgeving, die tevens een aanmaning bevat om op de gestelde dag aanwezig te zijn op straffe van de bij dit wetboek bepaalde straffen.

Wordt de kennisgeving niet gedaan aan de persoon, dan geschiedt zij aan zijn woonplaats, alsook aan de woonplaats van de burgemeester of van een schepen van de plaats, die gehouden is hem daarvan in kennis te stellen.

390. De lijst van de gezworenen zal als niet bestaande worden beschouwd na de dienst waarvoor zij opgemaakt is.

391. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

392. Geen burger boven dertig jaar kan toegelaten worden tot betrekkingen bij het bestuur of bij het gerecht, indien hij niet bewijst door een getuigschrift van de ambtenaar van het openbaar ministerie bij het hof van assisen binnen welks rechtsgebied hij verbleven heeft, dat hij aan de hem gedane vorderingen voldaan heeft telkens als hij op een lijst van gezworenen ingeschreven werd, of dat de door hem aangevoerde verschoning geldig werd geoordeeld, of dat hem nog geen vordering werd gedaan.

Geen aanvraag komt in aanmerking indien zij niet van dit getuigschrift vergezeld is.

AFDELING II

Wijze waarop de jury gevormd en bijeengeroepen wordt

393. Er zijn twaalf gezworenen nodig om een jury te vormen.

394. Van de lijst der gezworenen wordt aan elke beschuldigde kennis gegeven daags voor de dag bepaald voor het opmaken van de tabel; die kennisgeving is nietig, zoals ook alles wat daarop volgt, indien zij vroeger of later gedaan wordt.

395. [...].

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

396. Iedere gezwoorene die niet op zijn post verschenen is ter voldoening aan de hem betekende dagvaarding, wordt door het hof van assisen veroordeeld tot geldboete, die zal bedragen :

De eerste maal, vijfhonderd frank;

De tweede maal, duizend frank;

En de derde maal, vijftienhonderd frank.

Deze laatste maal wordt hij bovendien onbekwaam verklaard om in het vervolg het ambt van gezwoorene uit te oefenen. Het arrest wordt op zijn kosten gedrukt en aangeplakt.

[...].

Het laatste lid opgeheven bij art. 1 van deze wet.

397. Dit geldt niet voor hen die bewijzen dat het hun onmogelijk was op de gestelde dag te verschijnen.

Het hof doet uitspraak over de geldigheid van de verschoning.

398. De in artikel 396 bepaalde straffen zijn van toepassing op iedere gezwoorene die, zelfs al was hij op zijn post verschenen, zich vóór het einde van zijn ambtsverrichtingen terugtrekt zonder geldige verschoning, eveneens ter beoordeling van het hof.

399. Op de gestelde dag en voor elke zaak geschiedt, voordat de terechtzitting geopend wordt, de afroeping van de niet verschoonde en niet vrijgestelde gezwoorenen, in hun tegenwoordigheid en in tegenwoordigheid van de beschuldigde en van de procureur-generaal.

De naam van iedere gezwoorene die op de afroeping antwoordt, wordt in een bus gelegd.

De beschuldigde eerst en dan de procureur-generaal wraken zulke gezwoorenen als zij gepast oordelen, naargelang hun namen uit de bus komen, behoudens de hierna vermelde beperking.

Noch de beschuldigde noch de procureur-generaal mogen de redenen van hun wraking doen kennen.

De tot oordelen geroepen jury is gevormd zodra er twaalf namen van gezwoorenen uit de bus zijn gekomen, die niet gewraakt worden.

400. De beschuldigde en de procureur-generaal kunnen geen gezwoorenen meer wraken wanneer er nog slechts twaalf overblijven.

401. De beschuldigde en de procureur-generaal kunnen een gelijk aantal wrakingen doen; indien echter de gezwoorenen in oneven getal zijn, kunnen de beschuldigten een wraking meer doen dan de procureur-generaal.

402. Indien er verscheidene beschuldigten zijn, kunnen zij onderling overleg plegen om hun wrakingen te doen; zij kunnen die ook afzonderlijk doen.

In geen van beide gevallen kunnen zij meer wrakingen doen dan bij de vorige artikelen voor een enkele beschuldigde bepaald is.

403. Indien de beschuldigten geen overleg plegen om hun wrakingen te doen, wordt de volgorde waarin zij die zullen doen, onder hen bij loting geregeld. In dat geval zijn de gezwoorenen die door een enkele beschuldigde gewraakt worden, en met inachtneming van die volgorde, gewraakt voor allen, totdat het toegelaten aantal wrakingen bereikt is.

404. De beschuldigten kunnen onderling overleg plegen om een deel van de wrakingen te doen, terwijl zij de overige zullen doen volgens de bij loting bepaalde volgorde.

405. Het onderzoek betreffende de beschuldigde begint onmiddellijk na het opmaken van de tabel.

406. Indien het onderzoek betreffende de beschuldigten over de misdrijven of over enige der misdrijven die in de akte of in de akten van beschuldiging voorkomen, wegens enige omstandigheid verwezen wordt naar de volgende zitting, wordt een andere lijst opgemaakt; nieuwe wrakingen worden gedaan en een nieuwe tabel van twaalf gezwoorenen wordt opgemaakt, met inachtneming van de hierboven voorgeschreven regels, op straffe van nietigheid.

TITEL III

Wijzen van voorziening tegen arresten of vonnissen

EERSTE HOOFDSTUK

Nietigheid van het onderzoek en van het vonnis

407. De arresten en de vonnissen in laatste aanleg gewezen in criminele, correctionele of politiezaken, alsmede het onderzoek en de vervolgingen die daaraan zijn voorafgegaan, kunnen worden vernietigd in de volgende gevallen en op voorzieningen ingesteld volgens de hierna te maken onderscheidingen.

[De vonnissen en arresten over de strafvordering, buiten die van veroordeling, vrijspraak of ontslag van rechtsvervolg. alsook de vonnissen en arresten over de burgerlijke rechtsvordering kunnen, niettegenstaande die voorzieningen, bij voorraad ten uitvoer gelegd worden, indien de rechters die ze gewezen hebben, aldus bij een speciaal gemotiveerde beschikking hebben beslist.]

Het tweede lid toegevoegd bij art. 3, § 2, van het K.B. nr. 256 van 24 maart 1936.

§ 1. Criminele zaken.

408. Wanneer de beschuldigde een veroordeling heeft ondergaan en er schending of verzuim van enige door dit wetboek op straffe van nietigheid voorgeschreven vorm heeft plaatsgehad, hetzij in het arrest van het hof van beroep waarbij zijn verwijzing naar een hof van assisen is bevolen, hetzij in het onderzoek en de rechtspleging vóór het laatstgenoemde hof, hetzij in het veroordelend arrest zelf, dan wordt op grond van dat verzuim of die schending, op vordering van de veroordeelde partij of van het openbaar ministerie, het veroordelend arrest en hetgeen daaraan is voorafgegaan vernietigd, van de oudste nietige akte af.

Dit geldt ook in geval van onbevoegdheid, evenals in geval van verzuim of van weigering om uitspraak te doen over een of meer verzoeken van de beschuldigde of over een of meer verzoeken van het openbaar ministerie, die strekken om gebruik te maken van een bevoegdheid of een recht door de wet verleend, hoewel de straf van nietigheid niet uitdrukkelijk door de tekst gesteld is op het ontbreken van de vorm waarvan de inachtneming verzocht of gevorderd wordt.

409. Wanneer de beschuldigde wordt vrijgesproken, kan het openbaar ministerie de vernietiging van de beschikking van vrijspraak en van hetgeen daaraan is voorafgegaan slechts vorderen in het belang van de wet en zonder nadeel voor de vrijgesproken partij.

410. Wanneer de nietigheid hieruit volgt dat het arrest op de misdaad een andere straf heeft toegepast dan die welke de wet op zodanige misdaad stelt, kan zowel het openbaar ministerie als de veroordeelde partij de vernietiging van het arrest vorderen.

Dezelfde vordering behoort aan het openbaar ministerie tegen de arresten van ontslag van rechtsvervolg, in artikel [363] vermeld, indien het ontslag uitgesproken is op grond van het niet bestaan van een strafwet, die echter wel bestond.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 5 van de wet van 23 augustus 1919.

411. Wanneer de uitgesproken straf dezelfde is als die welke bepaald is door de op de misdaad toepasselijke wet, kan niemand de vernietiging van het arrest vorderen, onder voorgeven dat bij de vermelding van de tekst van de wet een vergissing is begaan.

412. In geen geval kan de burgerlijke partij de vernietiging vorderen van een beschikking van vrijspraak of van een arrest van ontslag van rechtsvervolg; indien echter het arrest burgerlijke veroordelingen tegen haar heeft uitgesproken, waarvan het bedrag de eisen van de vrijgesproken of ontslagen partij te boven gaat, kan die beschikking van het arrest worden vernietigd op vordering van de burgerlijke partij.

§ 2. Correctionele zaken en politiezaken.

413. In correctionele zaken en in politiezaken staan de middelen van vernietiging, in artikel 408 vermeld, onderscheidenlijk ter beschikking van de partij die wegens wanbedrijf of overtreding is vervolgd, van het openbaar ministerie en van de burgerlijke partij, indien er een is, tegen alle arresten of vonnissen in laatste aanleg, zonder onderscheid tussen die waarbij de partij is vrijgesproken of veroordeeld.

Wanneer echter de partij is vrijgesproken, kan niemand tegen haar de schending of het verzuim aanvoeren van de vormen die voorgeschreven zijn om haar verdediging te verzekeren.

[De termijn die aan het openbaar ministerie en aan de burgerlijke partij is verleend om beroep in cassatie in te stellen tegen een veroordelend vonnis of arrest dat bij verstek gewezen is, neemt een aanvang bij het verstrijken van de tiende dag na die van de betekening [...]. indien de veroordeelde niet in verzet is gekomen.]

Het derde lid toegevoegd bij art. 3 van de wet van 9 maart 1908 en daarna aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

414. De bepaling van artikel 411 is mede van toepassing op de arresten en vonnissen, in laatste aanleg gewezen in correctionele zaken en in politiezaken.

§ 3. Bepaling aan de twee vorige paragrafen gemeen.

415. Ingeval het Hof van Cassatie of een hof van beroep een onderzoek vernietigt, kan het bevelen dat de kosten van de opnieuw te beginnen rechtspleging ten laste komen van de ambtenaar of de onderzoeksrechter die de nietigheid begaan heeft.

Deze bepaling geldt evenwel slechts voor zeer grove tekortkomingen [...]

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK II

Beroep in cassatie

416. Beroep in cassatie tegen voorbereidende arresten en arresten van onderzoek of tegen in laatste aanleg gewezen vonnissen van dezelfde soort staat eerst open na het eindarrest of het eindvonnis; de vrijwillige tenuitvoerlegging van die voorbereidende arresten of vonnissen kan in geen geval als middel van niet-ontvankelijkheid worden ingeroepen.

Deze bepaling is niet toepasselijk op arresten of vonnissen inzake bevoegdheid.

417. De verklaring van beroep in cassatie wordt door de veroordeelde partij gedaan op de griffie en door haar en door de griffier getekend; indien hij die de verklaring doet niet kan of niet wil tekenen, maakt de griffier daarvan melding.

[Deze verklaring kan in dezelfde vorm gedaan worden door een pleitbezorger of door een advocaat, houder van de stukken.]

Deze verklaring wordt in een daartoe bestemd register ingeschreven; dat register is openbaar en een ieder heeft het recht zich uittreksels daaruit te doen afgeven.

Het tweede lid aldus vervangen bij art. 5 van de wet van 16 februari 1961.

418. Wanneer het beroep in cassatie tegen een arrest of een vonnis in laatste aanleg gewezen in criminele, correctionele of politiezaken, ingesteld wordt, hetzij door de burgerlijke partij, indien er een is, hetzij door het openbaar ministerie, wordt dit beroep niet alleen ingeschreven zoals bepaald in het vorige artikel, maar tevens binnen een termijn van drie dagen betekend aan de partij tegen wie het gericht is.

Wanneer deze partij zich op dat tijdstip in hechtenis bevindt, wordt de akte die de verklaring van beroep in cassatie inhoudt, haar door de griffier voorgelezen; zij tekent de akte en, indien zij niet kan of niet wil tekenen, maakt de griffier daarvan melding.

Wanneer de partij in vrijheid is, betekent de eiser haar zijn beroep in cassatie door tussenkomst van een [gerechtsdeurwaarder], hetzij aan haar persoon, hetzij aan de door haar gekozen woonplaats; [...]

Het derde lid aldus gewijzigd bij art. 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963 en bij art. 1 van deze wet.

419. [...]

Opgeheven bij art. 7 van de wet van 20 juni 1953.

420. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

421. Zij die tot een vrijheidstraf, zelfs in correctionele zaken of in politiezaken, zijn veroordeeld, kunnen zich niet in cassatie voorzien, wanneer zij zich op dat tijdstip niet in hechtenis bevinden noch onder borgtocht in vrijheid zijn gesteld.

De akte van hun opsluiting of van hun invrijheidstelling onder borgtocht wordt gehecht aan de akte van voorziening in cassatie.

Wanneer echter het beroep in cassatie gegrond is op onbevoegdheid, is het voor de onvankelijkheid ervan voldoende dat de eiser aantoonde dat hij zich op dat tijdstip gevangen gegeven heeft in het huis van justitie van de plaats waar het Hof van Cassatie zijn zetel heeft. De bewaarder van dat huis kan hem daarin opnemen op vertoon van zijn aanvraag aan de procureur-generaal bij dit Hof en door deze voor gezien getekend.

Zie art. 2 van de wet van 10 februari 1866.

422. De veroordeelde of de burgerlijke partij kan, hetzij bij het doen van de verklaring van beroep in cassatie, hetzij binnen de tien volgende dagen, op de griffie van het hof of de rechtbank die het bestreden arrest of vonnis gewezen heeft, een verzoekschrift indienen, houdende de middelen van cassatie. De griffier geeft aan de betrokkene een ontvangstbewijs en overhandigt het verzoekschrift dadelijk aan de magistratuur belast met het openbaar ministerie.

423. [Binnen vijf dagen na het verstrijken van de termijn van tien dagen in het vorige artikel bepaald, doet de griffier de processtukken, de verzoekschriften van de partijen indien zij er ingediend hebben en de uitgifte van het bestreden arrest of vonnis toekomen aan de magistratuur belast met het openbaar ministerie.

Hij moet daarvan vooraf kosteloos een inventaris opmaken en die erbij voegen, op straffe van geldboete van honderd frank, die door het Hof van Cassatie wordt uitgesproken.]

Aldus vervangen bij art. 6, § 2, van de wet van 20 juni 1953.

424. [De magistratuur, belast met het openbaar ministerie bij het hof of de rechtbank die het bestreden arrest of vonnis gewezen heeft, zendt het dossier onverwijld aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie; deze stelt het in handen van de griffier van het Hof van Cassatie, die de zaak onmiddellijk op de algemene rol brengt.]

Aldus vervangen bij art. 6, § 2, van de wet van 20 juni 1953.

425. [De eisers kunnen hun memories en stukken ook rechtstreeks aan de griffie van het Hof van Cassatie doen toekomen. De burgerlijke partij kan er evenwel geen memorie indienen dan door tussenkomst van een advocaat bij het Hof van Cassatie.]

Aldus vervangen bij art. 6, § 2, van de wet van 20 juni 1953.

426. Het Hof van Cassatie verworpt de eis of vernietigt het arrest of het vonnis [...].

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

427. Wanneer het Hof van Cassatie een arrest of een vonnis in correctionele zaken of in politiezaken vernietigt, verwijst het de zaak en de partijen naar een hof of naar een rechtbank van dezelfde hoedanigheid als het hof of de rechtbank die het vernietigd arrest of vonnis gewezen heeft.

428. Wanneer het Hof van Cassatie een arrest in criminele zaken vernietigt, wordt gehandeld zoals bepaald is in de zeven volgende artikelen.

429. Het Hof van Cassatie verwijst de zaak als volgt :

Naar een ander hof van beroep dan het hof van beroep dat de bevoegdheid heeft geregeld en de inbeschuldigingstelling heeft uitgesproken, indien het arrest vernietigd wordt op een van de gronden in artikel 299 genoemd;

Naar een ander hof van assisen dan het hof van assisen dat het arrest gewezen heeft, indien het arrest en het onderzoek vernietigd worden wegens enige nietigheid, bij het hof van assisen begaan;

Naar een andere rechtbank van eerste aanleg dan die waartoe de onderzoeksrechter behoorde, indien het arrest en het onderzoek alleen vernietigd worden ten aanzien van de beschikkingen die burgerlijke belangen betreffen [...].

Indien het arrest en de rechtspleging vernietigd worden op grond van onbevoegdheid, verwijst het Hof van Cassatie de zaak naar de rechters die kennis ervan moeten nemen en wijst die aan; indien echter de bevoegdheid behoorde aan de rechtbank van eerste

aanleg waarin de rechter die het eerste onderzoek heeft gedaan, zitting heeft, dan wordt de zaak verwezen naar een andere rechtbank van eerste aanleg.

Wanneer het arrest vernietigd wordt omdat het feit dat tot de veroordeling aanleiding gegeven heeft, geen misdrijf blijkt te zijn volgens de wet, geschiedt de verwijzing, indien er een burgerlijke partij is, naar een andere rechtbank van eerste aanleg dan die waartoe de onderzoeksrechter behoorde; indien er geen burgerlijke partij is, wordt geen verwijzing uitgesproken.

Het vierde lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

430. In alle gevallen waarin het Hof van Cassatie gerechtigd is een hof of een rechtbank aan te wijzen om over een verwezen zaak uitspraak te doen, moet die aanwijzing blijken uit een bijzondere beslissing, die in raadkamer dadelijk na de uitspraak van het cassatiearrest genomen wordt en waarvan in dit arrest uitdrukkelijk melding wordt gemaakt.

431. De nieuwe onderzoeksrechters aan wie opdracht zou worden gegeven om het onderzoek van de verwezen zaken aan te vullen, mogen niet worden gekozen uit de onderzoeksrechters van het rechtsgebied van het hof wiens arrest is vernietigd.

432. Het hof van beroep waarnaar een zaak verwezen is, herstelt, wat hem betreft, de gebreken van het onderzoek en wijst binnen zijn rechtsgebied het hof van assisen aan dat over de zaak uitspraak moet doen.

433. Wanneer de zaak naar een hof van assisen verwezen is en er medeplichtigen zijn die zich niet in staat van beschuldiging bevinden, geeft dat hof aan een onderzoeksrechter en de procureur-generaal aan een van zijn substituten opdracht om, ieder wat hem betreft, het onderzoek te doen; de stukken van het onderzoek worden vervolgens toegezonden aan het hof van beroep, dat beslist of er al dan niet grond is tot inbeschuldigingstelling.

434. [Indien het arrest vernietigd is omdat het op de misdaad een andere straf heeft toegepast dan die welke de wet op zodanige misdaad stelt, wijst het hof van assisen waarnaar de zaak wordt verwezen, op de reeds door de jury gedane schuldigverklaring, zijn arrest overeenkomstig de [...] artikelen 362 en volgende [...]]

Indien het arrest op een andere grond vernietigd is, worden nieuwe debatten gehouden voor het hof van assisen waarnaar de zaak verwezen wordt.

Het Hof van Cassatie vernietigt enkel een gedeelte van het arrest, wanneer de nietigheid slechts een of enige van de beschikkingen treft.

Het eerste lid aldus vervangen bij art. 5 van de wet van 23 augustus 1919, daarna aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

435. De beschuldigde wiens veroordeling vernietigd is en die een nieuwe criminele berechting moet ondergaan, wordt, hetzij in staat van hechtenis, hetzij ter uitvoering van de beschikking tot gevangenneming, gebracht voor het hof van beroep of van assisen, waarnaar zijn zaak verwezen wordt.

436. [De burgerlijke partij wier eis tot cassatie hetzij in criminele zaken, hetzij in correctionele zaken of in politiezaken wordt verworpen, wordt veroordeeld in de kosten.]

Aldus vervangen bij art. 5, § 2, van de wet van 20 juni 1953.

437. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

438. Wanneer een eis tot cassatie verworpen wordt, kan de partij die hem heeft ingesteld, zich onder geen enkel voorwendsel en op grond van geen enkel middel nogmaals in cassatie voorzien tegen hetzelfde arrest of vonnis.

439. Het arrest dat de eis tot cassatie verworpen heeft, wordt binnen drie dagen aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie afgegeven in de vorm van een eenvoudig uittreksel, door de griffier getekend. Dit uittreksel wordt toegezonden aan de minister van Justitie, die het doorzendt aan de magistraat belast met het ambt van het openbaar ministerie bij het hof of de rechtbank die het bestreden arrest of vonnis gewezen heeft.

440. Wanneer na een eerste vernietiging, het tweede arrest of vonnis over de zaak zelf met dezelfde middelen wordt bestreden, wordt gehandeld met inachtneming van de vormen bij [de wet van 7 juli 1865] voorgeschreven.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

441. Wanneer de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, op vertoon van een uitdrukkelijk bevel, hem door de minister van Justitie gegeven, bij [de kamer die kennis neemt van het cassatieberoep in criminele, correctionele en politiezaken], aangifte doet van gerechtelijke akten, arresten of vonnissen die strijdig zijn met de wet, kunnen deze akten, arresten of vonnissen worden vernietigd en de officieren van politie of de rechters kunnen, indien daartoe grond bestaat, vervolgd worden op de wijze bepaald in hoofdstuk III, titel IV, van dit boek.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

442. Wanneer een hof van beroep of van assisen, of een correctionele rechtbank of politierechtbank een arrest of een vonnis in laatste aanleg heeft gewezen, dat vatbaar is voor cassatie, maar waartegen geen van de partijen binnen de gestelde termijn is opgekomen, kan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie ook ambtshalve, en niettegenstaande het verstrijken van de termijn, aan het Hof van Cassatie kennis ervan geven; het arrest of het vonnis zal vernietigd worden, zonder dat partijen zich erop kunnen beroepen om zich tegen de tenuitvoerlegging te verzetten.

HOOFDSTUK III

Aanvragen tot herziening

Dit hoofdstuk (artt. 443-447) is bij het enige artikel van de wet van 18 juni 1894 vervangen als volgt.

443. Herziening van in kracht van gewijsde gegane veroordelingen kan in criminele of correctionele zaken, onverschillig welk gerecht uitspraak heeft gedaan en al is de veroordeling voorwaardelijk, aangevraagd worden op de volgende gronden :

1° Wanneer onverenigbaarheid bestaat tussen veroordelingen die wegens een zelfde feit bij onderscheidene arresten of vonnissen tegen verschillende beschuldigten of beklaagden al dan niet op tegenspraak zijn uitgesproken, en het bewijs van de onschuld van een der veroordeelden uit de tegenstrijdigheid van de beslissingen volgt;

2° Wanneer een getuige die op de terechtzitting gehoord is in een geding door het hof van assisen op tegenspraak behandeld, of die, hetzij op de terechtzitting, hetzij in de loop van het vooronderzoek, gehoord is in een geding behandeld door een andere rechter of door een hof van assisen uitspraak doende bij weerspannigheid aan de wet, naderhand een in kracht van gewijsde gegane veroordeling heeft ondergaan wegens vals getuigenis tegen de veroordeelde;

3° Wanneer het bewijs dat de veroordeelde onschuldig is of dat een strengere strafwet is toegepast dan die welke hij werkelijk heeft overtreden, schijnt te volgen uit een feit dat zich voorgedaan heeft sedert zijn veroordeling, of uit een omstandigheid waarvan hij het bestaan niet heeft kunnen aantonen ten tijde van het geding.

De aanvraag tot herziening is evenwel niet-ontvankelijk :

Indien de aanvrager bij zijn verzoekschrift geen met redenen omkleed gunstig advies voegt van drie advocaten bij het Hof van Cassatie of van drie advocaten bij het hof van beroep, die tien jaar ingeschreven zijn op de tabel;

Indien de uitgesproken veroordeling niet zwaarder is dan de straf of het minimum van de straf door de minder strenge wet gesteld op het werkelijk gepleegde misdrijf;

Indien meer dan vijf jaren verlopen zijn sedert de definitieve veroordeling van de valse getuige [...].

Wanneer de tweede veroordeling, in het geval voorzien onder 1°, of de veroordeling van de getuige, in het geval voorzien onder 2°, uitgesproken is bij weerspannigheid aan de wet, kan de herziening worden aangevraagd zowel vóór als na de verjaring van de straf.

Het laatste zinsdeel van het achtste lid opgeheven bij art. 1 van deze wet.

444. Het recht om herziening aan te vragen behoort :

1° Aan de veroordeelde;

2° Indien de veroordeelde overleden is, indien hij onbekwaam of afwezig verklaard is, aan zijn echtgenoot, aan zijn bloedverwanten in de nederdalende en de opgaande lijn, aan zijn broeders en zusters;

3° Aan de minister van Justitie.

Het Hof van Cassatie neemt kennis van de aanvragen tot herziening.

Deze worden bij het Hof aanhangig gemaakt, hetzij door een vordering van de procureur-generaal, hetzij door een verzoekschrift dat getekend is door een advocaat bij het Hof, een omstandige opgave van de feiten bevat en de grond tot herziening bepaalt.

Na kennisneming van de vordering van de procureur-generaal of van het in behoorlijke vorm ingediende verzoekschrift, benoemt het Hof van Cassatie, indien de veroordeelde overleden, afwezig of onbekwaamverklaard is, een curator voor zijn verdediging, die hem vertegenwoordigt bij de rechtspleging in herziening.

De burgerlijke partij is gehouden in het geding tot herziening tussen te komen bij wege van een verzoekschrift aan het Hof van Cassatie, ingediend binnen twee maanden na aanmaning; bij gebreke daarvan, is het arrest van het Hof van Cassatie over de ontvankelijkheid van de aanvraag tot herziening ook voor haar bindend.

De burgerlijke partij zal in dat geval, evenals ingeval zij wel is tussengekomen, in de zaak betrokken worden voor de rechter die moet beslissen over de herziening zelf, en het arrest zal, onverschillig of zij al dan niet verschijnt, voor haar bindend zijn.

Wordt de herziening toegestaan, dan verliest de burgerlijke partij het voordeel van de te haren gunste verkregen veroordelingen en zij wordt veroordeeld tot zodanige teruggaven als naar recht; zij kan echter, behalve wanneer zij zelf bedrog heeft gepleegd, niet worden veroordeeld tot teruggave van de vruchten en de interest dan te rekenen van het arrest waarbij de herziening wordt toegestaan.

Behalve wanneer zij zelf bedrog heeft gepleegd, kan zij niet worden veroordeeld tot schadevergoeding jegens de aanvrager van de herziening; zij draagt noch de kosten van het eerste geding, noch de kosten van het geding tot herziening, die ten laste komen van de Staat indien de herziening wordt toegestaan.

443. Wanneer de aanvraag tot herziening steunt op de in artikel 443, 1^o, vermelde grond, vernietigt het Hof van Cassatie de veroordelingen, indien het erkent dat zij onverenigbaar zijn, en naar gelang van het geval verwijst het de zaken, in de staat waarin de rechtspleging zich bevindt, en ondanks verjaring van de rechtsvordering of van de straf, naar een hof van beroep of een hof van assisen dat er vroeger geen kennis van genomen heeft. In geval van overlijden, onbekwaamverklaring, afwezigheid, weerspannigheid aan de wet of verstek van de veroordeelde te wiens behoefte geen verzoekschrift als vermeld in artikel 444 is ingediend, benoemt het Hof van Cassatie een curator voor zijn verdediging, die hem bij de rechtspleging in herziening zal vertegenwoordigen.

Wanneer de aanvraag tot herziening steunt op de in artikel 443, 2^o, vermelde grond en het bestaan hiervan voor het Hof van Cassatie gebleken is, vernietigt het hof de veroordeling en verwijst de zaak naar een hof van beroep of een hof van assisen, zoals in het eerste lid van dit artikel bepaald is. De veroordeelde getuige mag in de nieuwe debatten niet worden gehoord.

Wanneer de aanvraag tot herziening steunt op een van de in artikel 443, 3^o, vermelde gronden en het Hof van Cassatie de aanvraag niet dadelijk als niet-ontvankelijk verwerpt, beveelt het Hof dat deze zal worden onderzocht door een hof van beroep dat het daarmee belast, ten einde na te gaan of de tot staving van de aanvraag aangevoerde feiten beslissend genoeg schijnen om de zaak te herzien.

Dit onderzoek heeft plaats op de openbare terechtzitting van de burgerlijke kamer, voorgezeten door de eerste voorzitter, op verslag gedaan door een van de raadsheren van de kamer en gehoord de procureur-generaal, de veroordeelde of de curator voor zijn verdediging en de burgerlijke partijen, indien die er zijn in het geding. Over de uitkomst van het onderzoek wordt bij een met redenen omkleed arrest uitspraak gedaan en, naargelang het hof van beroep advies voor of tegen herziening uitbrengt, vernietigt het Hof van Cassatie de veroordeling en verwijst de zaak naar een hof van beroep of een hof van assisen, zoals in het eerste lid van dit artikel bepaald is, ofwel verwerpt het de aanvraag tot herziening. Indien het onderzoek niet geschied is overeenkomstig de wet, verklaart het Hof van Cassatie het nietig, beveelt dat het opnieuw zal worden begonnen en verwijst de zaak, voor verder onderzoek, naar een ander hof van beroep.

Wanneer de aanvraag tot herziening betrekking heeft op een veroordeling wegens het doden van iemand en het blijkt dat het beweerde slachtoffer na de datum van de veroordeling nog in leven was, en indien de veroordeelde nog leeft en de bevindingen van het onderzoek genoegzame bezwaren voor een correctionele of criminele tenlastelegging tegen hem laten bestaan, verklaart het hof van beroep zulks in zijn arrest; het Hof van Cassatie vernietigt

de veroordeling en verwijst de zaak naar een hof van beroep of een hof van assisen, zoals in het eerste lid van dit artikel bepaald is; bij ontstentenis van die verklaring, vernietigt het Hof van Cassatie de veroordeling zonder verwijzing.

446. De verwijzing naar een hof van assisen heeft krachtens het vorige artikel slechts plaats, indien de aan herziening onderworpen veroordeling of een van de met elkaar onverenigbaar erkende veroordelingen uitgesproken is door een hof van assisen. In geval van verwijzing naar een hof van assisen wordt een nieuwe akte van beschuldiging opgemaakt.

Het hof van assisen doet uitspraak met bijstand van de jury, zelfs in geval van weerspannigheid aan de wet.

447. Het hof waarnaar de zaak verwezen wordt, spreekt de beschuldigde of de beklaagde vrij, of bevestigt de wegens herziening vernietigde veroordeling, behoudens vermindering van de door deze veroordeling opgelegde straf, indien daartoe grond bestaat.

Wanneer het Hof van Cassatie een veroordeling wegens het doden van iemand vernietigt zonder verwijzing of wanneer het hof waarnaar een zaak verwezen wordt, de beschuldigde of de beklaagde vrijsprekt, wordt in het arrest verklaard dat de onschuld van de beschuldigde of van de beklaagde erkend is. Het arrest wordt, op verzoek van de betrokkene of van zijn rechthebbers en door de zorg van de procureur-generaal, bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in een blad uit de provincie waar de vernietigde veroordeling is uitgesproken. Het wordt bovendien onder dezelfde voorwaarden aangeplakt in de gemeente waar het misdrijf is vastgesteld zowel als in die waar de eerste beslissing is gewezen. Een uitgifte van het arrest wordt toegezonden aan de minister van Justitie, en een andere wordt afgegeven aan de veroordeelde of aan de curator voor zijn verdediging.

In de gevallen van het vorige lid wordt een vergoeding ten laste van de Staatskas toegekend, hetzij aan de veroordeelde, hetzij aan zijn rechthebbenden. Het bedrag wordt door de regering bepaald.

Een dergelijke vergoeding kan toegekend worden wanneer de straf verminderd wordt.

De aanvrager van de herziening die in het ongelijk wordt gesteld, wordt veroordeeld in de kosten.

De ten onrechte geïnde geldboete wordt terugbetaald, met de wettelijke interest te rekenen van de inning.

447bis. [De beslissingen, uitgesproken krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers en waarbij internering wordt gelast van verdachten en beschuldigten die zich in staat van krankzinnigheid, geestesstoornis of zwakzinnigheid bevinden, kunnen worden herzien overeenkomstig de artikelen 443 tot 447].

Ingevoegd bij art. 30 van de wet van 9 april 1930.

TITEL IV

Enige rechtsplegingen van bijzondere aard

EERSTE HOOFDSTUK

Valsheid

448. In alle gedingen ter zake van valsheid in geschrifte wordt het van valsheid betichte stuk, zodra het is ingebracht, neergelegd op de griffie, getekend en geparafeerd op elke bladzijde door de griffier, die een omstandig proces-verhaal opmaakt van de materiële toestand van het stuk, alsook door degene die het heeft neergelegd, indien hij kan tekenen, waarvan melding wordt gemaakt; een en ander op straffe van geldboete van vijftig frank tegen de griffier die het stuk in ontvangst heeft genomen zonder dat die formaliteit vervuld is.

449. Indien het van valsheid betichte stuk uit een openbare bewaarplaats wordt genomen, wordt het ook door de ambtenaar die het uit handen geeft, getekend en geparafeerd zoals hiervoren bepaald is, op straffe van dezelfde geldboete.

450. Het van valsheid betichte stuk wordt bovendien getekend door de officier van gerechtelijke politie, en door de burgerlijke partij of haar pleitbezorger indien dezen zich aanmelden.

Het wordt ook getekend door de verdachte op het ogenblik dat hij verschijnt.

Indien de verschijnende personen of enige onder hen niet kunnen of niet willen tekenen, maakt het proces-verbaal daarvan melding.

In geval van nalatigheid of van verzuim wordt de griffier gestraft met geldboete van vijftig frank.

451. Aan de klachten en aangiften ter zake van valsheid kan altijd gevolg gegeven worden, zelfs wanneer de van valsheid betichte stukken tot grondslag hebben gediend van gerechtelijke of burgerlijke akten.

452. Ieder openbaar of bijzonder bewaarder van stukken die van valsheid beticht worden, is verplicht [...] die af te geven op bevelschrift van de ambtenaar van het openbaar ministerie of van de onderzoeksrechter.

Dit bevelschrift en de akte van neerlegging strekken hem tot ontlasting jegens allen die bij het stuk belang hebben.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

453. De stukken die overgebracht worden om tot vergelijking te dienen, worden getekend en geparafereerd, zoals in de eerste drie artikelen van dit hoofdstuk bepaald is betreffende het van valsheid betichte stuk, en onder dezelfde straffen.

454. Alle openbare bewaarders kunnen worden genooddaakt [...] de stukken van vergelijking die zij in hun bezit hebben, over te brengen; het bevelschrift en de akte van neerlegging strekken hun tot ontlasting jegens hen die bij die stukken belang mochten hebben.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

455. [Indien het nodig is dat een openbaar bewaarder een authentiek stuk uit handen geeft, wordt het vooraf gefotografeerd en een fotocopie wordt na verificatie door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement, die daarvan proces-verbaal opmaakt, door de bewaarder bij zijn minuten gelegd om in de plaats te treden van het stuk totdat het wordt teruggezonden, en hij mag grossen of uitgiften daarvan afgeven met vermelding van het proces-verbaal dat is opgemaakt.]

Indien het stuk evenwel deel uitmaakt van een register zodat het daarvan niet voor een tijd kan worden afgescheiden, kan de rechtbank de overbrenging van het register bevelen en van de bij dit artikel vastgestelde formaliteit vrijstellen.

Het eerste lid aldus vervangen bij art. 4 van het K.B. nr. 246 van 22 februari 1936.

456. Onderhandse geschriften kunnen eveneens als stukken van vergelijking overgelegd en als zodanig aangenomen worden, indien de belanghebbende partijen ze erkennen.

Evenwel kunnen bijzondere personen die zodanige geschriften, zelfs volgens eigen bekentenis, in hun bezit hebben, niet onmiddellijk worden genooddaakt die af te geven; doch indien zij voor de rechtbank die met de kennisgeving van de zaak is belast, gedagvaard worden om die afgifte te doen of om de redenen van hun weigering voor te dragen, en zij in het ongelijk worden gesteld, kan het arrest of het vonnis bevelen dat zij daartoe [...] zullen worden genooddaakt.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

457. Wanneer de getuigen zich verklaren omtrent een stuk van het geding, paraferen en tekenen zij het; kunnen zij niet tekenen, dan maakt het proces-verbaal daarvan melding.

458. Indien een van de partijen in de loop van een onderzoek of van een rechtspleging een overgelegd stuk van valsheid beticht, maant zij de andere partij aan te verklaren of zij zich van het stuk wil bedienen.

459. Indien de partij verklaart zich van het stuk niet te willen bedienen of indien zij binnen acht dagen geen verklaring doet, wordt het stuk buiten het geding gehouden en wordt overgegaan tot het onderzoek en de uitspraak.

Indien de partij verklaart dat zij zich van het stuk wil bedienen, wordt de valsheid als tussengeschild behandeld voor het hof of de rechtbank waarvoor de hoofdzaak aanhangig is.

460. Indien de partij die het stuk van valsheid beticht heeft, staande houdt dat hij die het overgelegd heeft, dader van of medeplichtige aan de valsheid is, of indien uit de rechtspleging blijkt dat de dader of de medeplichtige nog in leven is en de vervolging van de misdaad nog niet vervallen is door verjaring, zal de strafvervolgung plaatshebben in de hierboven voorgeschreven vorm.

Indien het geding ingesteld is voor de burgerlijke rechter, wordt de berechting geschorst totdat over de valsheid is beslist.

Indien het een misdaad, een wanbedrijf of een overtreding betreft, moet het hof of de rechtbank waarvoor de zaak aanhangig is, vooraf beslissen, na de ambtenaar belast met het openbaar ministerie te hebben gehoord, of er al dan niet reden is tot schorsing.

461. Van de beklaagde of de beschuldigde kan worden gevorderd dat hij een geschreven stuk overlegt en een schrijffoef aflegt; bij weigering of stilzwijgen maakt het proces-verbaal daarvan melding.

462. Indien een hof of een rechtbank, bij het onderzoek van een geding, zelfs van een burgerlijk geding, aanwijzingen vindt omtrent een valsheid en omtrent de persoon die ze gepleegd heeft, doet de ambtenaar belast met het openbaar ministerie of de voorzitter de stukken toekomen aan de substituut van de procureur-generaal bij de onderzoeksrechter, hetzij van de plaats waar het misdrijf schijnt gepleegd te zijn, hetzij van de plaats waar de verdachte mocht worden gevat, en hij kan zelfs een bevel tot medebrenging verlenen.

463. Wanneer authentieke akten geheel of ten dele vals verklaard zijn, beveelt het hof of de rechtbank die van de valsheid heeft kennis genomen, dat zij zullen worden hersteld, doorgehaald of verbeterd; van alles wordt proces-verbaal opgemaakt.

De stukken van vergelijking worden teruggezonden naar de bewaarplaatsen waaruit zij zijn genomen, of terugbezorgd aan de personen die ze hebben meegedeeld, een en ander binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag van het arrest of het vonnis, op straffe van geldboete van vijftig frank tegen de griffier.

464. Voor het overige geschiedt het onderzoek omtrent de valsheid zoals voor de andere misdrijven, behoudens de volgende uitzondering.

De voorzitters van de hoven van assisen [...], de procureurs-generaal of hun substituten, de onderzoeksrechters en de vrederechters kunnen de nodige opsporingen buiten hun rechtsgebied voortzetten bij personen die verdacht worden [valse biljetten aan toonder door de Staatskas uitgegeven of valse bankbiljetten aan toonder waarvan de uitgifte door of krachtens een wet is toegelaten], te hebben vervaardigd, ingevoerd of verspreid.

Deze bepaling geldt ook voor de misdaad van valsemunterij of van namaking van 's Lands zegel.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK II

Weerspannigheid aan de wet

465. Wanneer de beschuldigde, na een arrest van inbeschuldigingstelling, niet kan gevat worden of zich niet aanmeldt binnen tien dagen na de betekening die hem daarvan aan zijn woonplaats wordt gedaan;

Of wanneer hij, na zich te hebben aangemeld of te zijn gevat, ontvlucht is;

Verleent de voorzitter van het hof van assisen [...], of in zijn afwezigheid de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg en, bij ontstentenis van beiden, de oudstbenoemde rechter in deze rechtbank, een beschikking, houdende dat hij zich moet aanmelden binnen een nieuwe termijn van tien dagen; dat hij anders weerspannig aan de wet zal worden verklaard; dat hij in de uitoefening van zijn rechten als burger zal worden geschorst; dat zijn goederen gedurende het onderzoek van de weerspannigheid aan de wet onder sekwester zullen staan; dat elke rechtsvordering hem gedurende dezelfde tijd ontegd zal zijn; dat tegen hem in rechte zal worden opgetreden, en dat ieder gehouden is de plaats aan te wijzen waar hij zich bevindt.

In die beschikking wordt bovendien melding gemaakt van de misdaad en van de beschikking tot gevangenneming.

Het derde lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

466. Die beschikking wordt [...] aangeplakt aan de deur van de woning van de beschuldigde, aan die van de burgemeester en aan die van de gehoorzaal van het hof van assisen [...].

De procureur-generaal of zijn substituut doet die beschikking ook toekomen aan de directeur van registratie en domeinen van de woonplaats van de weerspannige.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

467. Na een termijn van tien dagen wordt vonnis gewezen over de weerspannigheid aan de wet.

468. Geen raadsman, geen pleitbezorger mag optreden om de weerspannige beschuldigde te verdedigen.

Indien de beschuldigde zich buiten het Europese grondgebied van het Rijk bevindt of in de volstrekte onmogelijkheid verkeert om te verschijnen, kunnen zijn verwanten of vrienden zijn redenen van verschoning voorleggen en de wettigheid ervan bepleiten.

469. Indien het hof de verschoning gewettigd acht, beveelt het dat de berechting van de beschuldigde en het sekwester van zijn goederen zullen worden geschorst gedurende een termijn, te bepalen met inachtneming van de aard der verschoning en van de afstanden.

470. Buiten dit geval wordt dadelijk voorlezing gedaan van het arrest van verwijzing naar het hof van assisen [...], van de akte van betekening van de beschikking waarbij het verschijnen van de weerspannige gelast is, en van de processen-verbaal opgemaakt om de afkondiging en de aanplakking van die beschikking vast te stellen.

Na die voorlezing doet het hof, op de conclusie van de procureur-generaal of van zijn substituut, uitspraak over de weerspannigheid aan de wet.

Indien de behandeling niet geschied is overeenkomstig de wet, verklaart het hof ze nietig en beveelt dat zij opnieuw zal worden begonnen vanaf de eerste onwettige handeling.

Indien de behandeling regelmatig geweest is, doet het hof uitspraak over de beschuldiging en beslist over de burgerlijke belangen, een en ander zonder bijstand of tussenkomst van gezworenen.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

471. Indien de weerspannige wordt veroordeeld, worden zijn goederen, te rekenen van de tenuitvoerlegging van het arrest, beschouwd en beheerd als goederen van een afwezige; en van het sekwester wordt rekening gedaan aan wie het behoort, nadat de veroordeling onherroepelijk is geworden door het verstrijken van de termijn gegeven tot zuivering van de weerspannigheid aan de wet.

472. Binnen drie dagen na de uitspraak wordt, op verzoek van de procureur-generaal of van zijn substituut, een uittreksel uit het veroordelend vonnis door de uitvoerder van de criminele vonnissen aangeplakt op een paal, die opgericht wordt in het midden van een openbaar plein der hoofdplaats van het arrondissement waar de misdaad is gepleegd.

Binnen dezelfde termijn wordt een zelfde uittreksel gezonden aan de directeur van registratie en domeinen van de woonplaats van de weerspannige.

473. Tegen de vonnissen gewezen bij weerspannigheid aan de wet staat beroep in cassatie alleen open voor de procureur-generaal en voor de burgerlijke partij wat haar belangen betreft.

474. In geen geval kan de weerspannigheid van een beschuldigde het onderzoek van rechtswege schorsen of vertragen ten opzichte van zijn medebeschuldigden die aanwezig zijn.

Na dezen te hebben gevonnist, kan het hof gelasten dat de voorwerpen, als overtuigingsstukken op de griffie neergelegd, zullen worden teruggegeven indien de eigenaars of rechthebbenden die terugvragen. Het kan ook gelasten dat de teruggave slechts kan geschieden onder verplichting om de stukken zo nodig terug te brengen.

Vóór die teruggave zal een proces-verbaal van beschrijving door de griffier worden opgemaakt op straffe van honderd frank geld-boete.

475. Gedurende het sekwester kan onderstand worden verleend aan de vrouw, aan de kinderen, aan de vader of aan de moeder van de beschuldigde, indien zij in nood verkeren.

Deze onderstand wordt geregeld door de administratieve overheid.

476. Indien de beschuldigde zich gevangen geeft of aangehouden wordt voordat de straf verjaard is, gaat het bij weerspannigheid aan de wet gewezen vonnis van rechtswege teniet, alsook de procedures die tegen hem zijn gevoerd sedert de beschikking tot gevangenneming of tot verschijning en er wordt tegen hem opgetreden in de gewone vorm.

[...]

Het tweede lid opgeheven bij art. 1 van deze wet.

477. In de gevallen van het vorige artikel wordt ter terechtzitting voorlezing gedaan van de schriftelijke verklaringen van de getuigen die om enigerlei reden bij de debatten niet kunnen worden voorgebracht, alsmede van de schriftelijke antwoorden van de andere beschuldigden van hetzelfde misdrijf; hetzelfde geschiedt met alle andere stukken die de voorzitter geschikt acht om op het misdrijf en de schuldigen licht te werpen.

478. De weerspannige die na zijn verschijning wordt vrijgesteld van de beschuldiging, wordt in elk geval veroordeeld in de kosten veroorzaakt door zijn weerspannigheid aan de wet.

HOOFDSTUK III

Misdaden door rechters gepleegd buiten hun ambt en in de uitoefening van hun ambt

EERSTE AFDELING

Vervolg en onderzoek tegen rechters wegens misdaden en wanbedrijven door hen buiten hun ambt gepleegd

479. Wanneer een vrederechter, een lid van een correctionele rechtbank of van een rechtbank van eerste aanleg, of een ambtenaar belast met het openbaar ministerie bij een van die rechtbanken, ervan verdacht wordt buiten zijn ambt een misdrijf te hebben gepleegd waarop een correctionele straf gesteld is, doet de procureur-generaal bij het hof van beroep hem dagvaarden voor dat hof, dat uitspraak doet zonder dat hoger beroep daartegen openstaat.

480. Indien het een misdrijf betreft waarop een criminele straf is gesteld, wijst de procureur-generaal bij het hof van beroep de magistraat aan die het ambt van officier van gerechtelijke politie zal waarnemen en de eerste voorzitter van dat hof de magistraat die het ambt van onderzoeksrechter zal waarnemen.

481. Indien echter een lid van een hof van beroep of een ambtenaar die bij het hof het openbaar ministerie uitoefent, ervan verdacht wordt buiten zijn ambt een wanbedrijf of een misdaad te hebben gepleegd, is de ambtenaar die de aangiften of de klachten ontvangen heeft, gehouden daarvan dadelijk afschriften te doen toekomen aan de minister van Justitie, zonder enige vertraging van het onderzoek, dat voortgezet zal worden zoals in voorgaande bepalingen is geregeld, en hij zal eveneens aan de minister een afschrift zenden van de stukken.

482. De minister van Justitie zendt de stukken door aan het Hof van Cassatie, dat, indien daartoe grond bestaat, de zaak verwijst hetzij naar een correctionele rechtbank, hetzij naar een onderzoeksrechter, de ene zowel als de andere aan te wijzen buiten het rechtsgebied van het hof waartoe het verdachte lid behoort.

Indien een inbeschuldigingstelling moet worden uitgesproken, geschiedt de verwijzing naar een ander hof van beroep.

AFDELING II

[Vervolg en onderzoek, wegens misdaden of wanbedrijven in verband met hun ambt, tegen sommige rechters en rechtbanken]

Het opschrift aldus vervangen bij art. 1 van deze wet.

483. Wanneer een vrederechter of politierechter, een rechter in een rechtbank van koophandel, een officier van gerechtelijke politie, een lid van een correctionele rechtbank of van een rechtbank van eerste aanleg, of een ambtenaar belast met het openbaar

ministerie bij een van die rechters of rechtbanken, ervan verdacht wordt in de uitoefening van zijn ambt een misdrijf te hebben gepleegd waarop een correctionele straf gesteld is, dan wordt dat misdrijf vervolgd en berecht zoals in artikel 479 bepaald is.

484. Wanneer ambtenaren van de hoedanigheid als vermeld in het vorige artikel, ervan verdacht worden een misdaad te hebben gepleegd [...], worden de ambtsverrichtingen die in de regel behoren tot de bevoegdheid van de onderzoeksrechter en van de procureur des Konings, onmiddellijk waargenomen door de eerste voorzitter en de procureur-generaal bij het hof van beroep, ieder wat hem betreft, of door andere ambtenaren die zij onderscheidenlijk en bepaaldelijk daartoe aanwijzen.

Totdat die opdracht is gegeven en ingeval er een voorwerp van het misdrijf aanwezig is, kan ieder officier van gerechtelijke politie dit vaststellen; voor de verdere rechtspleging worden de algemene bepalingen van dit wetboek toegepast.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

485. Wanneer de misdaad die in de uitoefening van het ambt gepleegd is, [...] ten laste gelegd wordt hetzij aan een gehele rechtbank van koophandel, correctionele rechtbank of rechtbank van eerste aanleg, hetzij individueel aan een of meer leden van de hoven van beroep en aan de procureurs-generaal en substituten bij de hoven, dan wordt gehandeld als volgt.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

486. De misdaad wordt aangegeven bij de minister van Justitie, die, indien daartoe grond bestaat, aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie bevel geeft om ze op de aangifte te vervolgen.

De misdaad kan ook rechtstreeks bij het Hof van Cassatie aangegeven worden door de personen die beweren benadeeld te zijn, maar alleen dan wanneer zij een aanvraag tot verhaal op de rechtbank of op de rechter indienen of wanneer de aangifte incidenteel gedaan wordt in een zaak die voor het Hof van Cassatie aanhangig is.

487. Indien de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie in de stukken, hem door de minister van Justitie toegezonden of door de partijen overgelegd, niet alle inlichtingen vindt die hij nodig acht, wijst op zijn vordering de eerste voorzitter van dit hof een van de leden aan voor het verhoor van de getuigen en voor alle verdere daden van onderzoek die moeten worden verricht in de stad waar het Hof van Cassatie zijn zetel heeft.

488. Wanneer er getuigen moeten worden gehoord of daden van onderzoek verricht buiten de stad waar het Hof van Cassatie zijn zetel heeft, geeft de eerste voorzitter van dit hof dienaangaande alle nodige opdrachten aan een onderzoeksrechter, zelfs in [...] een ander arrondissement dan dat van de verdachte rechtbank of rechter.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

489. Nadat de in het vorige artikel vermelde onderzoeksrechter de getuigen heeft gehoord en het hem opgedragen onderzoek heeft voltooid, zendt hij de processen-verbaal en de andere akten, gesloten en verzegeld, terug aan de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie.

490. Nadat de eerste voorzitter inzage heeft genomen hetzij van de stukken die door de minister van Justitie zijn gezonden of door de partijen overgelegd, hetzij van de nadere inlichtingen die hij heeft ingewonnen, verleent hij, indien daartoe grond bestaat, het bevel tot bewaring.

Dit bevel wijst het huis van arrest aan waarin de verdachte zal worden opgenomen.

491. De eerste voorzitter van het Hof van Cassatie geeft dadelijk bevel de processtukken mee te delen aan de procureur-generaal, [die zijn vordering, waarin de aangifte tegen de verdachte is opgenomen], binnen de vijf volgende dagen [indien bij de kamer die kennis neemt van het cassatieberoep in criminele, correctionele en politiezaken].

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

492. Over de aangifte aangebracht bij [de kamer aangeduid in artikel 491], onverschillig of zij al dan niet door een bevel tot bewaring is voorafgegaan, beslist de kamer met voorrang boven alle andere zaken.

Indien zij de aangifte afwijst, beveelt zij de invrijheidstelling van de verdachte.

Indien zij de aangifte aanneemt, verwijst zij de verdachte rechtbank of rechter naar de rechters van [de kamer die kennis neemt van het cassatieberoep in burgerlijke zaken], en die uitspraak zullen doen over de inbeschuldigingstelling.

Het eerste en het derde lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

493. De aangifte die incidenteel gedaan wordt in een zaak die bij het Hof van Cassatie aanhangig is, wordt gebracht voor de kamer die van de zaak kennis heeft; wordt zij aangenomen, dan wordt zij [van de kamer die kennis neemt van het cassatieberoep in criminele, correctionele en politiezaken] verwezen [naar de kamer die kennis neemt van het cassatieberoep in burgerlijke zaken, en omgekeerd].

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

494. Wanneer een van de kamers van het Hof van Cassatie, bij het onderzoek van een aanvraag tot verhaal op de rechter of enige andere zaak, een misdrijf ontdekt waarvoor een rechtbank of een rechter van de hoedanigheid in artikel 479 omschreven strafrechtelijk kan worden vervolgd, dan kan zij, zonder dat er een rechtstreekse of een incidentele aangifte bestaat, ambtshalve de verwijzing bevelen overeenkomstig het vorige artikel.

495. Wanneer het onderzoek van een voor de verenigde kamers gebrachte zaak aanleiding geeft tot de verwijzing van ambtswege, in het vorige artikel vermeld, geschiedt die verwijzing naar [de kamer, die kennis neemt van het cassatieberoep in burgerlijke zaken].

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

496. De kamer waarnaar de verwijzing op aangifte of van ambtswege gedaan wordt, doet in alle gevallen uitspraak over de inbeschuldigingstelling.

Haar voorzitter vervult de taak die wettelijk tot de bevoegdheid van de onderzoeksrechter behoort.

497. Deze voorzitter kan het verhoor van de getuigen en de ondervraging van de verdachten opdragen aan een andere onderzoeksrechter, zelfs van buiten het rechterlijk arrondissement [...] waar de verdachte zich bevindt.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

498. Het bevel tot aanhouding, dat door de voorzitter gegeven wordt, wijst het huis van arrest aan waarin de verdachte zal worden opgenomen.

499. De kamer van het Hof van Cassatie, waarbij de zaak aanhangig is, beraadslaagt over de inbeschuldigingstelling in een niet openbare terechtzitting; de rechters moeten in oneven getal zijn.

Indien de meerderheid van de rechters oordeelt dat de inbeschuldigingstelling niet moet geschieden, wordt de aangifte bij arrest afgewezen, en de procureur-generaal doet de verdachte in vrijheid stellen.

500. Indien de meerderheid van de rechters oordeelt dat de inbeschuldigingstelling wel moet geschieden, wordt deze uitgesproken bij een arrest, dat tevens een beschikking tot gevangenneming inhoudt.

Ter uitvoering van dat arrest wordt de beschuldigde overgebracht naar het huis van justitie bij het hof van assisen dat door het Hof van Cassatie in het arrest zelf wordt aangewezen.

501. Het onderzoek dat aldus voor het Hof van Cassatie gedaan wordt, kan niet worden bestreden wat de vorm betreft.

Dit onderzoek strekt zich uit tot de medeplichtigen van de vervolgte rechtbank of van de vervolgte rechter, zelfs wanneer die geen rechterlijk ambt vervullen.

502. De overige bepalingen van dit wetboek, die niet in strijd zijn met de procesvormen bij dit hoofdstuk voorgeschreven, worden bovendien nagekomen.

503. Indien er in [de kamer die kennis neemt van het cassatieberoep in criminele, correctionele en politiezaken], wanneer zij kennis moet nemen van het cassatieberoep tegen het arrest van

het hof van assisen waarnaar de zaak is verwezen, rechters zijn die [in de andere kamer] deelgenomen hebben aan de inbeschuldigingstelling, moeten die rechters zich onthouden.

In het geval van een tweede cassatieberoep, dat tot behandeling in verenigde kamers aanleiding geeft, kunnen evenwel alle rechters daarvan kennis nemen.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK IV

Misdrijven tegen de eerbied aan de gestelde overheden verschuldigd

504. Wanneer een of meer aanwezigen op een terechtzitting of op enige andere plaats waar een gerechtelijk onderzoek in het openbaar wordt gedaan, openlijk tekens van goedkeuring of afkeuring geven, of op enigerlei wijze rumoer verwekken, doet de voorzitter of de rechter hen verwijderen; indien zij zich tegen zijn bevelen verzetten of weer binnenkomen, beveelt de voorzitter of de rechter dat zij zullen worden aangehouden en naar het huis van arrest gebracht; van dit bevel wordt melding gemaakt in het proces-verbaal; op vertoon ervan aan de bewaarder van het huis van arrest worden de rustverstoorders daarin opgenomen en gedurende vierentwintig uren vastgehouden.

505. Wanneer het rumoer gepaard gaat met beledigingen of feitelijkheden die bovendien grond opleveren tot het opleggen van correctionele straffen of politiestrafen, kunnen die straffen op staande voet en dadelijk na het vaststellen van de feiten worden uitgesproken en wel als volgt:

De politiestrafen, zonder hoger beroep, onverschillig door welke rechtbank of rechter zij zijn uitgesproken;

De correctionele straffen, behoudens hoger beroep indien de veroordeling is uitgesproken door een rechtbank tegen wier beslissingen hoger beroep openstaat, of door een enkele rechter.

506. Betreft het een misdadig gepleegd ter terechtzitting van een enkele rechter of van een rechtbank waartegen hoger beroep openstaat, dan verwijst de rechter of de rechtbank, na de dader te hebben doen aanhouden en van de feiten proces-verbaal te hebben opgemaakt, de stukken en de verdachte naar de bevoegde rechters.

507. Ten aanzien van feitelijkheden die tot misdadig zijn geworden, of van alle andere op heterdaad vastgestelde misdaden, gepleegd ter terechtzitting van het Hof van Cassatie, van een hof van beroep of van een hof van assisen [...], gaat het hof onmiddellijk en bij voorrang tot het berechten daarvan over.

Het hoort de getuigen, de dader en de raadsman die hij gekozen heeft of die de voorzitter hem heeft toegevoegd; na de feiten te hebben vastgesteld en de procureur-generaal of zijn substituut te hebben gehoord, alles in het openbaar, legt het de straf op bij een met redenen omkleed arrest.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

508. Indien er in het geval van het vorige artikel vijf of zes rechters tegenwoordig zijn op de terechtzitting, zijn vier stemmen vereist voor de veroordeling.

Zijn er zeven tegenwoordig, dan zijn vijf stemmen vereist voor de veroordeling.

Zijn er acht of meer tegenwoordig, dan wordt het veroordelend arrest uitgesproken met drie vierden van de stemmen, met dien verstande dat, indien er na de berekening van die drie vierden een breuk overblijft, deze ten voordele komt van de vrijspraak.

509. Wanneer de provinciegouverneurs, arrondissementscommissarissen, burgemeesters en schepenen, officieren van administratie of van gerechtelijke politie, in het openbaar enige handeling van hun ambt verrichten, oefenen ook zij de bij artikel 504 geregelde politiebevoegdheden uit; en na de rustverstoorders te hebben doen vatten, maken zij proces-verbaal op van het misdrijf en verwijzen dit proces-verbaal, indien daartoe grond bestaat, alsmede de verdachten naar de bevoegde rechters.

HOOFDSTUK V

Wijze waarop getuigenissen van de prinsen en van sommige staatsambtenaren worden afge- nomen in criminele, correctionele en politiezaken

510. De prinsen of prinsessen van koninklijke bloede, [...] en de minister van Justitie kunnen nooit als getuige worden gedagvaard, zelfs niet voor de debatten die ten overstaan van de jury worden gehouden, tenzij de Koning, op verzoek van een partij en op verslag van de minister van Justitie, bij een bijzonder besluit die verschijning toelaat.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

511. De getuigenissen van de personen van die hoedanigheid worden, behoudens de hierboven bepaalde uitzondering, schriftelijk opgemaakt en afgenomen door de eerste voorzitter van het hof van beroep, indien de in het vorige artikel genoemde personen in de hoofdplaats van een hof van beroep verblijven of zich aldaar bevinden; anders door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement waar zij hun woonplaats hebben of waar zij zich toevallig bevinden.

Te dien einde zendt het hof of de onderzoeksrechter waarbij de zaak aanhangig is, aan de voornoemde voorzitter een opgave van de feiten en vraagpunten waarover het getuigenis gevorderd wordt.

Deze voorzitter begeeft zich naar de woning van de bedoelde personen om hun getuigenis af te nemen.

512. De aldus afgenomen getuigenissen worden dadelijk op de griffie neergelegd of gesloten en verzegeld toegezonden aan de griffie van het hof of van de rechter die ze heeft gevorderd, en onverwijld meegedeeld aan de ambtenaar belast met het openbaar ministerie.

Bij het onderzoek voor de jury worden zij aan de gezworenen in het openbaar voorgelezen en aan de debatten onderworpen, op straffe van nietigheid.

513. Ingeval de Koning een besluit neemt waarbij de verschijning van enige van de voormelde personen voor de jury wordt bevolen of toegelaten, wijst hetzelfde koninklijk besluit het ceremonieel aan dat te hunnen opzichte in acht zal worden genomen.

514. Ten opzichte van andere ministers dan de minister van Justitie, [...], ambassadeurs of andere agenten van de Koning bij de vreemde staatshoofden geaccrediteerd, wordt gehandeld als volgt:

Indien hun getuigenis gevorderd wordt hetzij voor het hof van assisen, hetzij voor de onderzoeksrechter van de plaats van hun verblijf of van de plaats waar zij zich toevallig bevinden, moeten zij getuigenis afleggen in de gewone vorm.

Indien het een getuigenis betreft in een zaak die vervolgd wordt buiten de plaats waar zij voor de uitoefening van hun ambt verblijven en buiten de plaats waar zij zich toevallig bevinden, en indien het getuigenis niet gevorderd wordt voor de jury, doet de voorzitter of de onderzoeksrechter bij wie de zaak aanhangig is, aan zijn ambtgenoot van de plaats waar die ambtenaren uit hoofde van hun ambt verblijven, een opgave toekomen van de feiten en vraagpunten waarover het getuigenis wordt gevorderd.

Indien het een getuigenis betreft van een bij een vreemde regering residerend agent, wordt die opgave gezonden aan de minister van Justitie, die ze te bestemde plaatse laat bezorgen en de persoon aanwijst die het getuigenis zal afnemen.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

515. De voorzitter of de onderzoeksrechter aan wie de in het vorige artikel vermelde opgave wordt toegezonden, doet de ambtenaar voor zich dagvaarden en laat hem schriftelijk getuigenis afleggen.

516. Dit getuigenis wordt gesloten en verzegeld toegezonden aan de griffie van het hof of van de rechter die het gevorderd heeft, alsook meegedeeld en voorgelezen zoals in artikel 512 is bepaald en onder dezelfde straffen.

517. Wanneer ambtenaren van de hoedanigheid als vermeld in artikel 514, gedagvaard worden om als getuige te verschijnen voor een jury die vergaderd is buiten de plaats waar zij voor de uitoefening van hun ambt verblijven of waar zij zich toevallig bevinden, kunnen zij daarvan bij een koninklijk besluit worden vrijgesteld.

In dat geval leggen zij schriftelijk getuigenis af en de voorschriften van de artikelen 514, 515 en 516 worden in acht genomen.

HOOFDSTUK VI

Vaststelling van de identiteit van ontvluchte en opnieuw aangehouden veroordeelden

518. De vaststelling van de identiteit van een veroordeelde die ontvlucht is en opnieuw aangehouden, geschiedt door het hof dat hem veroordeeld heeft.

[...]

Het tweede lid opgeheven bij art. 1 van deze wet.

519. De desbetreffende vonnissen worden gewezen zonder bijstand van gezwoorenen, nadat het hof de getuigen gehoord heeft die opgeroepen zijn zowel op verzoek van de procureur-generaal als van de aangehoudene, indien deze getuigen heeft doen dagvaarden.

De terechtzitting is openbaar en de aangehoudene moet tegenwoordig zijn, op straffe van nietigheid.

520. De procureur-generaal en de aangehoudene kunnen zich, in de vorm en binnen de termijn bij dit wetboek bepaald, in cassatie voorzien tegen het arrest dat op de vordering tot vaststelling van identiteit gewezen is.

HOOFDSTUK VII

Rechtspleging in geval van vernieling of wegneming van het vonnis of van de stukken van een zaak

521. Wanneer ten gevolge van brand, overstroming of enige andere buitengewone oorzaak minuten van nog niet ten uitvoer gelegde arresten in criminele of correctionele zaken, of stukken van nog niet afgedane processen vernield, weggenomen of zoekgeraakt zijn en het niet mogelijk is die weer op te maken, wordt gehandeld als volgt.

522. Indien er een uitgifte of een authentiek afschrift van het arrest bestaat, wordt die uitgifte of dat afschrift als minuut beschouwd en derhalve in de bewaarplaats van de arresten neergelegd.

Te dien einde is ieder openbaar ambtenaar of ieder persoon die een uitgifte of een authentiek afschrift van het arrest in bewaring heeft, verplicht [...] die uitgifte of dat afschrift op de griffie van het hof dat het arrest gewezen heeft, neer te leggen, op het bevel door de voorzitter van dat hof daartoe gegeven.

Dit bevel strekt hem tot ontlasting jegens hen die bij het stuk belang hebben.

De bewaarder van de uitgifte of het authentiek afschrift van de vernielde, weggenomen of zoekgeraakte minuut is gerechtigd om zich daarvan, bij het neerleggen in de openbare bewaarplaats, kosteloos een uitgifte te doen uitleveren.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

523. Wanneer er in criminele zaken geen uitgifte en ook geen authentiek afschrift van het arrest meer bestaat, en indien de verklaring van de jury in minuut of in authentiek afschrift nog voorhanden is, wordt op grond van die verklaring een nieuw vonnis gewezen.

524. Wanneer de verklaring van de jury niet meer kan worden overgelegd of wanneer de zaak gevonnist is zonder gezwoorenen en er geen schriftelijke akte van bestaat, wordt het onderzoek opnieuw begonnen van waar de stukken, zowel in minuut als in uitgifte of authentiek afschrift, ontbreken.

TITEL V

Regeling van rechtsgebied en verwijzing van de ene rechtbank naar de andere

EERSTE HOOFDSTUK

Regeling van rechtsgebied

525. Ieder verzoek tot regeling van rechtsgebied wordt summier en op enkele memorie behandeld en uitgewezen.

526. Er is grond tot regeling van rechtsgebied door het Hof van Cassatie in criminele, correctionele of politiezaken, wanneer onderscheidene hoven, rechtbanken of onderzoeksrechters, die niet tot elkaars rechtsgebied behoren, kennis nemen van een zelfde misdrijf of van samenhangende misdrijven of van een zelfde overtreding.

527. Er is eveneens grond tot regeling van rechtsgebied door het Hof van Cassatie, wanneer enerzijds een militaire rechtbank [...] of een officier van militaire politie of enige andere uitzonderingsrechtbank, en anderzijds een hof van beroep, een hof van assisen [...], een correctionele rechtbank, een politierechtbank of een onderzoeksrechter kennis nemen van eenzelfde misdrijf of van samenhangende misdrijven of van eenzelfde overtreding.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

528. Na inzage van het verzoekschrift en van de stukken beveelt [de kamer van het Hof van Cassatie die kennis neemt van de cassatieberoepen in criminele, correctionele en politiezaken] dat alles aan partijen zal worden meegedeeld, of doet einduitspraak, behoudens verzet.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

529. Ingeval de mededeling wordt bevolen op de voorziening tot regeling van rechtsgebied ingesteld door de beklaagde, de beschuldigde of de burgerlijke partij, beveelt het arrest aan de twee ambtenaren belast met het openbaar ministerie bij de rechterlijke instanties waarbij de zaak gelijktijdig aanhangig is, de processtukken in te zenden onder bijvoeging van een met redenen omkleed advies omtrent het geschil.

530. Wanneer de mededeling wordt bevolen op de voorziening van een van die ambtenaren, beveelt het arrest aan de andere de stukken en zijn met redenen omkleed advies in te zenden.

531. Het arrest houdende bevel tot mededeling vermeldt in het kort de akten die aanleiding geven tot het geschil, en bepaalt al naar de afstanden de termijn waarbinnen de stukken en de met redenen omklede adviezen op de griffie moeten worden neergelegd.

De betekening van dit arrest aan de partijen schorst van rechtswege de berechting van de zaak en in criminele zaken de inbeschuldigingstelling, of, indien deze reeds uitgesproken is, de samenstelling van de jury in de hoven van assisen, [...], doch zij schorst noch de daden en procedures tot bewaring van recht noch die van onderzoek.

De beklaagde of de beschuldigde en de burgerlijke partij kunnen hun middelen betreffende het geschil van rechtsgebied voordragen in de vorm in hoofdstuk II, titel III van dit boek bepaald, voor het cassatieberoep.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

532. Wanneer op enkel verzoekschrift een arrest gewezen wordt over het verzoek tot regeling van rechtsgebied, wordt dat arrest door de zorg van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en door bemiddeling van de minister van Justitie, betekend aan de ambtenaar belast met het openbaar ministerie bij het hof, de rechtbank of de magistraat, aan wie de zaak onttrokken wordt.

Het wordt mede betekend aan de beklaagde of aan de beschuldigde en aan de burgerlijke partij, indien er een is.

533. De beklaagde of de beschuldigde en de burgerlijke partij kunnen tegen het arrest in verzet komen binnen een termijn van [een maand] en in de vorm in hoofdstuk II, titel III van dit boek bepaald voor het cassatieberoep.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

534. Het in het vorige artikel vermelde verzet schorst van rechtswege de berechting van de zaak, zoals in artikel 531 bepaald is.

535. De beklagde die niet in hechtenis is, de beschuldigde die zich niet in het huis van justitie bevindt, en de burgerlijke partij kunnen niet in verzet komen, tenzij zij tevoren of binnen de bij artikel 533 bepaalde termijn woonplaats hebben gekozen in de gemeente waar een van de rechterlijke instanties tussen wie het geschil bestaat, haar zetel heeft.

Bij gebreke van die keuze kunnen zij ook niet tegenwerpen dat hun geen mededeling is gedaan, wantoe in dat geval de verzoeker te hunnen opzichte niet verplicht is.

536. Het Hof van Cassatie doet, bij de beslissing van het geschil van rechtsgebied, uitspraak over alle handelingen die mochten verricht zijn door het hof, de rechtbank of de rechter, aan wie het de zaak onttrekt.

537. De arresten over geschillen van rechtsgebied kunnen niet door verzet worden bestreden, wanneer zij voorafgegaan zijn door een behoorlijk ten uitvoer gelegd arrest houdende bevel tot mededeling.

538. Het arrest, gewezen na een arrest houdende bevel tot mededeling of gewezen op verzet, wordt aan dezelfde partijen en in dezelfde vorm betekend als het arrest dat eraan voorafgegaan is.

539. Wanneer [de verdachte, de beklagde of de beschuldigde,] de ambtenaar belast met het openbaar ministerie of de burgerlijke partij hetzij de exceptie van onbevoegdheid van een rechtbank van eerste aanleg of van een onderzoeksrechter, hetzij een declinatoire exceptie heeft opgeworpen, kan niemand zich tot het Hof van Cassatie wenden om regeling van rechtsgebied te verkrijgen, onverschillig of de exceptie aangenomen dan wel verworpen is; onverminderd het recht om voor het hof van beroep hoger beroep in te stellen tegen de beslissing van de rechtbank van eerste aanleg of van de onderzoeksrechter, en het recht om zich in cassatie te voorzien tegen het arrest van het hof van beroep, indien daartoe grond bestaat.

540. Wanneer twee onderzoeksrechters of twee rechtbanken van eerste aanleg, in het rechtsgebied van een zelfde hof van beroep gevestigd, kennis nemen van een zelfde misdrijf of van samenhangende misdrijven, beslist dit hof over de regeling van rechtsgebied in de vorm bepaald in dit hoofdstuk, behoudens voorziening in cassatie, indien daartoe grond bestaat.

Wanneer twee politierechtbanken kennis nemen van een zelfde overtreding of van samenhangende overtredingen, wordt over de regeling van rechtsgebied beslist door de rechtbank tot wier rechtsgebied beide rechtbanken behoren; indien zij tot het rechtsgebied van verschillende rechtbanken behoren, wordt over het geschil beslist door het hof van beroep, behoudens voorziening in cassatie, indien daartoe grond bestaat.

541. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK II

Verwijzing van de ene rechtbank naar de andere

542. In criminele, correctionele en politiezaken kan het Hof van Cassatie, op vordering van de procureur-generaal bij dit hof, een zaak verwijzen van een hof van beroep of van een hof van assisen [...] naar een ander, van een correctionele rechtbank of van een politierechtbank naar een andere rechtbank van dezelfde hoedanigheid, van een onderzoeksrechter naar een andere, om reden van openbare veiligheid of op grond van gewettigde verdenking.

Die verwijzing kan ook bevolen worden op vordering van de belanghebbende partijen, doch alleen op grond van gewettigde verdenking.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

543. De belanghebbende partij die vrijwillig heeft geprocedeerd voor een hof, een rechtbank of een onderzoeksrechter, is in haar verzoek tot verwijzing niet ontvankelijk dan op grond van omstandigheden die zich nadien hebben voorgedaan en die van zodanige aard zijn dat zij een gewettigde verdenking doen ontstaan.

544. De ambtenaren belast met het openbaar ministerie kunnen zich rechtstreeks wenden tot het Hof van Cassatie om de verwijzing te vorderen op grond van gewettigde verdenking; betreft het echter een verzoek tot verwijzing om redenen van openbare veiligheid, dan zijn zij gehouden hun vorderingen, hun beweegredenen en de stukken tot staving te bezorgen aan de minister van Justitie, die ze aan het Hof van Cassatie doet toekomen, indien daartoe grond bestaat.

545. Na inzage van het verzoekschrift en van de stukken doet de [kamer van het Hof van Cassatie die kennis neemt van het cassatieberoep in criminele, correctionele en politiezaken], einduitspraak, behoudens verzet, of beveelt dat alles zal worden meegedeeld.

546. Wanneer de verwijzing gevraagd wordt door [de verdachte, de beklagde, de beschuldigde] of de burgerlijke partij en het Hof van Cassatie meent dit verzoek niet op staande voet te moeten toestaan of afwijzen, beveelt het arrest de mededeling ervan aan de ambtenaar belast met het openbaar ministerie bij het hof, de rechtbank of de onderzoeksrechter, die van het misdrijf kennis neemt, en het gelast deze ambtenaar de stukken in te zenden onder bijvoeging van een met redenen omkleed advies over het verzoek tot verwijzing; in voorkomend geval beveelt het arrest bovendien de mededeling aan de andere partij.

547. Wanneer het verzoek tot verwijzing gedaan wordt door de ambtenaar belast met het openbaar ministerie en het Hof van Cassatie daarover geen einduitspraak doet, beveelt het, indien daartoe grond bestaat, de mededeling aan de partijen, of neemt zodanige andere voorbereidende beslissing als het nodig oordeelt.

548. Elk arrest waarbij over een aanvraag tot verwijzing einduitspraak gedaan wordt na inzage van het verzoekschrift en van de stukken, wordt door de zorg van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en door bemiddeling van de minister van Justitie, betekend hetzij aan de ambtenaar belast met het openbaar ministerie bij het hof, de rechtbank of de onderzoeksrechter, aan wie de zaak onttrokken wordt, hetzij aan de burgerlijke partij, [de verdachte, de beklagde of de beschuldigde] in persoon of aan de door hen gekozen woonplaats.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

549. Het verzet is niet-ontvankelijk indien het niet gedaan is volgens de regels en binnen de termijn in hoofdstuk I van deze titel bepaald.

550. Het ontvankelijk verklaarde verzet schorst van rechtswege de uitspraak in het geding, zoals in artikel 531 bepaald is.

551. De artikelen 525, 530, 531, 534, 535, 536, 537, 538 en 541 zijn mede van toepassing op het verzoek tot verwijzing van de ene rechtbank naar de andere.

552. Het arrest waarbij een verzoek tot verwijzing wordt verworpen, vormt geen beletsel voor een nieuw verzoek tot verwijzing op grond van feiten die zich nadien hebben voorgedaan.

TITEL VI

553-599. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

TITEL VII

Enige zaken van openbaar belang en van algemene veiligheid

EERSTE HOOFDSTUK

Bewaring van de notities van alle vonnissen

600. De griffiers van de correctionele rechtbanken en van de hoven van assisen [...] zijn gehouden de naam, de voornamen, het beroep, de leeftijd en de verblijfplaats van alle tot een correctionele gevangenisstraf of tot een zwaardere straf veroordeelde personen naar alfabetische orde in een bijzonder register op te schrijven; in dit register wordt beknopt notitie gehouden van elke zaak en van de veroordeling, op straffe van vijftig frank geldboete voor elk verzuim.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

601. Om de drie maanden zenden de griffiers, op straffe van honderd frank geldboete, een afschrift van die registers aan de minister van Justitie [...].

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

602. [De minister van Justitie doet] in dezelfde vorm een algemeen register houden, uit die verschillende afschriften samengesteld.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK II

Gevangenen, huizen van arrest en van justitie

603. Behalve de gevangenen, bestemd voor de uitvoering van de straffen, zal er in ieder arrondissement bij de rechtbank van eerste aanleg een huis van arrest zijn om er de verdachten in op te nemen; en bij ieder hof van assisen een huis van justitie om er degenen in op te nemen tegen wie een beschikking tot gevangenneming is uitgevaardigd.

604. De huizen van arrest en de huizen van justitie zijn volkomen onderscheiden van de gevangenen bestemd voor de uitvoering van de straffen.

605. De gouverneurs dragen zorg dat die verschillende huizen niet alleen veilig, maar ook zindelijk zijn, en in zodanige staat dat de gezondheid van de gevangenen generlei schade kan lijden.

606. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

607. De bewaarders van de huizen van arrest, van de huizen van justitie en van de gevangenen zijn verplicht een register te bezitten.

Dit register wordt op alle bladzijden getekend en geparafecerd door de onderzoeksrechter voor de huizen van arrest, [...] door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg voor de huizen van justitie, en door de provinciegouverneur voor de gevangenen bestemd voor de uitvoering van de straffen.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

608. Ieder uitvoerder van een bevel tot aanhouding, van een beschikking tot gevangenneming, van een veroordelend arrest of vonnis is verplicht de akte waarvan hij houder is, op het register te doen inschrijven, voordat hij de door hem opgebrachte persoon aan de bewaarder overgeeft; de akte van overgifte wordt in zijn bijzijn geschreven.

Een en ander wordt door hem en door de bewaarder getekend.

De bewaarder geeft hem, te zijner ontlasting, een afschrift dat hij ondertekent.

609. Geen bewaarder mag, op straffe van vervolging en veroordeling wegens willekeurige vrijheidsberoving, iemand in de gevangenis opnemen of vasthouden dan uit kracht hetzij van een bevel tot bewaring, hetzij van een bevel tot aanhouding in de bij de wet vereiste vorm uitgevaardigd, hetzij van een arrest van verwijzing naar het hof van assisen [...], van een arrest of vonnis van veroordeling tot een criminele straf of een gevangenisstraf, en zonder dat de overschrijving ervan op zijn register gedaan is.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

610. Het voormelde register bevat eveneens, op de kant van de akte van overgifte van de gevangene, de datum van zijn ontslag, alsook de beschikking, het arrest of het vonnis uit kracht waarvan het ontslag geschiedt.

611. De onderzoeksrechter is verplicht ten minste eens in de maand de in het huis van arrest van het arrondissement opgesloten personen te bezoeken.

De voorzitter van het hof van assisen is verplicht ten minste eenmaal in de loop van elke zitting de in het huis van justitie opgesloten personen te bezoeken.

De gouverneur is verplicht ten minste eens in het jaar alle huizen van justitie en gevangenen en alle gevangenen van de provincie te bezoeken.

612. Bovendien is ook de burgemeester van elke gemeente waar een huis van arrest, een huis van justitie, of een gevangenis bestaat [...] verplicht die huizen ten minste eens in de maand te bezoeken.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

613. De burgemeester [...] waakt ervoor dat de gevangenen voldoende en gezond voedsel krijgen; de handhaving van de orde in die huizen behoort tot zijn bevoegdheid.

De onderzoeksrechter en de voorzitter van het hof van assisen kunnen evenwel onderscheidenlijk alle bevelen geven die in de huizen van arrest en in de huizen van justitie moeten worden uitgevoerd, en die zij voor het onderzoek, of voor de berechting nodig achten.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

Zie wat het tweede lid betreft, art. 23 van de wet van 20 april 1874.

614. De gevangene die zich schuldig maakt aan bedreigingen, beledigingen of geweld daden hetzij tegen [het personeel van de strafinrichtingen], hetzij tegen andere gevangenen, wordt, op bevel van wie daartoe bevoegd is, strenger bewaakt [of afgezonderd], onverminderd de vervolgingen waartoe zijn gedrag aanleiding kan geven.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK III

Middelen om de persoonlijke vrijheid te verzekeren tegen wederrechtelijke vrijheidsberoving of andere daden van willekeur

615. [...] Ieder die ervan kennis draagt dat iemand gevangen gehouden wordt in een plaats welke niet bestemd is om tot huis van arrest, huis van justitie of gevangenis te dienen, is verplicht daarvan bericht te geven aan de vrederechter, aan de procureur des Konings [...] of aan de onderzoeksrechter, of aan de procureur-generaal bij het hof van beroep.

Aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

616. Ieder vrederechter, ieder ambtenaar belast met het openbaar ministerie, ieder onderzoeksrechter is gehouden, op straffe van te worden vervolgd als medeplichtig aan willekeurige vrijheidsberoving, zich ambtshalve of na ontvangen bericht dadelijk ter plaatse te begeven en de gevangene gehouden persoon in vrijheid te doen stellen, of, indien er een wettelijke grond tot hechtenis aangevoerd wordt, hem terstond voor de bevoegde magistraat te doen brengen.

Hij maakt van alles proces-verbaal op.

617. Desnoods geeft hij een beschikking in de vorm bij artikel 95 van dit wetboek voorgeschreven.

Ingeval hij weerstand ondervindt, kan hij zich door de nodige macht doen bijstaan en ieder die wordt opgevorderd, is verplicht hulp te bieden.

618. Als schuldig of medeplichtig aan willekeurige vrijheidsberoving wordt vervolgd ieder bewaarder die weigert hetzij, op de daartoe gedane vordering, de gevangene te vertonen aan de houder van het bevel van de burgerlijke officier die belast is met het toezicht op het huis van arrest, het huis van justitie of de gevangenis, hetzij het bevel te vertonen dat hem zulks verbiedt, hetzij aan de vrederechter zijn registers over te leggen of hem van een gedeelte van zijn registers zodanig afschrift te laten nemen als deze nodig oordeelt.

HOOFDSTUK IV

Uitwissing van veroordelingen en herstel in eer en rechten in strafzaken

Het opschrift aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 7 april 1964.

EERSTE AFDELING

Uitwissing van veroordelingen

619. [Veroordelingen tot politiestrafen worden uitgewist na verloop van vijf jaar vanaf de dag van de rechterlijke eindbestis-sing waarbij ze zijn uitgesproken.

Het vorige lid is niet van toepassing op veroordelingen die vervallenverklaringen of ontzettingen inhouden waarvan de gevolgen zich over meer dan vijf jaar uitstreken, tenzij het gaat om veroordelingen die het verval inhouden van het recht tot sturen wegens lichamelijke ongeschiktheid, uitgesproken op grond van de bepalingen van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958.]

Aldus vervangen bij art. 2 van de wet van 7 april 1964.

620. [Uitwissing van veroordelingen heeft de gevolgen van herstel in eer en rechten.]

Aldus vervangen bij art. 3 van de wet van 7 april 1964.

AFDELING II

Herstel in eer en rechten in strafzaken

621. [Ieder veroordeelde tot straffen die niet kunnen worden uitgewist overeenkomstig artikel 619, kan in eer en rechten hersteld worden, tenzij hij vroeger reeds zodanig herstel heeft genoten. Indien echter het vroeger verleende herstel alleen betrekking heeft op veroordelingen als bedoeld in artikel 627, kan het hof beslissen dat het geen beletsel vormt voor een nieuw herstel in eer en rechten.]

Aldus vervangen bij art. 4 van de wet van 7 april 1964.

622. [De veroordeelde moet de vrijheidsstraffen hebben ondergaan en de geldstraffen hebben gekweten, tenzij die straffen krachtens het recht van genade kwijtgescholden zijn, of, indien zij voorwaardelijk zijn uitgesproken of voorwaardelijk zijn geworden bij genademaatregel, als niet bestaande worden beschouwd. Is de straf verjaard, dan kan de veroordeelde alleen in eer en rechten hersteld worden wanneer de niet-uitvoering niet aan hem te wijten is.]

Aldus vervangen bij art. 5 van de wet van 7 april 1964.

623. [De veroordeelde moet voldaan hebben aan de in het vonnis bepaalde verplichting tot teruggave, schadevergoeding en betaling van kosten, en in geval van bedrieglijke bankbreuk moet hij het passief van het faillissement, hoofdsom, interesten en kosten, hebben gekweten.]

Het hof dat over het verzoek tot eerherstel moet beslissen, kan de veroordeelde evenwel van deze voorwaarde ontslaan, indien hij aantoonde dat hij in de onmogelijkheid verkeerde om aan die verplichtingen te voldoen hetzij wegens zijn onvermogen, hetzij wegens enig ander feit waaraan hij geen schuld heeft. Het hof kan in dat geval, onverminderd de rechten van de schuldeisers, ook het gedeelte bepalen van de teruggave, de schadevergoeding, de gerechtskosten en het passief, dat de veroordeelde moet hebben voldaan alvorens hem herstel in eer en rechten kan worden toegestaan.]

Aldus vervangen bij art. 6 van de wet van 7 april 1964.

624. [Herstel in eer en rechten is afhankelijk van een proeftijd gedurende welke de verzoeker een vaste verblijfplaats in België of in het buitenland moet hebben gehad, blijk moet hebben gegeven van verbetering en van goed gedrag moet zijn geweest.]

Het hof moet bij zijn beoordeling inzonderheid rekening houden met de moeite door de verzoeker gedaan om de uit de misdrijven voortvloeiende schade die niet gerechtelijk mocht zijn vastgesteld, te herstellen.]

Aldus vervangen bij art. 7 van de wet van 7 april 1964.

625. [De proeftijd, die voortduurt tot de dag waarop de aanvraag tot eerherstel wordt ingediend, loopt :

1° Van de dag van de voorwaardelijke veroordeling;

2° Van de dagtekening van het koninklijk genadebesluit waarbij de straf voorwaardelijk wordt gemaakt;

3° Van de dag van de voorwaardelijke invrijheidstelling, mits de definitieve invrijheidstelling verkregen is ten tijde van het indienen van de aanvraag;

4° In de overige gevallen bedoeld bij artikel 622, van de dag van het verval van de straffen of van de dag waarop zij verjaren, voor zover de niet-uitvoering niet te wijten is aan de verzoeker.]

Aldus vervangen bij art. 8 van de wet van 7 april 1964.

626. [De minimumduur van de proeftijd is bepaald op vijf jaar. Die termijn wordt echter op ten minste tien jaar gebracht, indien de verzoeker wegens wettelijke herhaling veroordeeld is overeenkomstig de artikelen 54 tot 57 van het Strafwetboek of indien hij ter beschikking van de Regering is gesteld ingevolge artikel 23, tweede lid, van de wet van 9 april 1930, zoals deze is gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers.]

Aldus vervangen bij art. 9 van de wet van 7 april 1964, daarna aldus gewijzigd bij art. 1 van deze wet.

627. [Indien de verzoeker gedurende de proeftijd bedoeld in de vorige artikelen veroordeeld werd tot politiestrafen die niet kunnen worden uitgewist overeenkomstig artikel 619, of tot correctionele geldboeten of tot correctionele hoofdgevangenisstraffen van ten hoogste één maand wegens overtreding van :

1° De artikelen 242, 263, 283, 285, 294, 295, tweede lid, 319, 320, 321, 361, 362, 419, 420, 421, 422 en 519 van het Strafwetboek;

2° De artikelen 333 en 334 van hetzelfde wetboek, voor zover zij betrekking hebben op het geval van nalatigheid;

3° De bijzondere wetten en verordeningen,

kan het hof beslissen dat die veroordelingen voor het verlenen van herstel in eer en rechten geen beletsel vormen.

In dat geval worden de veroordelingen uitgewist, voor zover de in eer en rechten herstelde binnen vijf jaar na de dagtekening van het arrest van herstel niet is veroordeeld tot een criminele of correctionele straf. Deze strafuitwissing heeft de gevolgen van herstel in eer en rechten.]

Aldus vervangen bij art. 10 van de wet van 7 april 1964.

628. [De verzoeker richt zijn aanvraag tot herstel in eer en rechten aan de procureur des Konings van het arrondissement waarin hij verblijft, onder opgave van de veroordelingen waarop de aanvraag betrekking heeft, van de plaatsen waar hij gedurende de proeftijd verbleven heeft en in voorkomend geval van de in artikel 627 bedoelde veroordelingen.]

Verblijft hij in het buitenland, dan wordt de aanvraag gericht aan de procureur des Konings van het arrondissement Brussel.]

Aldus vervangen bij art. 11 van de wet van 7 april 1964.

629. [De procureur des Konings laat zich afgeven :

1° Een uittreksel uit het strafregister van de verzoeker;

2° Een voor eensluidend verklaard uittreksel uit alle arresten en vonnissen in strafzaken de verzoeker betreffende.

Die uittreksels vermelden, benevens de juiste aard der feiten en de uitgesproken straffen of maatregelen, iedere veroordeling tot teruggave, tot schadevergoeding jegens een burgerlijke partij en in de proceskosten.

3° Een uittreksel uit het moraliteitsregister van de verzoeker gehouden tijdens de uitvoering van de vrijheidsstraffen of de maatregelen van vrijheidsbeneming die hij heeft ondergaan;

4° De verklaringen van de burgemeesters der gemeenten waar de verzoeker gedurende de proeftijd heeft verbleven, betreffende het tijdstip en de duur van zijn verblijf in elke gemeente, zijn beroepsarbeid, zijn middelen van bestaan en zijn gedrag gedurende die tijd.

Wanneer de verzoeker in het buitenland verblijft of heeft verbleven, bepaalt de procureur des Konings welke verklaringen moeten worden overgelegd ter vervanging van de hierboven bedoelde, of verschaft zich de nodige bescheiden.

De procureur des Konings wint ambtshalve of op verzoek van de procureur-generaal alle nodig geachte inlichtingen in. Hij zendt het dossier met de stukken en zijn advies aan de procureur-generaal.]

Aldus vervangen bij art. 12 van de wet van 7 april 1964.

630. [Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag legt de procureur-generaal de processtukken voor aan de kamer van inbeschuldigingstelling die binnen een maand de zaak behandelt en beslist met gesloten deuren.]

Oordeelt de procureur-generaal dat het verschijnen van de verzoeker niet onontbeerlijk is en dat er grond bestaat om de aanvraag in te willigen, dan kan het hof zonder verdere formaliteiten herstel in eer en rechten verlenen.

In de overige gevallen worden de procureur-generaal, de verzoeker en zijn raadsman gehoord.

Het dossier wordt gedurende ten minste vijf dagen ter beschikking gesteld van de verzoeker en van zijn raadsman.

De verzoeker verschijnt op een dagvaarding die hem door de procureur-generaal ten minste acht vrije dagen vóór de vastgestelde dag wordt gedaan.

Oordeelt het hof, na de verschijning, dat een onderzoek nodig is, dan bepaalt het de feiten waarop dit moet slaan, wijst het de getuigen aan en stelt een dag vast voor hun verhoor.

Dadelijk na het verhoor van de getuigen worden de procureur-generaal, de verzoeker en zijn raadsman opnieuw gehoord.

De getuigen worden opgeroepen door de zorg van de procureur-generaal. Hun verschijning, verhoor en vergoedingen worden geregeld als voor de getuigen in correctionele zaken.

De verzoeker moet in persoon verschijnen op elke terechtzitting, behalve op die waarop het arrest wordt uitgesproken.

Indien hij niet verschijnt zonder een wettige reden van verschooning aan te voeren, wijst het hof zijn aanvraag af.

Voert hij zodanige reden wel aan, dan zet het hof, na de raadsman te hebben gehoord, de behandeling van de zaak voort of stelt deze uit.]

Aldus vervangen bij art. 13 van de wet van 7 april 1964.

631. [Indien het hof de aanvraag afwijst, mag deze pas worden hernieuwd na verloop van twee jaren na de dagtekening van het arrest. In het afwijzend arrest mag het hof een kortere termijn stellen, behalve wanneer het herstel in eer en rechten geweigerd wordt wegens gemis van verbetering of van goed gedrag.

Indien het hof het herstel verleent, wordt het arrest door de zorg van de procureur-generaal ten uitvoer gelegd.]

Aldus vervangen bij art. 14 van de wet van 7 april 1964.

632. [Van het herstel in eer en rechten wordt melding gemaakt op de kant van de eindarresten of -vonnissen waarvoor het wordt verleend; een uittreksel uit het arrest wordt gezonden aan de minister van Justitie, aan de procureur des Konings die verslag heeft gedaan, aan de burgemeester van de gemeente waar de verzoeker zijn woonplaats heeft en, wanneer deze laatste nog dienstplichtig is, aan de auditeur-generaal.

De in eer en rechten herstelde kan zich een uitgifte van het arrest van herstel doen afgeven.]

Aldus vervangen bij art. 15 van de wet van 7 april 1964.

633. [De kosten van de rechtspleging tot herstel in eer en rechten komen ten laste van de Staat. Zij worden geregeld zoals in correctionele zaken.]

Aldus vervangen bij art. 16 van de wet van 7 april 1964.

634. [Herstel in eer en rechten doet voor het toekomstige alle gevolgen van de veroordeling ophouden in de persoon van de veroordeelde, onverminderd de rechten door derden verkregen,

en met name :

Het doet in de persoon van de veroordeelde de onbekwaamheden ophouden die uit de veroordeling zijn voortgevloeid;

Het verhindert dat die beslissing als grondslag dient voor de herhaling, een beletsel vormt voor de voorwaardelijke veroordeling of in de uittreksels uit het strafregister of uit het militair stamboek wordt vermeld;

Het herstelt de veroordeelde niet in de titels, graden, openbare ambten, bedieningen en betrekkingen die hij door afzetting verloren heeft;

Het ontheft hem niet van de onwaardigheid om te erven;

Het verhindert noch de rechtsvordering tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed, noch de rechtsvordering tot schadevergoeding, die op de rechterlijke beslissing gegrond is.]

Aldus vervangen bij art. 17 van de wet van 7 april 1964.

HOOFDSTUK V

Verjaring

635-640 [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

641. In geen geval kunnen de bij verstek of bij weerspannigheid aan de wet veroordeelden wier straf verjaard is, toegelaten worden om zich te zuiveren van het verstek of de weerspannigheid.

642-643. [...]

Opgeheven bij art. 1 van deze wet.

HOOFDSTUK VI

Bijzondere bepaling

Dit hoofdstuk is toegevoegd bij art. 7 van de wet van 22 juli 1927.

644. [Wanneer de wettelijke termijn om een proceshandeling in strafzaken te verrichten, eindigt op een zaterdag, op een zondag of een andere wettelijke feestdag, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Wanneer de wettelijke termijn om een handeling in strafzaken op een griffie te verrichten, eindigt op een dag dat deze gesloten is, wordt de handeling er op geldige wijze verricht, de eerstvolgende dag dat de griffie geopend is.]

Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 23 december 1963.

II

WET VAN 20 APRIL 1874 BETREFFENDE DE VOORLOPIGE HECHTENIS

Artikel 1. Na de ondervraging kan de onderzoeksrechter een bevel tot aanhouding verlenen, wanneer het feit een correctionele gevangenisstraf van drie maanden of een zwaardere straf ten gevolge kan hebben.

Indien de verdachte zijn verblijf in België heeft, kan de rechter dit bevel niet verlenen dan in ernstige en uitzonderlijke omstandigheden, wanneer die maatregel in het belang van de openbare veiligheid vereist is.

Indien het feit echter dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar of een zwaardere straf ten gevolge kan hebben, kan de onderzoeksrechter de verdachte niet in vrijheid laten dan op overeenkomstig advies van de procureur des Konings.

2. In het geval van het tweede lid van het vorige artikel omschrijft het bevel tot aanhouding de ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die de openbare veiligheid raken en waarop de aanhouding gegrond is.

3. Onmiddellijk na het eerste verhoor kan de verdachte vrij verkeer hebben met zijn raadsman.

De rechter kan evenwel dit vrije verkeer verbieden wanneer zulks voor het onderzoek noodzakelijk is. Hij geeft te dien einde een met redenen omklede beschikking, die zal worden overgeschreven in het register van de gevangenis. Het verbod geldt ten hoogste voor drie dagen na het eerste verhoor. Het kan niet vernieuwd worden.

4. Het bevel tot aanhouding wordt niet gehandhaafd, indien het niet binnen vijf dagen na de ondervraging wordt bevestigd door de raadkamer, op verslag van de onderzoeksrechter, de procureur des Konings en de verdachte gehoord.

Indien de verdachte, aan wie dit uitdrukkelijk zal worden gevraagd, verlangt zich te doen bijstaan door een raadsman, wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal van de ondervraging.

In dit laatste geval doet de voorzitter van de kamer die uitspraak zal hebben te doen, ten minste vierentwintig uren tevoren de plaats, de dag en het uur van verschijning optekenen in een bijzonder register dat ter griffie wordt gehouden.

De griffier geeft hiervan bij aangetekende brief bericht aan de aangewezen raadsman.

5. Indien de raadkamer binnen een maand te rekenen van de ondervraging niet heeft beslist over de tenlastelegging, wordt de verdachte in vrijheid gesteld, tenzij de raadkamer, de procureur des Konings en de verdachte of zijn raadsman gehoord, bij een met redenen omklede eenparige beschikking verklaart dat de hechtenis in het openbaar belang moet worden gehandhaafd.

Hetzelfde geschiedt achtereenvolgens van maand tot maand, indien de raadkamer aan het einde van een nieuwe maand niet heeft beslist over de tenlastelegging.

[Vóór de dag vastgesteld voor de verschijning in de raadkamer en in de kamer van inbeschuldigingstelling wordt het dossier, gedurende twee dagen op de griffie ter beschikking gesteld van de raadsman van de verdachte. De griffier geeft hiervan bij aangetekende brief bericht aan de raadsman.]

Het derde lid toegevoegd bij art. 1. van de wet van 23 augustus 1919.

6. De onderzoeksrechter kan in de loop van het onderzoek en op de overeenkomstige conclusie van de procureur des Konings opheffing van het bevel tot aanhouding verlenen, onder verplichting voor de verdachte om bij alle proceshandelingen te verschijnen, wanneer zulks van hem gevorderd wordt.

7. [Ingeval de onderzoeksrechter het bevel tot aanhouding niet heeft opgeheven, kan de voorlopige invrijheidstelling verleend worden op een verzoekschrift dat gericht wordt aan de correctionele rechtbank, vanaf de beschikking van verwijzing tot het vonnis; aan de kamer belast met de correctionele zaken in hoger beroep, vanaf het instellen van het beroep tot het arrest; aan de kamer van inbeschuldigingstelling, vanaf de beschikking van verwijzing tot de betekening van het arrest; aan dezelfde kamer gedurende de rechtspleging tot regeling van rechtsgebied; aan het hof van assisen of, wanneer dit geen zitting houdt, aan de kamer van inbeschuldigingstelling, vanaf de betekening van het arrest van verwijzing; aan dezelfde kamer, vanaf het beroep in cassatie tot het arrest.]

Het verzoekschrift wordt neergelegd op de griffie van het gerecht dat uitspraak moet doen, en het wordt er ingeschreven in het register in artikel 4 vermeld.

Binnen vijf dagen na de neerlegging wordt erover beslist in raadkamer, het openbaar ministerie en de beklaagde of zijn raadsman gehoord.

Aan de raadsman van de beklaagde wordt bericht gegeven overeenkomstig artikel 4.]

Aldus vervangen bij art. 1 van de wet van 29 juni 1899.

8. De onderzoeksrechter kan in elke stand van de zaak een bevel tot aanhouding uitvaardigen tegen de in vrijheid gelaten of in vrijheid gestelde verdachte, indien deze verzuimt bij enige proceshandeling te verschijnen. Hij kan ook, ondanks de invrijheidstelling van de verdachte, een nieuw bevel tot aanhouding uitvaardigen, wanneer nieuwe en ernstige omstandigheden deze maatregel nodig maken.

Dat bevel omschrijft de nieuwe en ernstige omstandigheden waarop de aanhouding gegrond is. Het moet door de raadkamer binnen vijf dagen te rekenen van de tenuitvoerlegging bevestigd worden in de bij artikel 4 van deze wet voorgeschreven vorm.

9. De raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling kunnen, in de gevallen van de artikelen 134 en 231 van het Wetboek van Strafvordering, een beschikking tot gevangenneming uitvaardigen en de onmiddellijke tenuitvoerlegging ervan bevelen.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan, ingeval de beschuldigde in vrijheid gelaten of in vrijheid gesteld is, die beschikking geven na het arrest van verwijzing naar het hof van assisen, tot op de dag voor de verschijning bepaald.

Zij kan de invrijheidstelling bevelen van de verdachte die zich krachtens de beschikking van de raadkamer in hechtenis bevindt.

De beschikkingen van de raadkamer, in de gevallen van de artikelen 133 en 134 van het Wetboek van Strafvordering, worden door de rechters bij meerderheid van stemmen genomen.

10. In de gevallen van de artikelen 4, 5, 6, 7 en 8, tweede lid, kan de invrijheidstelling afhankelijk gemaakt worden van de verplichting om zekerheid te stellen.

Deze zekerheidstelling waarborgt de verschijning van de verdachte, wanneer zulks van hem gevorderd wordt, bij alle proceshandelingen, alsook ter uitvoering van de vrijheidsstraf.

11. De zekerheidstelling geschiedt door het storten van een geldsom, hetzij door de verdachte, hetzij door een derde, en het bedrag wordt bepaald door het gerecht waarbij de zaak op het ogenblik van het verzoek aanhangig is.

Zij wordt in de Deposito- en Consignatiekas gestort en het openbaar ministerie doet, op vertoon van het ontvangstbewijs, de beschikking of het arrest van invrijheidstelling ten uitvoer leggen.

12. Vooraleer de aangehoudene in vrijheid gesteld wordt met of zonder zekerheidstelling, moet hij, bij een ter griffie verleden akte of bij een aan de directeur van de gevangenis af te geven ondertekende verklaring, woonplaats kiezen : indien hij verdachte is, ter plaatse waar de onderzoeksrechter zitting houdt; indien hij beklaagde of beschuldigde is, ter plaatse waar het gerecht waarbij de zaak zelf aanhangig is, zitting houdt.

13. [De zekerheid wordt teruggegeven, indien de verdachte bij alle proceshandelingen, alsook ter tenuitvoerlegging van het vonnis, verschenen is. Wanneer de veroordeling voorwaardelijk is, is het voldoende dat de verdachte bij alle proceshandelingen verschenen is.]

Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 23 juli 1895.

14. De zekerheid wordt toegewezen aan de Staat, zodra gebleken is dat de verdachte zonder wettige reden van verschoning niet verschenen is bij enige proceshandeling of ter tenuitvoerlegging van het vonnis.

[In geval echter van buitenvervolginstelling, vrijspraak, ontslag van rechtsvervolg of voorwaardelijke veroordeling, beveelt het vonnis of het arrest de teruggave, onder afhouding van de buitengewone kosten waartoe de niet-verschijning aanleiding mocht hebben gegeven.]

Het tweede lid aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 23 juli 1895.

15. De niet-verschijning van de verdachte bij een proceshandeling wordt vastgesteld door het vonnis of arrest van veroordeling, waarbij eveneens verklaard wordt dat de zekerheid aan de Staat vervalt.

16. De niet-verschijning van de veroordeelde ter tenuitvoerlegging van het vonnis wordt, op vordering van het openbaar ministerie, vastgesteld door de rechtbank die de veroordeling heeft uitgesproken.

Het vonnis verklaart tevens dat de zekerheid aan de Staat vervalt.

17. [...]

Opgeheven bij art. 290 van het Wetboek der Registratierechten en art. 81 van het Wetboek der Zegelrechten.

18. Indien de verdachte, na zijn voorlopige invrijheidstelling verkregen te hebben, wordt opgeroepen of gedagvaard en niet verschijnt, kan de onderzoeksrechter, de rechtbank of het hof, al naar het geval, een bevel tot aanhouding of een beschikking tot gevangenneming tegen hem uitvaardigen.

19. De verdachte en het openbaar ministerie kunnen voor de kamer van inbeschuldigingstelling hoger beroep instellen tegen de beschikkingen van de raadkamer, gewezen in de gevallen van de artikelen 4, 5 en 8, alsook tegen de beslissing van de correctionele rechtbank, gewezen overeenkomstig artikel 7.

20. Het hoger beroep moet worden ingesteld binnen een termijn van vierentwintig uren, die ten aanzien van het openbaar ministerie loopt te rekenen van de dag der beschikking, en ten aanzien van de verdachte te rekenen van de dag waarop de beschikking hem betekend is.

Deze betekening wordt gedaan binnen vierentwintig uren. In het toekomende recht van hoger beroep en van de termijn waarbinnen dit recht moet worden uitgeoefend.

De verklaring van hoger beroep wordt gedaan op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg en ingeschreven in het register van hoger beroep in correctionele zaken.

De stukken worden door de procureur des Konings bezorgd aan de procureur-generaal.

De berichten aan de raadsman van de verdachte worden gegeven door de griffier van het hof.

De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak, met voorrang boven alle andere zaken, het openbaar ministerie en de verdachte of zijn raadsman gehoord.

[De stand van zaken blijft ongewijzigd totdat over het hoger beroep is beslist, voor zover dit geschiedt binnen vijftien dagen nadat het beroep is ingesteld; zodra deze termijn is verstreken, wordt de verdachte in vrijheid gesteld.]

Deze termijn wordt geschorst tijdens de duur van het uitstel verleend op verzoek van de verdediging.]

Het zevende lid aldus vervangen en het achtste lid toegevoegd bij het enige artikel van de wet van 25 juli 1959.

21. [Tenzij de beklaagde om een andere reden wordt gevangen gehouden, wordt hij, niettegenstaande hoger beroep, onmiddellijk in vrijheid gesteld indien hij wordt vrijgesproken, voorwaardelijk veroordeeld of alleen veroordeeld tot een geldboete.

Wordt hij onvoorwaardelijk veroordeeld, dan wordt hij, niettegenstaande hoger beroep, in vrijheid gesteld zodra de ondergane hechtenis gelijk is aan de uitgesproken hoofdgevangenisstraf.

Wordt hij veroordeeld tot gevangenisstraf van ten minste zes maanden, dan kan onmiddellijke aanhouding gelast worden, op vordering van het openbaar ministerie en de beklaagde gehoord, indien te vrezen is dat de veroordeelde zich aan de uitvoering van de straf zou pogen te onttrekken.

Wordt de straf op verzet of hoger beroep verminderd tot beneden zes maanden, dan kan het hof of de rechtbank, rechtsprekende met eenparigheid van stemmen, op vordering van het openbaar ministerie en de beklaagde gehoord, de aanhouding handhaven.]

Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 9 mei 1931.

22. De wetten betreffende de bestraffing van bedrog inzake douane blijven ongewijzigd.

23. De wet van 18 februari 1852 wordt opgeheven, evenals artikel 613, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering voor zover het aan de onderzoeksrechter en aan de voorzitter van het hof van assisen bevoegdheid verleent om het vrije verkeer te verbieden.

BIJGEVOEGDE BEPALINGEN

24. [De onderzoeksrechter kan, in zijn arrondissement, opdracht geven tot huiszoeking en tot inbeslagneming van papieren, titels of bescheiden, maar alleen aan een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings in wiens rechtsgebied de verrichtingen moeten plaatshebben.]

Hij geeft die opdracht bij een met redenen omklede beschikking en alleen in geval van noodzaak.

De gekregen opdracht mag nooit worden overgedragen.

Het eerste lid aldus vervangen bij art. 2 van de besluitwet van 1 februari 1947.

25. Buiten ontdekking op heterdaad kan geen onderzoek aan het lichaam bevolen worden dan door de raadkamer, door de kamer van inbeschuldigingstelling of door de rechtbank of het hof die van de misdaad of het wanbedrijf kennis nemen.

De verdachte kan op eigen kosten het onderzoek laten bijwonen door een geneesheer te zijner keuze.

26. De procureur des Konings doet verslag aan de procureur-generaal omtrent alle zaken waarover de raadkamer geen uitspraak heeft gedaan binnen zes maanden te rekenen van de eerste vordering.

Binnen een maand zet de procureur-generaal voor de kamer van inbeschuldigingstelling in een omstandig verslag de redenen van de vertraging van het onderzoek uiteen, en doet zodanige vorderingen als hij nuttig oordeelt.

Een dergelijk verslag wordt vervolgens om de drie maanden uitgebracht door de procureur des Konings aan de procureur-generaal, en door deze aan de kamer van inbeschuldigingstelling.

Bruxelles, le 15 juin 1967.

Le Président du Sénat,

G. CROMMEN

Les secrétaires, | De secretarissen,

A. LACROIX

J. STUBBE

Naar aanleiding van die verslagen kan de kamer van inbeschuldigingstelling, zelfs ambtshalve, de bij artikel 235 van het Wetboek van Strafvordering bepaalde maatregelen nemen.

De verdachte of zijn raadsman wordt door de kamer van inbeschuldigingstelling gehoord.

De raadsman mag van alle stukken inzage nemen ter plaatse, zonder evenwel het onderzoek te vertragen.

De procureur-generaal geeft aan de verdachte kennis van de dag die voor het uitbrengen van het verslag bepaald is; die kennisgeving geschiedt bij aangetekende brief en met inachtneming van een termijn van acht vrije dagen.

Brussel, 15 juni 1967.

De Voorzitter van de Senaat,